

## **PROCÈS-VERBAL / PROCEEDINGS**

### **Conserver les Paysages Culturels Conserving Cultural Landscapes**



**Édité par / Edited by: Christina Cameron et Shabnam Inanloo Dailoo**

**Table Ronde Organisée par la Chaire de Recherche du Canada en Patrimoine Bâti  
Faculté de l'aménagement, Université de Montréal**

**Round Table Organized by the Canada Research Chair on Built Heritage  
Faculty of Environmental Design, Université de Montréal**

**10 au 12 Mars 2010 / 10-12 March 2010  
Montréal, Québec**



# **Conserver les Paysages Culturels**

## **Conserving Cultural Landscapes**

**Procès-verbal / Proceedings**

Édité par / Edited by: Christina Cameron et Shabnam Inanloo Dailoo

Table Ronde Organisée par la  
Chaire de Recherche du Canada en Patrimoine Bâti  
Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

Round Table Organized by  
The Canada Research Chair on Built Heritage  
Faculty of Environmental Design, Université de Montréal

10 au 12 Mars 2010 / 10-12 March 2010  
Montréal, Québec



# TABLE DES MATIÈRES / TABLE OF CONTENTS

<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>11</b>
<b>2. PROGRAMME DE LA TABLE RONDE .....</b>	<b>15</b>
<b>2. ROUND TABLE PROGRAMME.....</b>	<b>20</b>
<b>3. TEXTES DES CONFERENCIERS / TEXTS OF THE SPEAKERS .....</b>	<b>25</b>
3.1 CONSERVER ET GÉRER LES PAYSAGES CULTURELS AU JAPON .....	25
CONSERVING AND MANAGING CULTURAL LANDSCAPES IN JAPAN .....	25
NOBUKO INABA, PROFESSEURE, ÉTUDES DU PATRIMOINE MONDIAL, UNIVERSITÉ DE TSUKUBA.....	25
PROFESSOR, WORLD HERITAGE STUDIES, UNIVERSITY OF TSUKUBA.....	25
3.2 LE PROJET DE LOI 82 SUR LE PATRIMOINE CULTUREL.....	26
BILL 82 ON THE CULTURAL HERITAGE .....	26
JEAN BISSONNETTE, DIRECTEUR / DIRECTOR, DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE LA MUSÉOLOGIE.....	26
MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS, DE LA CULTURE ET DE LA CONDITION FÉMININE DU QUÉBEC.....	26
3.3 LES APPROCHES MUNICIPALES POUR PROTÉGER LES PAYSAGES CULTURELS: L'ARRONDISSEMENT HISTORIQUE ET NATUREL DU MONT-ROYAL.....	27
MUNICIPAL APPROACHES TO PROTECTING CULTURAL LANDSCAPES: MOUNT ROYAL HISTORIC AND NATURAL DISTRICT.....	27
MARIE LESSARD, PROFESSEURE, INSTITUT D'URBANISME, FACULTÉ DE L'AMÉNAGEMENT .....	27
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL ET PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL .....	27
PROFESSOR, INSTITUTE OF URBAN STUDIES, FACULTY OF ENVIRONMENTAL DESIGN, UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL AND PRESIDENT OF THE CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL.....	27
3.4 LES APPROCHES AMÉRICAINES DANS LA CONSERVATION DES PAYSAGES CULTURELS: L'EXPÉRIENCE DU SERVICE DES PARCS NATIONAUX DES ÉTATS-UNIS .....	40
AMERICAN APPROACHES TO CONSERVING CULTURAL LANDSCAPES: THE EXPERIENCE OF THE UNITED STATES NATIONAL PARK SERVICE .....	40
NORA J. MITCHELL, DIRECTRICE, INSTITUT POUR L'ÉTUDE DE LA CONSERVATION, USNPS ET PROFESSEURE ADJOINTE, UNIVERSITÉ DU VERMONT.....	40
DIRECTOR, CONSERVATION STUDY INSTITUTE, USNPS AND ADJUNCT PROFESSOR, UNIVERSITY OF VERMONT.....	40
3.5 CONSERVER LES PAYSAGES CULTURELS À L'INTERNATIONAL: LE RÔLE CLÉ DES INTERVENANTS .....	52
CONSERVING INTERNATIONAL CULTURAL LANDSCAPES: THE KEY ROLE OF STAKEHOLDERS .....	52
FRANÇOIS LeBLANC, ARCHITECTE ET CONSULTANT EN PATRIMOINE / ARCHITECT AND HERITAGE CONSULTANT, OTTAWA .....	52
3.6 LES PAYSAGES CULTURELS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE: LE RÔLE DES INTERVENANTS .....	73
BRITISH COLUMBIA'S CULTURAL LANDSCAPES: OBSERVATIONS ON ENGAGING STAKEHOLDERS.....	73
ALASTAIR KERR, DIRECTEUR, COORDINATION STRATÉGIQUE, MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES ARTS, GOUVERNEMENT DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET PROFESSEUR ADJOINT, UNIVERSITÉ DE VICTORIA .....	73
DIRECTOR, STRATEGIC COORDINATION, TOURISM GOVERNMENT OF BRITISH COLUMBIA AND ADJUNCT PROFESSOR, UNIVERSITY OF VICTORIA .....	73

3.7 LE PAYSAGE CULTUREL DE GRAND-PRÉ: LE RÔLE DE L'INTERVENANT DANS LA PRÉPARATION DU DOSSIER DE NOMINATION AU PATRIMOINE MONDIAL.....	88
THE CULTURAL LANDSCAPE OF GRAND PRÉ: STAKEHOLDER PARTICIPATION IN PREPARING THE WORLD HERITAGE NOMINATION FILE .....	88
CHRISTOPHE RIVET, PLANIFICATEUR, PARCS CANADA / PLANNER, PARKS CANADA, HALIFAX.....	88
DIRECTEUR DE PROJET / PROJECT MANAGER, NOMINATION GRAND-PRÉ.....	88
3.8 LES APPROCHES POUR DONNER PRIORITÉ AUX VALEURS PATRIMONIALES DANS LES PAYSAGES CULTURELS: L'ESCARPEMENT DU NIAGARA .....	89
APPROACHES TO PRIORITIZING HERITAGE VALUES IN CULTURAL LANDSCAPES: THE NIAGARA ESCARPMENT .....	89
SUSAN BUGGEY, CONSULTANTE EN PATRIMOINE / HERITAGE CONSULTANT, OTTAWA.....	89
3.9 TAKHT-E-SOLEYMAN: L'APPROCHE FONDÉE SUR LES VALEURS DANS LA CONSERVATION ET LA GESTION D'UN PAYSAGE CULTUREL EN IRAN .....	98
TAKHT-E-SOLEYMAN: VALUES-BASED APPROACH TO CONSERVATION AND MANAGEMENT OF A CULTURAL LANDSCAPE IN IRAN .....	98
SHABNAM INANLOO DAILOO, ÉTUDIANTE POSTDOCTORALE, FACULTÉ DE L'AMÉNAGEMENT .....	98
POST-DOCTORAL FELLOW, FACULTY OF ENVIRONMENTAL DESIGN, UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL.....	98
3.10 LE CHEVAUCHEMENT DANS LES PAYSAGES CULTURELS: NÉGOCIER LA VALEUR PATRIMONIALE .....	113
OVERLAPPING CULTURAL LANDSCAPES: MEDIATING HERITAGE VALUE .....	113
JULIAN SMITH, DIRECTEUR EXÉCUTIF, ÉCOLE DES ARTS DE LA RESTAURATION DE WILLOWBANK.....	113
EXECUTIVE DIRECTOR, THE SCHOOL OF RESTORATION ARTS AT WILLOWBANK.....	113
3.11 LE CADRE THÉORIQUE POUR L'INSERTION DES NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS DANS LES PAYSAGES CULTURELS .....	114
THEORETICAL FRAMEWORK FOR INSERTING NEW DEVELOPMENTS INTO CULTURAL LANDSCAPES ..	114
RANDALL MASON, PROFESSEUR ASSOCIÉ, ÉCOLE DE DESIGN, PROGRAMME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE LA PRÉSERVATION HISTORIQUE, UNIVERSITÉ DE PENNSYLVANIE .....	114
ASSOCIATE PROFESSOR, SCHOOL OF DESIGN, GRADUATE PROGRAM IN HISTORIC PRESERVATION, UNIVERSITY OF PENNSYLVANIA .....	114
3.12 EST-CE QUE LES NORMES ET LIGNES DIRECTRICES POUR LA CONSERVATION DES LIEUX HISTORIQUES FOURNIT UNE DIRECTION ADÉQUATE POUR L'ÉVOLUTION DES PAYSAGES CULTURELS? .....	115
DO CANADA'S STANDARD AND GUIDELINES FOR THE CONSERVATION OF HISTORIC PLACES PROVIDE ADEQUATE GUIDANCE FOR EVOLVING CULTURAL LANDSCAPES? .....	115
JOHN ZVONAR, ARCHITECTE PAYSAGISTE EN CONSERVATION, DIRECTION DE LA CONSERVATION DU PATRIMOINE, TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA .....	115
CONSERVATION LANDSCAPE ARCHITECT, HERITAGE CONSERVATION DIRECTORATE PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA .....	115
3.13 L'IMPACT DE L'INFRASTRUCTURE TOURISTIQUE SUR LES PAYSAGES CULTURELS SACRÉS DE BOURIATIE EN RUSSIE .....	127
THE IMPACT OF TOURISM INFRASTRUCTURE ON THE SACRED CULTURAL LANDSCAPES OF BURYATIA, RUSSIA .....	127
ISKRA LATUNOVA, DOCTORANTE, FACULTÉ DE L'AMÉNAGEMENT .....	127
PH.D STUDENT, FACULTY OF ENVIRONMENTAL DESIGN, UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL.....	127
3.14 LES NOUVELLES INTERVENTIONS SUR LES PAYSAGES SACRÉS DE GASPÉ .....	138
NEW INTERVENTIONS IN THE SACRED LANDSCAPES OF GASPÉ .....	138
TANIA MARTIN, PROFESSEURE, ÉCOLE D'ARCHITECTURE ET TITULAIRE, CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN PATRIMOINE BÂTI RELIGIEUX, UNIVERSITÉ LAVAL .....	138

PROFESSOR, SCHOOL OF ARCHITECTURE AND CANADA RESEARCH CHAIR IN BUILT RELIGIOUS HERITAGE, UNIVERSITÉ LAVAL .....	138
3.15 ADAPTER L'APPROCHE DU PAYSAGE CULTUREL AUX CONTEXTES URBAINS : QUELQUES EXPÉRIENCES RÉCENTES .....	149
APPLYING THE CULTURAL LANDSCAPE APPROACH TO URBAN CONTEXTS: SOME RECENT EXPERIENCES.....	149
HERB STOVEL, PROFESSEUR ADJOINT, PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE .....	149
ÉCOLE DES ÉTUDES CANADIENNES, UNIVERSITÉ DE CARLETON.....	149
ASSOCIATE PROFESSOR, HERITAGE CONSERVATION PROGRAM, SCHOOL OF CANADIAN STUDIES, CARLETON UNIVERSITY .....	149
<b>4. TEXTES DES RAPPORTEURS / REPORTS OF THE RAPPORTEURS .....</b>	<b>150</b>
<b>5. CONCLUSION .....</b>	<b>161</b>
<b>5. CONCLUSION .....</b>	<b>170</b>
<b>6. LISTE DES PARTICIPANT(E)S.....</b>	<b>178</b>
<b>6. LIST OF PARTICIPANTS.....</b>	<b>181</b>

## 1. INTRODUCTION

Le sujet de l'atelier de cette année, *Conserver les paysages culturels*, est l'un des aspects d'un plus large agenda de recherche portant sur l'identification, la protection, la conservation et la gestion des paysages culturels au Canada et à l'étranger.



**Christina Cameron**  
(Photo: Sh. Inanloo Dailoo, 2010)

Tout dépendant du point de départ, le terme « paysage culturel » a été défini de façon légèrement différente. Toutes les définitions incluent un lien entre les peuples et leur environnement naturel à travers le temps ayant pour résultat des attributs distinctifs au plan matériel et immatériel. Dans la perspective d'une approche basée sur la conservation de la nature, les paysages culturels sont « des paysages humanisés » où les gens vivent à l'intérieur de zones protégées d'une riche biodiversité.<sup>1</sup> D'un point de vue culturel, les paysages culturels sont « la manifestation tangible des actions et des croyances humaines réglées contre une toile de fond et à l'intérieur du paysage naturel ».<sup>2</sup> En termes de patrimoine mondial, les paysages culturels sont des endroits où l'interaction entre les peuples et leur environnement naturel est de valeur universelle exceptionnelle.<sup>3</sup>

L'origine d'une catégorisation consciente des paysages culturels est habituellement attribuée au géographe culturel américain Carl Sauer.<sup>4</sup> Son intérêt a porté sur l'impact de l'être humain sur le paysage à travers le temps. « Un paysage culturel est façonné à partir d'un paysage naturel par un groupe culturel. La culture est l'agent, le territoire naturel est le moyen, le paysage culturel est le résultat. »<sup>5</sup> La pensée a évolué rapidement dans la seconde moitié du 20ème siècle. En 1962,



l'UNESCO a adopté la *Recommandation concernant la sauvegarde de la beauté et du caractère des paysages et des sites*.

La courante popularité du terme peut être attribuée au mouvement de protection du patrimoine mondial. La Convention de 1972 a été unique en réunissant le patrimoine culturel et naturel. De plus, le patrimoine mondial a rencontré des difficultés face à des sites qui ont représenté les « œuvres conjuguées de l'homme et de la nature » tel que défini à l'article 1 de la Convention. En 1984, le Comité du patrimoine mondial s'est demandé s'il devait envisager d'inscrire ce qu'il appelait les paysages ruraux, c'est-à-dire les environnements naturels qui avaient été modifiés à travers le temps par l'être humain, quand le résultat s'avérait équilibré d'un point de vue écologique, esthétiquement beau et culturellement intéressant. Selon le rapport d'expert en 1987, les paysages ruraux sont considérés comme des biens dotés d'éléments culturels et naturels d'une valeur considérable quoique qu'ils ne répondent pas aux critères si on les considère séparément. Leur valeur réside dans la combinaison des attributs culturels et naturels qui « offrent quelque chose d'exceptionnel et d'universel ». <sup>6</sup> Après un certain nombre de faux départs et le rejet en 1990 d'un cas - la nomination proposée de Lake District au Royaume-Uni - l'UNESCO a mis sur pied un processus pour déterminer comment les paysages culturels pourraient mieux être traités.

Sous l'égide du Centre du patrimoine mondial, deux réunions d'experts ont élaboré des définitions des paysages culturels (La Petite Pierre, France, 1992) et un plan d'action pour stimuler les inscriptions (Templin, Allemagne, 1993). La catégorie a été subdivisée en trois groupes: les paysages désignés, les paysages organiquement évolutifs et les paysages associatifs. <sup>7</sup> À la date de mars 2010, soixante-six paysages culturels étaient inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, dont trois d'entre eux sur la Liste en danger. La grande majorité sont des paysages organiquement évolutifs qui conservent un rôle social actif dans lequel le processus évolutif se poursuit. <sup>8</sup>

À cette phase de définition des années 90, on ne doit pas perdre de vue un mouvement parallèle à l'intérieur d'UICN pour inclure des paysages vivants dans son système d'aires protégées.

Contrairement à l'intérêt du patrimoine mondial pour l'histoire humaine et les traditions sociales/spirituelles, UICN s'est concentré à maintenir la diversité biologique et l'intégrité écologique à travers la protection des paysages traditionnels. Connus comme aires protégées de la catégorie V, ces paysages et les paysages marins ont été définis comme des paysages de lieux de travail où l'interaction entre les peuples et la nature ont produit des paysages d'un esthétisme élevé, d'écologie, de biodiversité et/ou de valeurs culturelles. <sup>9</sup>

Le Canada a étroitement mis en parallèle ce développement international en définissant et en classant les paysages culturels. Dans les années 90, la Commission des lieux et monuments historiques du Canada a suivi la catégorisation du patrimoine mondial. En conformité avec l'approche d'UICN, le gouvernement du Québec a adopté en 2002 un statut qui protège spécifiquement les paysages humanisés pour leur biodiversité. En février 2010, la province a présenté un projet de loi sur le patrimoine culturel qui inclut la protection et la conservation des paysages culturels importants par l'interaction entre les facteurs naturel et humain.

Un large éventail de valeurs a été attribué aux paysages culturels à travers les années. Entre autre, les paysages culturels sont considérés comme des exemples de bon design esthétique et de beauté; comme des zones de biodiversité; comme des sources de nécessités de la vie comme la nourriture, la médecine, les matériaux de construction et la nourriture spirituelle; comme des modèles d'utilisation durable; et comme des dépôts de mémoire et d'identité par le nom des lieux et les caractéristiques particulières. Le but de cette table ronde n'est pas de définir et d'énumérer les paysages culturels ou les paysages humanisés. Il suppose au point de départ que les paysages ont été identifiés et leurs valeurs articulées.

L'objectif de cette table ronde est de se pencher sur les défis de conserver les paysages culturels. Ce ne sont pas des musées bien contrôlés et bien protégés. Les paysages culturels sont des systèmes dynamiques. Les gens doivent être au centre de la protection des paysages. Les caractéristiques qu'exige la conservation sont des attributs non seulement physiques mais immatériels comme la sensibilité et la signification. Ce qui nécessite la gestion est l'interaction entre les personnes et la nature. La table ronde explorera l'utilité des conseils existants et des outils. En termes de conduite des processus humains, pour que les paysages soient protégés et capables d'évoluer d'une manière durable, de quelle façon la *Charte de Venise* (1964), les *Orientations* du patrimoine mondial, le *Secretary of Interior's Standards*, la *Déclaration de Xi'an* de l'ICOMOS sur la conservation du contexte (2005) sont-ils pertinents? De quelle utilité sont la *Politique sur la gestion des ressources culturelles* de Parcs Canada (1994), les *Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada* (2003) de même que les directives provinciales et municipales?

La table ronde combine des présentations courtes avec des périodes de discussion afin de stimuler le débat. Les sessions sont structurées de façon à considérer la conservation des paysages culturels sous différentes perspectives: les approches internationales; le rôle du gouvernement; l'implication des communautés et des autres participants; la conciliation entre les valeurs superposées et

concurrentes parfois; et l'intégration de nouvelles infrastructures. Un certain nombre d'études de cas illustrent le cadre théorique.

On a beaucoup écrit sur l'identification des paysages culturels pour établir leurs limites et décrire leur signification patrimoniale. Mais on a relativement peu écrit sur la façon de les conserver. Il est intéressant de noter qu'en 1995, l'important livre de Bernd Von Droste, Harald Plachter et Mechtild Rössler, consacre moins de 8 pour cent à la conservation.<sup>10</sup> La publication de Peter Fowler en 2003 dans la *Série du patrimoine mondial* est en grande partie descriptive, documentant la situation des 30 paysages culturels énumérés comme patrimoine mondial à ce moment-là.<sup>11</sup> Parmi les livres dédiés spécifiquement à la conservation des paysages culturels se trouvent le *Secretary of Interior's Standards for the Treatment of Historic Properties and Guidelines for the Treatment of Cultural Landscapes* (1996),<sup>12</sup> *Management Guidelines for IUCN Category V Protected Areas Protected Landscapes/Seascapes* (2002) d'Adrian Phillips, et *World Heritage Cultural Landscapes : A Handbook for Conservation and Management* (2009) de Nora Mitchell, Mechtild Rössler et Pierre-Marie Tricaud.<sup>13</sup> Ils proposent tous un cadre de gestion avec des principes directeurs qui sont axés sur la planification efficace d'utilisation de la terre et une forte emphase sur l'éducation et l'engagement des intervenants.

Il y a d'autres questions que cette table ronde souhaiterait aborder. Les paysages constituent-ils un sous-groupe légitime dans les catégories culturelles et/ou naturelles du patrimoine? Les paysages culturels sont-ils si différents des autres lieux historiques ou zones protégées qu'ils exigent une approche distincte en conservation? La gestion accrue et la protection légale ont-elles réduit l'interaction et le pouvoir de la communauté locale sur leur environnement? Comment l'effet des changements climatiques peut être atténué ou ajusté? Quelle est la signification de l'utilisation durable? Les autres instruments internationaux comme la Convention Ramsar (1971), la Convention sur la diversité biologique (1992) et la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003) peuvent-ils être utiles? En conclusion, quelles sont les implications pour les experts en matière de conservation?

Les résultats attendus de la table ronde sont une meilleure compréhension de cette catégorie relativement nouvelle du patrimoine appelée « les paysages culturels » et une évaluation de l'utilité des outils existants et des approches pour les conserver. La grande échelle des paysages culturels, leur nature en évolution et la superposition complexe des valeurs proposent aux praticiens du patrimoine de

vrais défis dans l'équilibre entre la conservation des valeurs patrimoniales et les autres besoins légitimes des communautés et des intervenants.

**Christina Cameron**  
**Chaire de Recherche du Canada en Patrimoine Bâti**  
**Mai 2010**

---

<sup>1</sup> Gérald Domon, *Le paysage humanisé du Québec* (Montréal: les Presses de l'Université de Montréal, 2009), 361 p.; Adrian Phillips, *Management Guidelines for IUCN Category V Protected Areas Protected Landscapes/Seascapes* (Cardiff: IUCN, 2002), 122 p.

<sup>2</sup> Robert Z. Melnick, *Cultural Landscapes: Rural Historic Districts in the National Park System* (Washington: U.S. Department of the Interior, National Park Service, 1984), 80 p.

<sup>3</sup> *Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial* (UNESCO: Centre du patrimoine mondial, 2008), annexe 3.

<sup>4</sup> Sauer, C. O. 1925. "The Morphology of Landscape," *University of California Publications in Geography* 2 (2):19-53.

<sup>5</sup> *Ibid.*, 46.

<sup>6</sup> SC-87/CONF.005/INF. 4, "Note on rural landscapes and the World Heritage Convention," (Paris, 12 Novembre 1987).

<sup>7</sup> *Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial* (UNESCO : Centre du patrimoine mondial, 2008), annexe 3.

<sup>8</sup> *Ibid.*, annexe 3

<sup>9</sup> Phillips, 12.

<sup>10</sup> Bernd von Droste, Harald Plachter et Mechtild Rössler, *Cultural Landscapes of Universal Value* (Stuttgart/New York: Gustav Fischer Verlag Jena, 1995), 464 p.

<sup>11</sup> P.J. Fowler, *World Heritage Cultural Landscapes 1992-2002* (UNESCO: Série du patrimoine mondial 6, 2003), 140 p.

<sup>12</sup> *The Secretary of Interior's Standards for the Treatment of Historic Properties and Guidelines for the Treatment of Cultural Landscapes* (Washington: U.S. Department of the Interior, National Park Service, 1996), 156 p.

<sup>13</sup> Nora Mitchell, Mechtild Rössler and Pierre-Marie Tricaud, *World Heritage Cultural Landscapes: A Handbook for Conservation and Management* (UNESCO : Série du patrimoine mondial 26, 2009), 135 p.

## 1. INTRODUCTION

The focus of this year's workshop is *Conserving Cultural Landscapes*, one aspect of a larger research agenda on the identification, protection, conservation and management of cultural landscapes in Canada and abroad.

Depending on one's point of departure, the term "cultural landscape" has been defined in slightly different ways. All definitions include a bond between people and their natural environment over time, resulting in distinctive physical and intangible attributes. Approached from a nature conservation perspective, cultural landscapes are "humanised landscapes" where people live within protected areas of rich biodiversity.<sup>1</sup> Approached from a cultural point of view, cultural landscapes are the "tangible manifestation of human actions and beliefs set against and within the natural landscape".<sup>2</sup> In World Heritage terms, cultural landscapes are places where the interaction between people and their natural environment is of Outstanding Universal Value.<sup>3</sup>

The origin of a self-conscious categorization of cultural landscapes is usually attributed to American cultural geographer Carl Sauer.<sup>4</sup> His interest was in human impacts on the landscape over time. "The cultural landscape is fashioned out of the natural landscape by a cultural group. Culture is the agent, the natural area is the medium, the cultural landscape is the result."<sup>5</sup> Thinking evolved quickly in second half of 20<sup>th</sup> century. In 1962 UNESCO adopted a *Recommendation on the Beauty and Character of Landscapes and Sites*.

The current popularity of the term can be attributed to the World Heritage movement. The 1972 Convention was unique in bringing together cultural and natural heritage. Yet World Heritage encountered difficulties in dealing with sites that represented "the combined works of nature and man" as set out in article 1 of the Convention. In 1984, the World Heritage Committee questioned whether it could consider listing what it called rural landscapes, meaning natural environments that had been modified over time by human beings, when the outcome was ecologically balanced, aesthetically beautiful and culturally interesting. According to an expert report of 1987, rural landscapes were viewed as properties with "cultural and natural elements of considerable value which however do not meet the criteria when considered separately." Their value lay in the combination of cultural and natural attributes which "offer something exceptional and universal".<sup>6</sup> After a number of false starts and the rejection in 1990 of a test case – the proposed nomination of the Lake District in the United Kingdom -- UNESCO led a process to determine how cultural landscapes could best be handled.

Under the auspices of the World Heritage Centre, two expert meetings prepared definitions of cultural landscapes (La Petite Pierre, France, 1992) and an action plan to encourage inscriptions (Templin, Germany, 1993). The category was sub-divided into three groups: designed landscapes, organically evolved landscapes and associative landscapes.<sup>7</sup> As of March 2010, sixty-six cultural landscapes are inscribed on the World Heritage List, with three of them on the In Danger List. The vast majority are organically evolved landscapes that retain an active social role and in which the evolutionary process continues.<sup>8</sup>

At this definitional phase in the 1990s, one must not lose sight of a parallel movement within IUCN to include living landscapes within its system of protected areas. In contrast to World Heritage's interest in human history and social/spiritual traditions, IUCN was focused on maintaining biological diversity and ecological integrity through the protection of traditional landscapes. Known as Category V protected areas, these landscapes and seascapes were defined as lived-in working landscapes where the interaction between people and nature have produced landscapes with high aesthetic, ecological, biodiversity and/or cultural values.<sup>9</sup>

Canada closely paralleled this international development in defining and designating cultural landscapes. In the 1990s, the Historic Sites and Monuments Board of Canada followed the World Heritage categorization. In line with IUCN's approach, the Quebec government adopted in 2002 a statute that specifically protects humanised landscapes for their biodiversity. In February 2010 the province has now tabled a cultural heritage bill that includes the protection and conservation of cultural landscapes important for the interaction of natural and human factors.

A wide range of values have been attributed to cultural landscapes over time. Among them, cultural landscapes are valued as examples of good aesthetic design and beauty; as areas of biodiversity; as sources of the necessities of life such as food, medicine, building materials and spiritual sustenance; as models of sustainable use; and as repositories of memory and identity through place names and special features. The focus of this Round Table is not on defining and listing cultural landscapes or humanised landscapes. It assumes as its point of departure that landscapes have been identified and their values articulated.

The objective of this Round Table is to focus on the challenges of conserving cultural landscapes. They are not museums, tightly controlled and well protected. Cultural landscapes are dynamic systems. People have to be at the centre of landscape protection. The characteristics that require conservation are not only physical but intangible attributes like feeling and meaning. What

requires management is the interface between people and nature. The Round Table will explore the usefulness of existing guidance and tools. In terms of guiding human processes so that landscapes are protected and capable of evolving in a sustainable way, how pertinent are the Venice Charter (1964), the World Heritage *Operational Guidelines*, the U.S. *Secretary of the Interior's Standards*, the ICOMOS Xi'an Declaration on setting (2005)? How useful are Parks Canada's *CRM Policy* (1994), the *Standards and Guidelines for the Conservation of Historic Places in Canada* (2003) as well as provincial and municipal guidelines?

The Round Table combines short presentations with discussion periods in order to stimulate debate. The sessions are structured in order to consider the conservation of cultural landscapes from several perspectives: international approaches; the role of government; the implication of communities and other stakeholders; mediation among multi-layered and sometimes competing values; and the accommodation of new infrastructure. A number of case studies illustrate the theoretical framework.

Much has been written about identifying cultural landscapes, setting their boundaries and describing their heritage significance. Relatively little has been written about how to conserve them. It is interesting that the important 1995 book by Bernd von Droste, Harald Plachter and Mechtild Rössler devotes less than 8 per cent to conservation.<sup>10</sup> Peter Fowler's 2003 publication in the World Heritage Papers series is largely descriptive, documenting the situation of the 30 cultural landscapes listed as World Heritage at that time.<sup>11</sup> Books focused specifically on the conservation of cultural landscapes include the U.S. *Secretary of Interior's Standards for the Treatment of Historic Properties and Guidelines for the Treatment of Cultural Landscapes* (1996),<sup>12</sup> Adrian Phillips, *Management Guidelines for IUCN Category V Protected Areas Protected Landscapes/Seascapes* (2002) and Nora Mitchell, Mechtild Rössler and Pierre-Marie Tricaud, *World Heritage Cultural Landscapes : A Handbook for Conservation and Management* (2009).<sup>13</sup> They all propose a management framework with guiding principles that focus on effective land use planning and a strong emphasis on education and stakeholder engagement.

There are other questions that this Round Table may wish to address. Do landscapes constitute a legitimate sub-group within cultural and/or natural heritage categories? Are cultural landscapes so different from other historic places or protected areas that they require a distinct conservation approach? Have increased management and legal protection reduced local community interaction with, and control over, their environments? How can effects of climate change be mitigated or accommodated? What does sustainable use mean? Can other international instruments like the Ramsar

Convention (1971), the Convention for Biological Diversity (1992) and the Convention for the Safeguarding of Intangible Cultural Heritage (2003) be helpful? Finally, what are the implications for conservation experts?

The expected outcomes of the Round Table are a better understanding of this relatively new heritage category called “cultural landscapes” and an assessment of the usefulness of existing tools and approaches to conserve them. The sheer size of cultural landscapes, their evolving nature and the complex layering of values present heritage practitioners with real challenges in balancing conservation of heritage values with other legitimate needs of communities and stakeholders.

**Christina Cameron**  
**Canada Research Chair on Built Heritage**  
**May 2010**

---

<sup>1</sup> Gérald Domon, *Le paysage humanisé du Québec* (Montréal: les Presses de l'Université de Montréal, 2009), 361 p.; Adrian Phillips, *Management Guidelines for IUCN Category V Protected Areas Protected Landscapes/Seascapes* (Cardiff: IUCN, 2002), 122 p.

<sup>2</sup> Robert Z. Melnick, *Cultural Landscapes: Rural Historic Districts in the National Park System* (Washington: U.S. Department of the Interior, National Park Service, 1984), 80 p.

<sup>3</sup> *Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention* (UNESCO: World Heritage Centre, 2008), annex 3.

<sup>4</sup> Sauer, C. O. 1925. "The Morphology of Landscape," *University of California Publications in Geography* 2 (2):19-53.

<sup>5</sup> *Ibid.*, 46.

<sup>6</sup> SC-87/CONF.005/INF. 4, “Note on rural landscapes and the World Heritage Convention,” (Paris, 12 November 1987).

<sup>7</sup> *Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention* (UNESCO: World Heritage Centre, 2008), annex 3.

<sup>8</sup> *Ibid.*, annex 3.

<sup>9</sup> Phillips, 12.

<sup>10</sup> Bernd von Droste, Harald Plachter and Mechtild Rössler, *Cultural Landscapes of Universal Value* (Stuttgart/New York: Gustav Fischer Verlag Jena, 1995), 464 p.

<sup>11</sup> P.J. Fowler, *World Heritage Cultural Landscapes 1992-2002* (UNESCO: World Heritage Papers 6, 2003), 140 p.

<sup>12</sup> *The Secretary of Interior's Standards for the Treatment of Historic Properties and Guidelines for the Treatment of Cultural Landscapes* (Washington: U.S. Department of the Interior, National Park Service, 1996), 156 p.

<sup>13</sup> Nora Mitchell, Mechtild Rössler and Pierre-Marie Tricaud, *World Heritage Cultural Landscapes: A Handbook for Conservation and Management* (UNESCO: World Heritage Papers 26, 2009), 135 p.



## 2. PROGRAMME DE LA TABLE RONDE

### Mercredi 10 Mars 2010

18:00 Réception : Cocktail d'ouverture de la Table ronde 2010 et Lancement du Guide du campus de l'Université de Montréal  
*Le Campus - Le Patrimoine Architectural et Paysager de l'Université de Montréal / The Architectural and Landscape Heritage*

Lieu Hall du Centre d'exposition de l'Université de Montréal  
Faculté de l'aménagement  
2940 chemin de la Côte Sainte-Catherine  
Université de Montréal  
Montréal, Québec

### Jeudi 11 Mars 2010

Lieu Institut de Statistique de l'UNESCO  
5255, avenue Decelles, 7<sup>ième</sup> étage  
Montréal, Québec

08:30 Inscription

09:00 **Mot de bienvenue**  
Giovanni De Paoli  
Doyen, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

09:15 **Introduction à la Table Ronde 2010**  
Christina Cameron  
Chaire de Recherche du Canada en Patrimoine Bâti  
Professeure, École d'architecture et Titulaire, Faculté de l'aménagement  
Université de Montréal  
*Les Défis pour les Paysages Culturels: Relier les Valeurs Patrimoniales à la Conservation et à la Gestion*

09:30 **Session 1: Perspectives Internationales sur la Conservation et la Gestion des Paysages**

Présidente: Christina Cameron  
Chaire de Recherche du Canada en Patrimoine Bâti  
Professeure, École d'architecture et Titulaire, Faculté de l'aménagement  
Université de Montréal

Rapporteur 1: Jacinthe Inkel

Nobuko Inaba, Professeure, Études du Patrimoine Mondial, Université de Tsukuba  
*Conserver et Gérer les Paysages Culturels au Japon*

10:15 Pause

10:45 **Session 2: Conserver les Paysages Culturels: Le Rôle des Gouvernements**

Présidente: Nicole Valois  
Professeure Agrégée, École d'architecture de Paysage, Faculté de l'aménagement,  
Université de Montréal

Rapporteur 2: Jacinthe Inkel

Jean Bissonnette, Directeur / Director  
Direction du Patrimoine et de la Muséologie  
Ministère des Communications, de la Culture et de la Condition Féminine du Québec  
*Le Projet de Loi 82 sur le Patrimoine Culturel*

Marie Lessard, Professeure, Institut d'urbanisme, Faculté de l'aménagement  
Université de Montréal et Présidente du Conseil du Patrimoine de Montréal  
*Les Approches Municipales pour Protéger les Paysages Culturels: l'Arrondissement  
Historique et Naturel du Mont-Royal*

Nora J. Mitchell, Directrice, Institut pour l'étude de la Conservation, USNPS et  
Professeure Adjointe, Université du Vermont  
*Les Approches Américaines dans la Conservation des Paysages Culturels:  
l'expérience du Service des Parcs Nationaux des États-Unis*

11:45 Discussion

12:30 Déjeuner

Lieu Institut de Statistique de l'UNESCO

13:30 **Session 3: Conserver les Paysages Culturels: Le Rôle des Intervenants**

Président: Dinu Bumbaru  
Président, ICOMOS Canada et Directeur des politiques, Héritage Montréal

Rapporteur 3: Stephen Jarrett

François LeBlanc, Architecte et Consultant en Patrimoine  
*Conserver les Paysages Culturels à l'international: Le Rôle clé des Intervenants*

Alastair Kerr, Directeur, Coordination Stratégique, Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts, Gouvernement de la Colombie-Britannique et Professeur Adjoint, Université de Victoria

*Les Paysages Culturels de la Colombie-Britannique: Le Rôle des Intervenants*

Christophe Rivet, Planificateur, Parcs Canada, Halifax

Directeur de Projet, Nomination Grand-Pré

*Le Paysage Culturel de Grand-Pré: Le Rôle de l'intervenant dans la Préparation du Dossier de Nomination au Patrimoine Mondial.*

14:30 Discussion

15:00 Pause

15:30 **Session 4: Conserver les Paysages Culturels: Harmoniser les Valeurs Patrimoniales**

Président: Gordon Fulton

Directeur, Services Historiques, Parcs Canada

Rapporteur 4: Andrea Pukteris

Susan Buggiey, Consultante en Patrimoine

*Les Approches pour Donner Priorité aux Valeurs Patrimoniales dans les Paysages Culturels: l'escarpement du Niagara*

Shabnam Inanloo Dailoo, Étudiante Postdoctorale, Faculté de l'aménagement

*Takht-e-Soleyman : l'approche Fondée sur les Valeurs dans la Conservation et la Gestion d'un Paysage Culturel en Iran*

Julian Smith, Directeur Exécutif, École des Arts de la Restauration de Willowbank

*Le Chevauchement dans les Paysages Culturels: Négocier la Valeur Patrimoniale*

16:30 Discussion

17:15 Clôture de la session

19:30 Dîner

Location Restaurant Le Béarn  
5613, chemin Côte-des-Neiges

## Vendredi 12 Mars 2010

Location Institut de Statistique de l'UNESCO  
5255, avenue Decelles, 7<sup>ième</sup> étage  
Montréal, Québec

08:30 Inscription

### 09:00 **Session 5: Conserver les Paysages Culturels: Intégrer les Nouveaux Développements**

Président: Jean-Claude Marsan  
Professeur émérite, École d'architecture, Faculté de l'aménagement  
Université de Montréal

Rapporteur 5: Christienne Uchiyama

Randall Mason, Professeur Associé, École de Design, Programme d'études Supérieures de la Préservation Historique, Université de Pennsylvanie  
*Le Cadre Théorique pour l'insertion des Nouveaux Développements dans les Paysages Culturels*

John E. Zvonar, Architecte Paysagiste en Conservation, Direction de la Conservation du Patrimoine, Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada  
*Est-ce que Les Normes et Lignes Directrices pour la Conservation des Lieux Historiques Fournit une Direction Adéquate pour l'évolution des Paysages Culturels?*

Iskra Latunova, Doctorante, Faculté de l'aménagement  
Université de Montréal  
*L'impact de l'infrastructure Touristique sur les Paysages Culturels Sacrés de Bouriatie en Russie*

10:00 Pause

10:30 Tania Martin, Professeure, École d'architecture et Titulaire, Chaire de Recherche du Canada en Patrimoine Bâti Religieux, Université Laval  
*Les Nouvelles Interventions sur les Paysages Sacrés de Gaspé*

Herb Stovel, Professeur Adjoint, Programme de Conservation du Patrimoine  
École des études Canadiennes, Université de Carleton  
*Adapter l'approche du Paysage Culturel aux Contextes Urbains : Quelques Expériences Récentes*

11:00 Discussion

12:00 Déjeuner: Institut de Statistique de l'UNESCO

13:00 **Session 6: Conclusions de la Table Ronde**

Présidente: Claudine Déom  
Professeure Adjointe, École d'architecture, Faculté de l'aménagement  
Université de Montréal

Comptes-rendus des Rapporteurs

Discussion

14:45 Discours de Clôture: Commentaires d'Anne Cormier  
Directrice, École d'architecture, Faculté de l'aménagement  
Université de Montréal

15:00 **Clôture de la Table Ronde 2010**

## 2. ROUND TABLE PROGRAMME

### Wednesday 10 March 2010

18:00 Welcome Reception: Opening Cocktail for the Round Table & Launch of  
*Le Campus - Le Patrimoine Architectural et Paysager de l'Université de Montréal / The Architectural and Landscape Heritage*

Location Hall du Centre d'exposition de l'Université de Montréal  
Faculty of Environmental Design  
2940 chemin de la Côte Sainte-Catherine  
Université de Montréal  
Montréal, Québec

### Thursday 11 March 2010

Location UNESCO Institute of Statistics  
5255, Decelles Ave., 7<sup>th</sup> floor  
Montréal, Québec

08:30 Registration

09:00 **Welcome**  
Giovanni De Paoli  
Dean, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal

09:15 **Introduction à la Table Ronde 2010 / Introduction to 2010 Round Table**  
Christina Cameron  
Chairholder, Canada Research Chair on Built Heritage  
Professor, School of Architecture, Faculty of Environmental Design  
Université de Montréal  
*Challenges for Cultural Landscapes: Connecting Heritage Values to Conservation and Management*

#### 09:30 **Session 1: International Perspectives on the Conservation and Management of Cultural Landscapes**

Chair: Christina Cameron  
Chairholder, Canada Research Chair on Built Heritage  
Professor, School of Architecture, Faculty of Environmental Design  
Université de Montréal

Rapporteur 1: Jacinthe Inkel

Nobuko Inaba, Professor, World Heritage Studies, University of Tsukuba  
*Conserving and Managing Cultural Landscapes in Japan*

10:15 Break

10:45 **Session 2: Conserving Cultural Landscapes: The Role of Government**

Chair: Nicole Valois  
Professor, School of Landscape Architecture, Faculty of Environmental Design,  
Université de Montréal

Rapporteur 2: Jacinthe Inkel

Jean Bissonnette, Director  
Direction du Patrimoine et de la Muséologie  
Ministère des Communications, de la Culture et de la Condition Féminine du Québec  
*Bill 82 on the Cultural Heritage*

Marie Lessard, Professor, Institute of Urban Studies, Faculty of Environmental Design,  
Université de Montréal and President of the Conseil du Patrimoine de Montréal  
*Municipal Approaches to Protecting Cultural Landscapes: Mount Royal Historic and  
Natural District*

Nora J. Mitchell, Director, Conservation Study Institute, USNPS and Adjunct Professor,  
University of Vermont  
*American Approaches to Conserving Cultural Landscapes: The Experience of the  
United States National Park Service*

11:45 Discussion

12:30 Lunch

Location UNESCO Institute of Statistics

13:30 **Session 3: Conserving Cultural Landscapes: The Role of Stakeholders**

Chair: Dinu Bumbaru  
President, ICOMOS Canada and Policy Director, Heritage Montréal

Rapporteur 3: Stephen Jarrett

François LeBlanc, Architect and Heritage Consultant, Ottawa  
*Conserving International Cultural Landscapes: The Key Role of Stakeholders*

Alastair Kerr, Directeur, Director, Strategic Coordination, Tourism Government of British Columbia and Adjunct Professor, University of Victoria  
*British Columbia's Cultural Landscapes: Observations on Engaging Stakeholders*

Christophe Rivet, Planner, Parks Canada, Halifax  
Project Manager, Nomination Grand-Pré  
*The Cultural Landscape of Grand Pré: Stakeholder Participation in Preparing the World Heritage Nomination File*

14:30 Discussion

15:00 Break

15:30 **Session 4: Conserving Cultural Landscapes: Balancing Heritage Values**

Chair: Gordon Fulton  
Director, Historical Services, Parks Canada

Rapporteur 4: Andrea Pukteris

Susan Buggiey, Heritage Consultant, Ottawa  
*Approaches to Prioritizing Heritage Values in Cultural Landscapes: The Niagara Escarpment*

Shabnam Inanloo Dailoo, Postdoctoral Fellow, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal  
*Takht-e-Soleyman: Values-based Approach to Conservation and Management of a Cultural Landscape in Iran*

Julian Smith, Executive Director, The School of Restoration Arts at Willowbank  
*Overlapping Cultural Landscapes: Mediating Heritage Value*

16:30 Discussion

17:15 Close of Session

19:30 Dinner

Location Restaurant Le Béarn  
5613, chemin Côte-des-Neiges



## Friday 12 March 2010

Location UNESCO Institute of Statistics  
5255, Decelles Ave., 7<sup>th</sup> floor  
Montréal, Québec

08:30 Registration

09:00 **Session 5: Conserving Cultural Landscapes: Accommodating New Developments**

Chair: Jean-Claude Marsan  
Professor Emeritus, School of Architecture, Faculty of Environmental Design,  
Université de Montréal

Rapporteur 5: Christienne Uchiyama

Randall Mason, Associate Professor, School of Design, Graduate Program in Historic  
Preservation, University of Pennsylvania  
*Theoretical Framework for Inserting New Developments into Cultural Landscapes*

John E. Zvonar, Conservation Landscape Architect, Heritage Conservation Directorate  
Public Works and Government Services Canada  
*Do Canada's Standard and Guidelines for the Conservation of Historic Places Provide  
Adequate Guidance for Evolving Cultural Landscapes?*

Iskra Latunova, Ph.D student, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal  
*The Impact of Tourism Infrastructure on the Sacred Cultural Landscapes of Buryatia,  
Russia*

10:00 Break

10:30 Tania Martin, Professor, School of Architecture and Canada Research Chair in Built  
Religious Heritage, Université Laval  
*New Interventions in the Sacred Landscapes of Gaspé*

Herb Stovel, Associate Professor, Heritage Conservation Program, School of Canadian  
Studies, Carleton University  
*Applying the Cultural Landscape Approach to Urban Contexts: Some Recent  
Experiences*

11:00 Discussion

12:00 Lunch: UNESCO Institute of Statistics

13:00      **Session 6: Round Table Conclusions**

Chair: Claudine Déom  
Associate Professor, School of Architecture, Faculty of Environmental Design,  
Université de Montréal

Reports of the Rapporteurs

Discussion

14:45      Closing Remarks from Anne Cormier  
Director, School of Architecture, Faculty of Environmental Design  
Université de Montréal

15:00      **Close of 2010 Round Table**

### 3. TEXTES DES CONFERENCIERS / TEXTS OF THE SPEAKERS

#### Session 1: Perspectives Internationales sur la Conservation et la Gestion des Paysages Culturels International Perspectives on the Conservation and Management of Cultural Landscapes

**Présidente / Chair:** Christina Cameron

Chaire de Recherche du Canada en Patrimoine Bâti, Professeure, École d'architecture et Titulaire,  
Faculté de l'aménagement

Chairholder, Canada Research Chair on Built Heritage, Professor, School of Architecture, Faculty of  
Environmental Design  
Université de Montréal

**Rapporteur 1:** Jacinthe Inkel, Étudiant / Student, Université de Montréal

#### 3.1 CONSERVER ET GÉRER LES PAYSAGES CULTURELS AU JAPON CONSERVING AND MANAGING CULTURAL LANDSCAPES IN JAPAN

**Nobuko Inaba**, Professeure, Études du Patrimoine Mondial, Université de Tsukuba  
Professor, World Heritage Studies, University of Tsukuba



**Nobuko Inaba**

(Photo: Sh. Inanloo Dailoo, 2010)

## **Session 2: Conserver les Paysages Culturels: Le Rôle des Gouvernements Conserving Cultural Landscapes: The Role of Government**

**Présidente / Chair:** Nicole Valois

Professeure Agrégée, École d'architecture de Paysage, Faculté de l'aménagement,  
Professor, School of Landscape Architecture, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal

**Rapporteur 2:** Jacinthe Inkel, Étudiant / Student, Université de Montréal

### **3.2 LE PROJET DE LOI 82 SUR LE PATRIMOINE CULTUREL BILL 82 ON THE CULTURAL HERITAGE**

**Jean Bissonnette**, Directeur / Director, Direction du Patrimoine et de la Muséologie  
Ministère des Communications, de la Culture et de la Condition Féminine du Québec



**Jean Bissonnette**  
(Photo: Iskra Latunova, 2010)

**Session 2: Conserver les Paysages Culturels: Le Rôle des Gouvernements  
Conserving Cultural Landscapes: The Role of Government**

**Présidente / Chair:** Nicole Valois

Professeure Agrégée, École d'architecture de Paysage, Faculté de l'aménagement,  
Professor, School of Landscape Architecture, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal

**Rapporteur 2:** Jacinthe Inkel, Étudiant / Student, Université de Montréal

**3.3 LES APPROCHES MUNICIPALES POUR PROTÉGER LES PAYSAGES CULTURELS:  
L'ARRONDISSEMENT HISTORIQUE ET NATUREL DU MONT-ROYAL  
MUNICIPAL APPROACHES TO PROTECTING CULTURAL LANDSCAPES: MOUNT  
ROYAL HISTORIC AND NATURAL DISTRICT**

**Marie Lessard**, Professeure, Institut d'urbanisme, Faculté de l'aménagement  
Université de Montréal et Présidente du Conseil du Patrimoine de Montréal  
Professor, Institute of Urban Studies, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal and  
President of the Conseil du Patrimoine de Montréal



**Marie Lessard**  
(Photo: Iskra Latunova, 2010)

## RÉSUMÉ

Le territoire du mont Royal, situé au centre de l'île et de la ville de Montréal, a été décrété arrondissement historique et naturel en 2005 par le gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur les biens culturels. Amorcé dans les années 1980, le processus de reconnaissance patrimoniale et de protection a abouti à l'adoption par la Ville, en 2009, du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR). La Ville de Montréal est un acteur majeur dans la gestion de cet arrondissement, tant à titre de propriétaire du grand parc qui en constitue le coeur que par sa responsabilité d'encadrer le développement urbain de son territoire. Bien que, pour des raisons pratiques, le PPMVMR distingue le paysage des milieux naturels et des milieux construits, j'ai considéré ces trois dimensions, celles-ci contribuant conjointement au façonnement du paysage de l'AHNMR. Dans la première partie, je rappelle les principaux événements ayant marqué la protection du territoire du Mont-Royal, dans la seconde je présente les outils municipaux associés à une telle protection et, dans la troisième, je discute des enjeux touchant plus particulièrement le paysage culturel.

S'appuyant sur des études de cas concrets, l'analyse démontre que, nonobstant les outils de protection et de mise en valeur inscrits dans le PPMVMR, la préservation des valeurs patrimoniales est plus menacée dans le cas des propriétés institutionnelles que dans celui des propriétés publiques et privées, celles-ci étant les plus susceptibles d'attirer la transformation d'usage et le redéveloppement. La conservation des valeurs patrimoniales que sous-tendent les paysages est particulièrement en jeu lorsque la propriété compte une forte proportion d'espaces libres. Toutefois, simplement interdire tout développement ne garantit pas une telle conservation. Dans cette optique, tout en offrant une certaine flexibilité, la logique négociatrice privilégiée par la Ville permet de fixer un ensemble d'obligations à long terme de la part des propriétaires, fondées sur un engagement entre ces derniers et la Ville, plutôt que sur un seul encadrement réglementaire. J'évoque en conclusion certaines conditions supplémentaires, dictées par des principes de saine gestion d'un territoire de valeur patrimoniale élevée.

## TEXTE

La notion de paysage culturel proposée dans les chartes internationales, les conventions et les autres écrits sur les paysages culturels et perceptible à travers la liste des paysages culturels considérés comme patrimoine mondial s'articule à deux dimensions complémentaires, soit la conjugaison d'œuvres humaines et naturelles que ces paysages représentent et leur nature évolutive (Comité

intergouvernemental pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, 2008)<sup>1</sup>. Dans cette optique, les montréalais possèdent, au coeur de leur cité, un paysage culturel, celui du mont Royal, celui-ci étant encore dominé par des composantes naturelles mais qui ont été par ailleurs remodelées par les humains au fil du temps.

Décrété arrondissement historique et naturel en 2005 par le gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur les biens culturels (LBC), l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal (AHNMR) occupe un très grand territoire, d'une superficie de 750 ha, soit 7 fois et demie celle du Vieux-Montréal, l'autre arrondissement historique de Montréal. Ce territoire est celui du site du patrimoine du Mont-Royal, statut patrimonial local accordé, aussi en vertu de la LBC, par la Ville de Montréal en 1987, auquel se sont ajoutés des secteurs de l'ancienne ville d'Outremont, annexée depuis à celle de Montréal, et de la ville de Westmount. Il s'inscrit donc à la fois dans cette dernière et dans quatre arrondissements montréalais, soit celui de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, d'Outremont, du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie (Figure 1).

L'AHNMR comprend d'abord le parc municipal du mont Royal, conçu par l'architecte paysagiste américain Frederic Law Olmsted au milieu des années 1870, dont il constitue le cœur. Il contient aussi des cimetières, des institutions variées situées le long de ses flancs de même qu'un tissu résidentiel. Sa situation au centre de l'île de Montréal, la grande visibilité que lui confère sa topographie, l'ensemble des bâtiments et œuvres divers et d'échelles variées construits au fil des ans, de même que les milieux naturels tout aussi diversifiés qu'il contient en font un lieu d'une grande richesse, chéri et très fréquenté par la population montréalaise.

Non seulement le Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCF) mais également les villes de Montréal et de Westmount sont parties prenantes dans la gestion des interventions, tant publiques que privées, dans l'AHNMR, tant à titre de propriétaire de parcs et autres espaces publics que par leur responsabilité d'encadrer le développement urbain de son territoire. Je me concentrerai dans ce texte sur l'approche montréalaise, la Ville de Montréal ayant adopté récemment un Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR). Bien que, pour des raisons pratiques, le PPMVMR distingue le paysage des milieux naturels et des milieux construits, j'ai considéré l'ensemble de ces trois dimensions, celles-ci contribuant conjointement au façonnement du paysage de l'AHNMR. Aussi, après avoir rappelé les principaux événements ayant marqué la protection du territoire du Mont-Royal, je présenterai les outils municipaux associés à une telle protection avant de discuter des enjeux touchant plus particulièrement le paysage culturel.



**Figure 1- L'arrondissement Historique et Naturel du Mont-Royal.**

(Source : Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, *L'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal, un statut national une protection juridique.*)

## 1. Bref Historique de la Protection du Territoire du Mont-Royal

Le processus amorcé dans les années 1980 pour protéger le mont Royal a abouti à l'adoption par la Ville, en 2009, du PPMVMR (Ville de Montréal, 2009) (Tableau 1). Le PPMVMR a bénéficié de l'apport de nombreux intervenants. En effet, la Table de concertation du Mont-Royal, à laquelle participent les gouvernements, les propriétaires institutionnels et les associations de protection, a été sollicitée tout le long du processus. De plus, le PPMVMR a été soumis à des organismes consultatifs variés et à une vaste consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM). Sans qu'on puisse parler de consensus (les intérêts et objectifs des groupes étant différents et même opposés), on peut dire que les valeurs portées par les divers intervenants ont nourri le PPMVMR.



**Tableau 1- Bref Historique de la Protection du Mont-Royal.**

(Source (partielle): Ville de Montréal, *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal*, avril 2009, p. 3.)

Avant 1987	Développement au gré des opportunités
1987	Création du Site du patrimoine du Mont-Royal
1990	Consultation publique sur le plan préliminaire de mise en valeur du Mont-Royal
1992	Adoption du premier Plan de mise en valeur du mont Royal
2002	Sommet sectoriel du mont Royal au Sommet de Montréal
2003	Transfert de la gestion du territoire à la Ville et affectation d'un budget spécifique à sa conservation et à sa mise en valeur
2004	Création du bureau du Mont-Royal Énoncé d'orientations relatives au territoire dans le cadre du nouveau Plan d'urbanisme adopté en 2004, identification de celui-ci comme secteur de planification détaillée et comme écoterritoire Adoption de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels (le mont Royal comme écoterritoire)
2005	Début des travaux de la Table de concertation du Mont-Royal (créée en 2004) Création de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal Adoption de la <i>Politique du patrimoine</i>
2008-2009	Adoption du PCMVMR Pacte patrimonial avec les institutions Consultation publique sur le PCMVMR

## 2. Outils de Protection dans L'arrondissement Historique et Naturel du Mont-Royal

### 2.1. Les Règles Courantes de l'urbanisme Montréalais

Avant d'aborder le contenu du PPMVMR, il importe de préciser qu'à Montréal (et au Québec), la conservation de sites et d'immeubles considérés comme ayant une valeur patrimoniale est d'abord régie par les règles courantes de l'urbanisme. Dans les quartiers centraux notamment, celles-ci sont conçues pour renforcer les caractéristiques typomorphologiques et les usages existants. Cela signifie

donc que des dérogations doivent être sollicitées dans le cas de la majorité des projets de redéveloppement.

L’approbation des projets dérogatoires est complexe lorsque les hauteurs, les densités et les usages sont concernés, en particulier lorsque le projet est considéré important pour l’ensemble de la collectivité montréalaise (Tableau 2). D’abord, le promoteur doit faire plusieurs études permettant de juger des impacts du projet : étude patrimoniale, caractérisation environnementale, etc. Ensuite, le projet est analysé par diverses instances administratives et consultatives de l’arrondissement dans lequel il est proposé. Ces instances sont appuyées par les services centraux et des organismes consultatifs à l’échelle de la ville, si le projet est jugé d’importance pan-montréalaise. La décision est prise par le conseil d’arrondissement ou le conseil de ville, selon le type de projet. L’autorisation du MCCCCF est aussi requise dans le cas des interventions portant sur des propriétés reconnues en vertu de la LBC. Elle repose aussi sur diverses études et consultations, en particulier de la Commission sur les biens culturels, et est de nature discrétionnaire.

**Tableau 2- Processus d’approbation des Projets Dérogatoires à Montréal.** (Source: Marie Lessard)

	Projet local	Projet pan-montréalais
Consultation de comités	Comité consultatif d’urbanisme (CCU)	Comité consultatif d’urbanisme (CCU) Comité d’architecture et d’urbanisme (CAU) Conseil du patrimoine de Montréal (CPM)
Consultation publique	Conseil d’arrondissement	Office de consultation publique de Montréal (OCPM)
Décision	Conseil d’arrondissement	Conseil de ville

## 2.2. Les Règles Spécifiques à l'Arrondissement Historique et Naturel du Mont-Royal

Le PPMVMR est, depuis quelques mois, le document encadrant les interventions dans l'AHNMR. S'ajoutant aux autres règles en place, il définit des objectifs et des orientations et propose un cadre de mise en œuvre qui réfère à une panoplie d'outils existants et également à créer. Il a été conçu en continuité avec le Plan adopté en 1992 pour le territoire du site du patrimoine du Mont-Royal (Ville de Montréal, 1992). Par ailleurs, alors que ce dernier avait une facture essentiellement aménagiste, il met davantage l'accent sur la gestion des milieux. Les consultations publiques témoignent d'ailleurs de ces changements. Celle du début des années 1990 avait porté essentiellement sur des interventions ponctuelles, comme un funiculaire ou une pente de ski, alors que celle de 2008 a élargi le débat vers des questions plus complexes et plus spécialisées, telles les régimes juridiques de protection, les besoins en espace des hôpitaux ou des universités, la philosophie d'Olmsted et les besoins de la biodiversité (Maltais, 2009).

La protection et la mise en valeur s'appliquent à trois objets distincts, soit les paysages, les milieux naturels et les milieux construits et aménagés. Chacun bénéficie d'un régime particulier de protection. Toutefois, ces régimes se chevauchent sur des mêmes territoires, qui sont eux différenciés en fonction de leur statut foncier, soit les propriétés publiques, privées et institutionnelles (Tableau 3).

**Tableau 3- Distribution des Propriétés en Fonction de leur Statut Foncier.** (Source: Ville de Montréal, 2009)

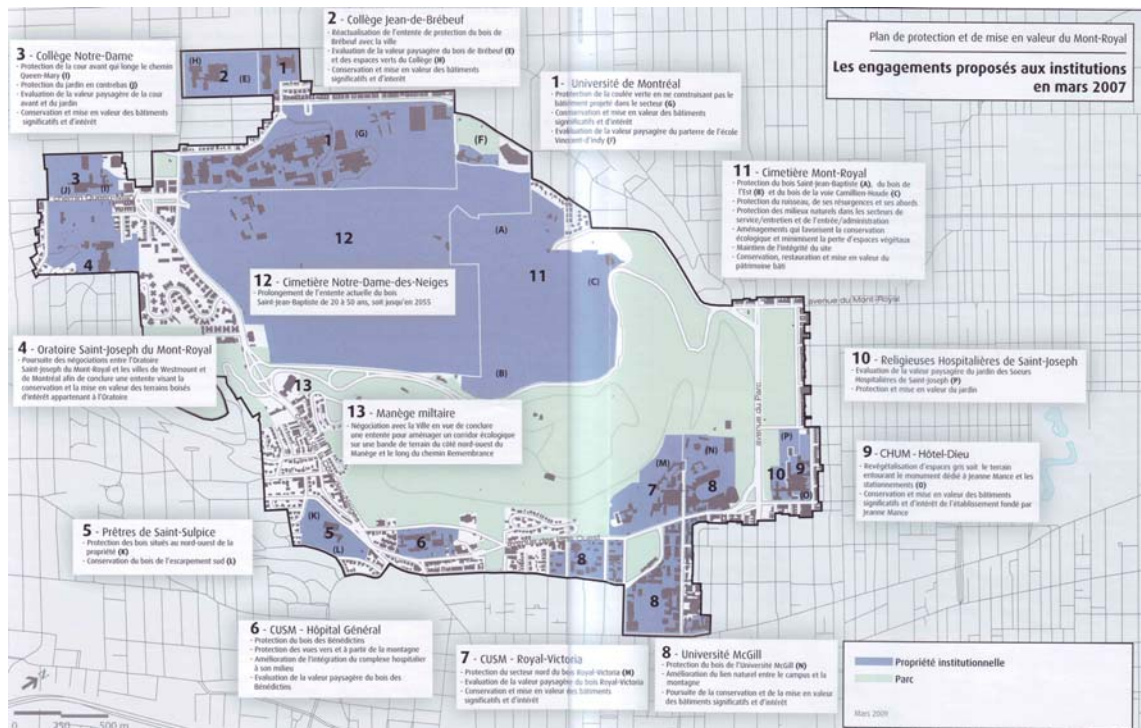
Type de propriété	%	
- Publiques (parcs)		33
- Privées		17
- Institutionnelles		50
cimetières	28	
Autres	22	
Total		100

Tout en ayant recours à des outils différents selon le type de propriété concerné, ces régimes de protection sont tous enchâssés dans le Document complémentaire au Plan d'urbanisme et, par ricochet, se traduisent dans les règlements d'urbanisme des arrondissements municipaux par des règles précises.

Prévu par la Charte de la Ville de Montréal pour harmoniser la réglementation d'urbanisme des arrondissements municipaux avec les orientations du Plan d'urbanisme de la Ville, le Document complémentaire inclut des clauses spécifiques concernant l'AHNMR. Notamment, un ensemble de critères et des cotes altimétriques associées aux vues d'intérêt à partir de lieux publics vers le mont Royal et depuis ce dernier balisent les hauteurs permises dans et autour de l'AHNMR en vue de protéger les vues et les perspectives.

Dans le cas des propriétés publiques, essentiellement des parcs, l'approche retenue est celle d'une protection complète. Les règles de gestion et d'entretien de même que des projets d'aménagement ciblés, hérités du Plan de 1992, sont balisés dans le nouveau PPMVMR qui prévoit aussi la réalisation de travaux de connaissance et de gestion supplémentaires. Signalons en outre que l'organisme de protection du mont Royal, les Amis de la montagne, est et reste activement associé à la gestion de l'AHNMR.

Les projets sur les propriétés privées sont soumis à des contraintes réglementaires supplémentaires, dont l'obligation de maintenir l'enveloppe volumétrique existante. Quant aux propriétés institutionnelles, en plus des balises réglementaires conventionnelles, elles sont liées par des engagements découlant d'exercices de planification concertée et qui sont par la suite intégrés au Document complémentaire au Plan d'urbanisme de même que dans la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement concerné. Il s'agit, par exemple, de la conservation d'un boisé particulier ou de la mise en valeur de bâtiments jugés significatifs sur le plan patrimonial (Ville de Montréal, 2009). L'expansion est parfois permise, mais à certaines conditions. L'ensemble des engagements constitue le Pacte patrimonial du Mont-Royal (Figure 2), qu'une partie seulement des institutions, dont l'Université de Montréal, ont signé à ce jour<sup>2</sup>. Dans le cas de celles qui ne l'ont pas encore fait, les interventions permises sont limitées à de la mise aux normes (Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise, Ville de Montréal, 2009).



**Figure 2- Le Pacte patrimonial du Mont-Royal.**

(Source: Ville de Montréal, *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal*, 2009, p. 77.)

Toutefois, lorsque ces propriétés sont cédées à un autre propriétaire et changent d'usage, ces engagements ne tiennent plus. Le redéveloppement est alors soumis au régime s'appliquant aux propriétés privées. Théoriquement, le redéveloppement devrait respecter l'empreinte existante, tel qu'exigé dans le cas des propriétés privées. Toutefois, jusqu'à maintenant, la Ville a plutôt opté pour un processus d'approbation discrétionnaire des projets dérogoires, avec modifications au Plan et au règlement d'urbanisme, assorti d'une consultation publique formelle menée par l'OCPM. Par ailleurs, elle a aussi recours à un accord de développement avec les promoteurs de tels projets, qui portent sur des engagements spécifiques et détaillés relatifs à certains éléments complémentaires au Plan d'urbanisme et aux règlements d'arrondissement de même qu'à des dispositions du PPMVMR.

Par exemple, dans le cas de la transformation, à des fins résidentielles, de la maison mère des Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie, l'accord prévoit notamment une servitude pour l'aménagement d'un accès public au chemin de ceinture du Mont-Royal et une servitude de conservation de la chapelle, accompagnée d'un fonds spécifique et d'une contribution de chacun des copropriétaires à son entretien<sup>3</sup>.

Enfin, il est important de rappeler que toutes les interventions dans l'AHNMR sont soumises à l'approbation du MCCCCF. Par ailleurs, les propriétaires peuvent se voir octroyer une aide financière pour restaurer leur propriété. Cette subvention ne peut toutefois satisfaire les besoins majeurs des institutions. C'est pourquoi le PPMVMR identifie des sources complémentaires potentielles mais dont la contribution n'est pas encore assurée.

### 3. Principaux Enjeux pour le Paysage Culturel

Bien que le PPMVMR ne réfère pas à la notion de paysage culturel, il se fonde sur une conception du mont Royal comme paysage culturel dans le sens évoqué par les chartes internationales, considérant celui-ci comme territoire à la fois « naturel » et transformé par les humains à travers le temps. De plus, le paysage est central dans l'approche adoptée par la Ville:

*Le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal s'appuie sur la Convention européenne du paysage (Florence, 2000), qui définit le paysage comme étant « une partie de territoire telle que perçue par la population, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations ». La notion de paysage englobe des aspects beaucoup plus larges que les seules considérations de qualité visuelle ; elle rejoint les multiples valeurs (symbolique, identitaire, paysagère, naturelle et patrimoniale) qu'une population attache à un territoire donné (Ville de Montréal, 2009, p. 10).*

Le paysage n'est pas une source de conflit dans la gestion actuelle des propriétés publiques de l'AHNMR. Les interventions dans les parcs et les autres projets municipaux sont bien accueillis à ce jour, tel qu'en témoignent les consultations d'experts et publiques. Et depuis l'adoption des modifications au Document complémentaire au Plan d'urbanisme, les interventions sur les propriétés privées ne provoquent pas de remous, bien que les outils de connaissance et les incitatifs financiers et autres puissent encore être améliorés. Le principal enjeu pour la majorité des acteurs oeuvrant dans l'AHNMR et des citoyens et groupes qui s'intéressent au mont Royal est sans aucun doute le développement des propriétés institutionnelles. À titre d'exemples, l'OCPM recommandait, dans son rapport sur le PPMVMR, que tout développement immobilier sur la montagne soit considéré comme un privilège (Office de consultation publique de Montréal, 2009). Et alors que certains groupes réclament un moratoire sur tout développement, des institutions indiquent ne pas avoir les moyens de conserver leur propriété dans son état actuel.

Pour mieux comprendre les impacts d'un tel développement, j'ai récemment analysé deux projets de transformation à des fins résidentielles de propriétés institutionnelles situées dans

l’AHNMR, soit celle des Soeurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie et celle de l’ancien séminaire de philosophie des Prêtres de Saint-Sulpice, ainsi que leur encadrement municipal.

J’ai pu constater qu’à l’exception de la valeur d’usage, les valeurs patrimoniales de la première étaient globalement préservées. La propriété conserve ses caractéristiques fondamentales et les modifications à l’aménagement paysager y sont contrôlées, notamment pour maintenir les terrasses traditionnelles (Figure 3). Le paysage construit est peu altéré et beaucoup de précautions sont prises pour conserver les éléments importants du bâtiment. Globalement, la valeur patrimoniale de l’AHNMR et de la propriété n’est pas diminuée. L’appui donné par les Amis de la montagne et Héritage Montréal au projet en témoigne.



**Figure 3- Le Plan d’ensemble Proposé pour la Propriété de la Maison Mère des Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-Marie.**

(Source: Groupe immobilier Catania, *Projet de réaffectation du bâtiment des Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie*, Montréal, 21 novembre 2008, p. 80.)

Dans le cas de l’ancien séminaire de philosophie des Prêtres de Saint-Sulpice, malgré les prescriptions réglementaires réduisant la densité proposée et bien que le projet n’augmente que peu la superficie de terrain actuellement construite (de 8,7 à 15,5 %), les immeubles projetés dans la partie centrale de la propriété, où l’intérêt patrimonial a été jugé moindre, ont des effets négatifs sur la mise en scène du bâtiment de l’ancien séminaire et modifient fortement le paysage des lieux et la relation du

site avec la montagne (Figure 4). La transformation porte ainsi atteinte à de multiples valeurs patrimoniales importantes qui s'articulent à la conservation du paysage. Le projet a d'ailleurs soulevé une opposition quasi unanime.



**Figure 4- Une Simulation des Bâtiments Proposés sur la Propriété des Prêtres de Saint-Sulpice.**  
(Source: Développement CATO Inc., *Collège Marianopolis. Terre des Sulpiciens de la Province canadienne. Plan directeur de développement*, Montréal, 7 janvier 2009, p. 26.)

Cette analyse démontre que la conservation de telles valeurs est plus menacée lorsque la propriété compte une forte proportion d'espaces libres, le développement alors théoriquement possible pouvant facilement bouleverser les paysages existants. Toutefois, simplement interdire tout développement ne garantit ni la conservation de tels paysages ni celle des valeurs patrimoniales que ceux-ci sous-tendent. Cela pourrait au contraire entraîner l'abandon des lieux.

Mon analyse m'incite plutôt à croire qu'encadrée par un outil de gestion fondé sur une fine connaissance des lieux, la logique négociatrice présente un intérêt. Outre la flexibilité qu'elle offre, elle permet de fixer un ensemble d'obligations à long terme de la part des propriétaires fondées sur un engagement mutuel entre ces derniers et la Ville, par le biais d'une entente de développement ou d'une servitude de conservation, plutôt que sur un seul encadrement réglementaire. Certaines conditions supplémentaires s'imposent toutefois, dictées par des principes de saine gestion d'un territoire de



valeur patrimoniale élevée. Certes, il faut davantage d'outils, financiers et autres, incitant les propriétaires à conserver et à réhabiliter leur propriété. Mais les conditions les plus importantes me paraissent être une culture et une volonté politiques, un processus démocratique qui non seulement implique les acteurs associés à la conservation des lieux mais qui permette de négocier avec transparence l'ensemble des valeurs portées par ces acteurs.

C'est un choix de société qui est ainsi en jeu, lequel dépasse largement les mécanismes techniques et administratifs!

## Références

Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise, Ville de Montréal, *Clarification sur la notion de capacité limite de la montagne*, déc. 2009.

Comite intergouvernemental pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, UNESCO, Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial, Paris : Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, 2008.

Maltais, A., *Le développement urbain durable en tensions : la protection et la mise en valeur du mont Royal (1987-2008)*, 2009, Montréal : Institut d'urbanisme, Université de Montréal (texte non publié).

Office de consultation publique de Montréal, *PROJET DE RÈGLEMENT P-04-047-6; Projet de Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal*, 2008.

Ville de Montréal, *Plan de mise en valeur du mont Royal*, 1992.

Ville de Montréal, *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal*, 2009.

---

<sup>1</sup> Les paysages culturels (...) représentent les « œuvres conjuguées de l'homme et de la nature » mentionnées à l'article 1 de la *Convention*. Ils illustrent l'évolution de la société humaine et son établissement au cours du temps, sous l'influence des contraintes physiques et/ou des possibilités présentées par leur environnement naturel et des forces sociales, économiques et culturelles successives, externes aussi bien qu'internes (Comite intergouvernemental pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, janvier 2008, art. 47 ; voir aussi les 3 catégories à l'annexe 3).

<sup>2</sup> Celles qui ont déjà signé sont l'Université de Montréal, l'Université McGill, l'Oratoire Saint-Joseph, le Collège Jean-de-Brébeuf, le Cimetière Notre-Dame-des-Neiges de même que le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) – hôpital général.

<sup>3</sup> À cet effet, la Loi sur le patrimoine culturel en voie d'adoption par l'Assemblée nationale du Québec (projet de loi 82), confère à la Ville de nouveaux pouvoirs : celle-ci pourra citer les intérieurs et les assujettir à des conditions qui s'ajoutent à la réglementation municipale.

**Session 2: Conserver les Paysages Culturels: Le Rôle des Gouvernements  
Conserving Cultural Landscapes: The Role of Government**

**Présidente / Chair:** Nicole Valois

Professeure Agrégée, École d'architecture de Paysage, Faculté de l'aménagement,  
Professor, School of Landscape Architecture, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal

**Rapporteur 2:** Jacinthe Inkel, Étudiant / Student, Université de Montréal

**3.4 LES APPROCHES AMÉRICAINES DANS LA CONSERVATION DES PAYSAGES  
CULTURELS: L'EXPÉRIENCE DU SERVICE DES PARCS NATIONAUX DES ÉTATS-  
UNIS**

**AMERICAN APPROACHES TO CONSERVING CULTURAL LANDSCAPES: THE  
EXPERIENCE OF THE UNITED STATES NATIONAL PARK SERVICE**

**Nora J. Mitchell**, Directrice, Institut pour l'étude de la Conservation, USNPS et Professeure Adjointe,  
Université du Vermont

Director, Conservation Study Institute, USNPS and Adjunct Professor, University of Vermont



**Nora Mitchell**

(Photo: Sh. Inanloo Dailoo, 2010)

## ABSTRACT

Over the last three decades, the concept of cultural landscapes has broadened the reach and scope of heritage conservation in many ways. This broadened definition of cultural landscapes acknowledged community-based values and increased the relevancy of heritage through engagement of more stakeholders in conservation. Through policy and legislation, national governments create a framework for heritage conservation. This paper examines, from the perspective of the U.S. National Park Service (USNPS), the role of government in conserving cultural landscapes. In the U.S., the national government has influenced preservation policies and practices and in recent years, the USNPS has explored additional roles that are promising. As this is an extensive topic, this paper focuses briefly on the following three roles: government as standard bearer, as public land manager and community partner, and as partner in network governance for regional landscape conservation. In whatever role, the challenge for government is to find ways to serve as a catalyst, to leverage various types of investments, and incentivize action by different levels of government and other organizations.

Certainly, national policies and legal frameworks have been and remain a cornerstone for conservation. Observations and evaluation research indicates that emerging new roles for government can demonstrate sustainable practices and contribute to more integrated strategies and governance approaches that take into account multiple values such as cultural traditions and sustainable economies. These findings have implications for the roles of government, professionals in conservation as well as community leaders. For cultural landscape conservation, management of change remains a critical piece of the strategy for preserving heritage values. It is important to capitalize on the insights and strategies from the experience with historic districts in both urban and rural areas. It is important to identify effective approaches and build a tool kit for places that chose to plan for the future of their valued cultural landscapes. Landscapes will continue to change over time, but it is choices that shape that change. Laws, policies and economic forces often have unanticipated and unintended consequences for landscape change that may not be in the interests of heritage values. Consequently, to counteract those forces, a deliberate counterforce is needed by the people and communities who are the stewards of that landscape – and for this, governance is key to imagining, planning and working towards a self-defined future for the region. Strategic definition of the role of government can be considered within this context. Given the authority and influence of national governments, these recent innovations in the role of government warrant further study and sharing of best practices. Additional research on management effectiveness of governing by network is warranted as this may be a very cost

effective type of public investment that builds social capacity for integrating conservation with other regional goals in planning for a sustainable future.

## **TEXT**

### **Acknowledgements**

I would like to acknowledge the assistance I received in the preparation of the Round Table presentation and this paper from Randy Biallis , Rolf Diamant and Chuck Smythe with the U.S. National Park Service; Nancy Brown with the Advisory Council on Historic Preservation; and Susan Buggey, formerly with Parks Canada. I also acknowledge drawing on the work of Daniel Laven and other staff and partners of the National Park Service Conservation Study Institute that has advanced innovation in collaborative conservation. By conducting evaluations on field-based initiatives promising new directions in the role of government have been identified.

### **Introduction**

Over the last three decades, the concept of cultural landscapes has broadened the reach and scope of heritage conservation in many ways. Exemplified by the three categories in the *Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention*, cultural landscapes include designed landscapes, continuing landscapes with on-going or relict livelihoods and also associative landscapes that recognize significant cultural values from the interaction of people with place (UNESCO 2008). This broadened definition of cultural landscapes acknowledged community-based values and increased the relevancy of heritage through engagement of more stakeholders in conservation (Rössler 2006, Buggey and Mitchell 2008). There is now a breadth of experience with conserving cultural landscapes in many countries around the world (Mitchell, Rössler, and Tricaud 2009). One of the key challenges for managing cultural landscape shared with other areas of heritage conservation – historic districts and historic cities in particular – is managing change to protect heritage values within rapidly shifting social and economic contexts and in an environment of climate change (Andrews and Buggey 2008, Cameron 2008, Rössler 2008, Mitchell 2008, UNESCO 2007).

Through policy and legislation, national governments create a framework for heritage conservation. This paper examines, from the perspective of the U.S. National Park Service (USNPS), the role of government in conserving cultural landscapes. In the U.S., the national government has

influenced preservation policies and practices and in recent years, the USNPS has explored additional roles that are promising. As this is an extensive topic, this paper focuses briefly on the following three roles:

- 1. Government as standard bearer** through policy and legal frameworks creating national systems for recognizing places with heritage value, national guidance on best practices, incentives for effective conservation, and opportunities for public discussion of alternative futures.
- 2. Government as public land manager and community partner** using the national park system to demonstrate sustainable management practice and engage others in the process.
- 3. Government as partner in network governance for regional landscape conservation** with a multi-pronged agenda.

Certain of these roles rely more extensively on the authority of government while others emphasize the influence of government. In whatever role, the challenge for government is to find ways to serve as a catalyst, to leverage various types of investments, and incentivize action by different levels of government and other organizations. By looking at government's role strategically, it is critical to overcome the types of barriers to innovation that government systems can create and to encourage partnerships and broad public engagement to accomplish heritage conservation.

### **(1) Government as standard bearer**

The USNPS has, over many decades, played an important role in conserving cultural landscapes and other cultural heritage. In his keynote at the 2009 Round Table, American preservation architect Hugh C. Miller described the development of this national system and the impact of its implementation (Miller 2009). Given this recent review by Miller, this paper presents only a cursory description of this role for government.

Official national government recognition through the National Register of Historic Places and the National Historic Landmarks Program has been a catalyst for conservation at the local, state and national level (U.S. Department of the Interior, National Park Service n.d.). USNPS has provided technical guidance on identifying and evaluating cultural heritage properties through the Secretary of the Interior Standards and Guidelines (U.S. Department of the Interior, National Park Service 1996,

also refer to John Zvonar’s paper in this volume). Under the provisions of the National Historic Preservation Act, section 106, the USNPS and the Advisory Council on Historic Preservation are involved in a review process for federal actions that may affect properties. There are also grants and tax credits available for preservation work.

These programs represent components of a national system for recognition, guidance and review of federal projects that has benefited heritage conservation. Even so, interpreting these processes for cultural landscapes is still relatively new for many people in the various agencies and organizations and the application of the framework can be challenging due to the dynamic nature of landscapes. Also, more recently recognized ethnographic landscapes (called Traditional Cultural Properties by the National Register), can present challenges related to cross cultural perspectives and because these properties are often large in scale (Smythe and York 2009).

## **(2) Government as public land manager – and community partner**

The broadened definition of cultural landscapes has also been expressed in additions working landscapes and associative (referred to as ethnographic) landscapes to the US national park system. This evolution of the national park system has also diversified the stewards that conserve landscapes and encouraged a trend towards partnerships between the national government and a broad diversity of organizations and other levels of government. For example, Ebey’s Landing National Historical Reserve on Whidbey Island, Washington, where the USNPS works with local communities to conserve this traditional agricultural landscape. At Canyon de Chelly National Monument, the NPS shares stewardship and interpretive responsibilities with the Navajo Nation.

As illustrated in these examples, the management framework for national parks and other protected areas has evolved quite dramatically over the last 20 years, in part responding the inclusion of cultural landscapes. Today, management:

- involves more partnerships and collaboration across sectors and across multiple jurisdictions;
- is increasingly community-based capitalizing on local leadership and local initiatives in new ways; and
- integrates concepts of stewardship and sustainability into conservation efforts.

These new directions are defining new roles for government and result in re-envisioning the role of public land in society and in communities and regions – and re-crafting and expanding the public’s perception of those places.

Marsh Billings Rockefeller National Historical Park in Vermont is an example of a national park that is advancing a deliberate strategy for strengthening and sustaining community partnerships. This park is dedicated to interpreting the evolving story of conservation through several generations of stewards who were also each conservation leaders in their generation – George Perkins Marsh, Frederick Billings, and Laurance Rockefeller – each in their own way contributed to the history of conservation (Marsh-Billings-Rockefeller National Historical Park n.d.).

In Vermont, like much of the New England landscape, the forests were cut over in the 19<sup>th</sup> century causing the environmental destruction that inspired Marsh to write his classic book, *Man and Nature* calling for better land stewardship. After reading Marsh’s book, Billings reforested the land and began the first professionally managed forest in the U.S. in the late 1870s which was continued during the Rockefeller years. Today the national park continues forestry today on 600 acres, maintaining the legacy of a working cultural landscape. This provides the park with the opportunity to demonstrate sustainable forestry while preserving important cultural landscape character. The forest is certified by the Forest Stewardship Council, a third-party certification based on an annual review of management to ensure forest practices are environmentally and socially responsible. Working in cooperation with the park’s nonprofit partner, the park has commissioned local wood craftsmen to produce hand-turned bowls and furniture. All these products reflect a long Vermont tradition of wood craftsmanship and carry added economic value associated with place, heritage and land stewardship (Diamant et. al. 2006).

This program makes the connection between products, producers and conserved landscapes transparent. This work was influenced by work of Italian national park colleagues who worked with Slow Food to produce an *Atlas of Typical Product*, highlighting traditional food products from national parks. A similar publication for the US, *Stewardship Begins with People: An Atlas of Places, People, and Handmade Products*, focuses on the U.S. national system of parks and the neighboring community’s traditional products (Diamant et. al. 2007a, Diamant et. al. 2007b). This publication illustrates how associating products with place, heritage, traditional craftsmanship, transparent chain of custody, and sustainable management can be valued-added in the marketplace. Branding products associated with a place helps consumers to make a direct connection between their purchase of the

product and conservation of the landscape where it's produced. The intention is to contribute to the economic viability of local products and also create opportunities for sustainable tourism through authentic experiences and products.

In addition, the park has reached out to schools through a professional development program for teachers called, "A Forest for Every Classroom" (Marsh-Billings-Rockefeller National Historical Park, A Forest for Every Classroom n.d.). The park worked with partners who were united by a common vision – "if today's students are to become responsible decision-makers and citizens, they must understand the ecosystems and cultural traditions of the area where they live and encounter real-life issues that encourage them to practice stewardship..." Through this program, local teachers learn to use the park and other public lands as their classroom relying on local resource people with in depth knowledge of various aspects of the landscape. This program encourages civic engagement and service-learning projects in the park and other public places in their communities.

Collectively, these community-based partnership projects demonstrate the ways that parks can become part of a community and help to create a level of integration on social issues. By breaking down the traditional silos between organizations and public institutions, the park can, working with others in the community, accomplish a broad set of goals for quality of civic life. In this way, parks can demonstrate a catalytic role for government within the community and help to create the capacity for additional actions towards a shared and sustainable future.

### **(3) Government as partner in network governance for regional landscape conservation**

There are many reasons that we are seeing the emergence of landscape scale conservation (Laven et. al. 2005). Many cultural landscapes can be very large in scale and the ecological systems that are part of cultural landscapes often encompass extensive geographical areas. In addition, proposed new developments and other challenges to landscape conservation often are planned or impact resources at a regional scale. Yet often government jurisdictions do not align with this scale.

A conservation approach designed for this scale has the opportunity to address the gap in governance and build a collaborative strategy that directly relates to the interests of local communities within the region, including but not limited to heritage conservation. One example of this approach in the U.S. is a growing number of federally designated National Heritage Areas (National Heritage Areas n.d., National Park System Advisory Board 2006). The first National Heritage Area was designated in 1984, and today there are 49 nationally designated areas and more bills are currently pending in



Congress. The momentum for this designation is coming from local communities who are requesting the national designation for large scale, lived in landscapes. This national designation encompasses a landscape with a regional identity – one that is recognizable by the people who live in the area, not based solely on political boundaries.

This is a collaborative model and in each piece of enabling legislation there is a management entity created that serves as a coordinator for organizations and levels of government who chose to work together to develop a shared vision for the region and an associated management plan.

Several years ago, three National Heritage Areas requested technical assistance from the Conservation Study Institute to develop an evaluation approach that would document their accomplishments and also enable them to better understand and improve upon this collaborative conservation approach (Tuxill et. al. 2005, Jewiss et. al. 2008). The findings from these three evaluations of three very distinct heritage areas (in Massachusetts/Rhode Island, Pennsylvania and Louisiana) were consistent and revealed insights into the role of government in network governance; one example is used here for brevity.

The John H. Chaffee Blackstone River Valley National Heritage Corridor (Blackstone NHC n.d.) in Massachusetts and Rhode Island was designated by Congress in 1986 to preserve and interpret the significant values of the Blackstone River associated with the American Industrial Revolution that transformed the landscape of the valley. The labor for the Industrial Revolution also contributed a diversity of ethnic communities with traditions, languages, and foods. The nearly 40,000 acres along the Blackstone River and canal system includes 24 cities and towns and almost one million people.

As described in the legislation, the National Heritage Corridor has 3 broad purposes: (1) to enhance and protect cultural landscapes and historic sites, (2) to improve historical understanding and appreciation, and (3) to stimulate community and economic development. Although affiliated with the USNPS, the designation does not involve any new federal ownership and the USNPS role is to provide technical and financial support to this locally-led effort. In this technical assistance role, the USNPS, the two state governments, dozens of municipalities, businesses, nonprofit historical and environmental organizations, educational institutions, and many private citizens all work in partnership to protect the valley's special identity and prepare for its future.

In the legislation establishing the National Heritage Area, Congress created a Commission to provide coordination and a management framework to assist the key stakeholders in the development and implementation of a management plan and related programs. To be successful, the Commission

had to be entrepreneurial and responsive to opportunities, cultivate and sustain partnerships to accomplish programs, and leverage its limited human and financial resources to carry out an extensive and geographically broad mission.

The findings of the three evaluations conducted by the Conservation Study Institute included a number of insights into the National Heritage Area mode including: (1) stories create a context for partnership building and for community engagement; (2) a broad integrated vision provides a big tent and helps to engage many partners in the region; (3) the ability to leverage attracts additional resources (financial, volunteers, and ideas); and (4) governance used to accomplish conservation was conducted through a partnership network (Jewiss et. al. 2008). This fourth finding is particularly relevant to governance and it indicates the fundamental role of coordination given that National Heritage Areas operate at a regional landscape scale. These findings indicate that people and organizations sign onto the partnership network because they feel it is providing a way to further their organization's mission and to align with a vision for the region. In addition, through interviews, the evaluation learned which organizations were connected to other organizations and how often. These connections can be illustrated by network maps that indicate the partnerships that have been built in the region and have worked together to accomplish the goals in the management plan. The larger network nodes are "hubs" of communication and in this case, the primary hub was the management entity of the National Heritage Area (Laven et. al. in prep.). These "hub organizations" were described by people in the network as "fair and even handed" and as taking an open, inclusive, collaborative approach.

In this case, government was asked to designate the Corridor, provide limited funding, and participate in the management entity. Through these partnership networks a form of governance was created at a regional landscape scale –and the resulting web of collaboration created social capital that enabled coordinated conservation action to mutually agreed upon goals in pursuit of a sustainable future (Goldsmith and Eggers 2004, Laven et. al. in prep.).

## **Concluding Comments**

It is timely and important to re-examine and redefine the role of government in cultural landscape conservation (National Parks Second Century Commission 2009). Certainly, national policies and legal frameworks have been and remain a cornerstone for conservation. Observations and evaluation research indicates that emerging new roles for government can demonstrate sustainable practices and contribute to more integrated strategies and governance approaches that take into account multiple

values such as cultural traditions and sustainable economies. These findings have implications for the roles of government, professionals in conservation as well as community leaders.

For cultural landscape conservation, management of change remains a critical piece of the strategy for preserving heritage values. It is important to capitalize on the insights and strategies from the experience with historic districts in both urban and rural areas. It is important to identify effective approaches and build a tool kit for places that chose to plan for the future of their valued cultural landscapes. Landscapes will continue to change over time, but it is choices that shape that change. Laws, policies and economic forces often have unanticipated and unintended consequences for landscape change that may not be in the interests of heritage values. Consequently, to counteract those forces, a deliberate counterforce is needed by the people and communities who are the stewards of that landscape – and for this, governance is key to imagining, planning and working towards a self-defined future for the region. Strategic definition of the role of government can be considered within this context.

Given the authority and influence of national governments, these recent innovations in the role of government warrant further study and sharing of best practices. Additional research on management effectiveness of governing by network is warranted as this may be a very cost effective type of public investment that builds social capacity for integrating conservation with other regional goals in planning for a sustainable future.

## References

- Andrews, Thomas D. and Susan Bugghey. (2008) 'Authenticity in Aboriginal Landscapes', *APT Bulletin XXXIX*, No. 2-3: 63-71.
- Blackstone National Heritage Corridor. n.d. <http://www.nps.gov/blac/index.htm>, accessed 6 April 2010
- Bugghey, Susan and Nora Mitchell. (2008) 'Cultural Landscapes: Venues for Community-based Conservation', in R. Longstreth (ed.) *Cultural Landscapes, Balancing Nature and Heritage in Preservation Practice*, Minneapolis and London: University of Minnesota Press, pp. 150-179.
- Cameron, Christina. (2008) 'From Warsaw to Mostar: The World Heritage Committee and Authenticity', *APT Bulletin XXXIX*, No. 2-3: 19-24.
- Diamant, Rolf, Christina Marts, and Nora Mitchell. (2006) 'Rethinking Traditional Preservation Approaches for Managing a Forested Cultural Landscape: The Case of Marsh-Billings-Rockefeller National Historical Park's Mount Tom Forest', in M. Agnoletti (ed.), *The Conservation of Cultural Landscapes*, Cambridge, MA: CABI North American Office, pp. 144-156.
- Diamant, Rolf, Jeffrey Roberts, Jacquelyn Tuxill, Nora J. Mitchell, and Daniel Laven. (2007a) *Stewardship Begins with People, An Atlas of Places, People, and Handmade Product*, Conservation Study Institute Publication #14, Woodstock, VT: Conservation Study Institute in

- cooperation with Eastern National. [http://www.nps.gov/csi/pub\\_resources/pub2.htm](http://www.nps.gov/csi/pub_resources/pub2.htm), accessed 6 April 2010.
- Diamant, Rolf, Nora J. Mitchell, and Jeffrey Roberts. (Winter 2007b) 'Place-based and Traditional Products and the Preservation of Working Cultural Landscapes', *CRM: The Journal of Heritage Stewardship* 4, No. 1: 6-18. [http://crmjournal.cr.nps.gov/97\\_Archive.cfm](http://crmjournal.cr.nps.gov/97_Archive.cfm) or [http://crmjournal.cr.nps.gov/02\\_viewpoint.cfm?issue=Volume%204%20Number%201%20Winter%202007&](http://crmjournal.cr.nps.gov/02_viewpoint.cfm?issue=Volume%204%20Number%201%20Winter%202007&), accessed 6 April 2010
- Goldsmith, Stephen and William D. Eggers. (2004) *Governing by Network - The New Shape of the Public Sector*. Washington, DC: Brookings Institute.
- Jewiss, Jennifer L., Daniel N. Laven, Nora J. Mitchell, and Philip B. Huffman. (2008) *Development of a National Heritage Area Evaluation Strategy: Report on Phase I: A Technical Assistance Report for the NPS National Heritage Areas Office*. Woodstock, VT: Conservation Study Institute in cooperation with the NPS National Heritage Areas Office and the Alliance of National Heritage Areas.
- Laven, Daniel, Nora J. Mitchell, and Deane Wang. (eds) (2005) 'Conservation Practice at the Landscape Scale', *The George Wright Forum*, 22, No. 1. <http://www.georgewright.org/node/99>, accessed 6 April 2010.
- Laven, Daniel, Curtis Ventriss, Robert Manning and Nora Mitchell. (in prep.) 'Evaluating U.S. National Heritage Areas: Theory, Methods, and Application', *Environmental Management*.
- Marsh-Billings-Rockefeller National Historical Park. (n.d.) <http://www.nps.gov/mabi>, accessed 6 April 2010.
- Marsh-Billings-Rockefeller National Historical Park, A Forest for Every Classroom. n.d. <http://www.nps.gov/mabi/forteachers/forest-for-every-classroom.htm>, accessed 6 April 2010.
- Miller, Hugh C. (2009) 'Approaches to Heritage Conservation in the US National Park Service', in Christina Cameron and Christine Boucher (eds), *Proceedings of the 2009 Montreal Round Table*, pp. 28-42. [http://www.patrimoinebati.umontreal.ca/pdf/PV\\_Table\\_ronde\\_2009.pdf](http://www.patrimoinebati.umontreal.ca/pdf/PV_Table_ronde_2009.pdf), accessed 6 April 2010.
- Mitchell, Nora J. (2008) 'Considering the Authenticity of Cultural Landscapes', *APT Bulletin XXXIX*, No. 2-3: 25-31.
- Mitchell, Nora J., Mechtild Rössler, and Pierre-Marie Tricaud. (2009) *World Heritage Cultural Landscapes, A Handbook for Conservation and Management*, World Heritage Papers 26. <http://whc.unesco.org/en/series/26/>, accessed 6 April 2010.
- National Heritage Areas. n.d. <http://www.cr.nps.gov/heritageareas/>, accessed 6 April 2010.
- National Parks Second Century Commission. (2009) *Advancing the National Park Idea*, National Geographic Society. [http://www.npca.org/commission/pdf/Commission\\_Report.PDF](http://www.npca.org/commission/pdf/Commission_Report.PDF), accessed 6 April 2010.
- National Park System Advisory Board. (2006) *Charting a Future for National Heritage Areas*, National Geographic Society. <http://www.nps.gov/policy/advisory/NHAreport.pdf>, accessed 6 April 2010.
- Rössler, Mechtild. (2008) 'Applying Authenticity to Cultural Landscapes', *APT Bulletin XXXIX*, No. 2-3: 47-52.
- Rössler, Mechtild. (2006) 'World Heritage Cultural Landscapes' *Landscape Research* 31, No.4: 333-353.
- Smythe, Charles W. and York, Frederick F. (eds) (2009) 'Traditional Cultural Properties: Putting Concept into Practice', *George Wright Forum* 26, No. 1. <http://www.georgewright.org/backlist261>, accessed 6 April 2010.

- Tuxill, Jacquelyn L., Nora J. Mitchell, and Phillip Huffman. (eds) (2005) *Reflecting on the Past, Looking to the Future, Sustainability Study Report for the John H. Chafee Blackstone National Heritage Corridor*, Conservation Study Institute Publication #7, Woodstock, Vermont. Conservation Study Institute. [http://www.nps.gov/csi/pub\\_resources/pub2.htm](http://www.nps.gov/csi/pub_resources/pub2.htm), accessed 6 April 2010.
- UNESCO. (2007) *Climate Change and World Heritage*, World Heritage Reports 22 <http://whc.unesco.org/en/activities/473/>
- UNESCO. (January 2008) *Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention*, Paris: UNESCO, World Heritage Centre. <http://whc.unesco.org/en/guidelines/>, accessed 6 April 2010.
- U.S. Department of the Interior, National Park Service. (n. d.) *National Register Bulletins*, Washington, DC: National Park Service. <http://www.nps.gov/history/nr/publications/index.htm>, accessed 6 April 2010.
- U.S. Department of the Interior, National Park Service. (1996) *The Secretary of the Interior's Standards for the Treatment of Historic Properties with Guidelines for the Treatment of Cultural Landscapes*. Washington, DC: National Park Service. [http://www.nps.gov/history/hps/hli/landscape\\_guidelines/index.htm](http://www.nps.gov/history/hps/hli/landscape_guidelines/index.htm), accessed 6 April 2010.

**Session 3: Conserver les Paysages Culturels: Le Rôle des Intervenants  
Conserving Cultural Landscapes: The Role of Stakeholders**

**Président / Chair:** Dinu Bumbaru

Président, ICOMOS Canada et Directeur des politiques, Héritage Montréal  
President, ICOMOS Canada and Policy Director, Heritage Montréal

**Rapporteur 3:** Stephen Jarrett, Étudiant / Student, Carleton University

**3.5 CONSERVER LES PAYSAGES CULTURELS À L'INTERNATIONAL: LE RÔLE CLÉ  
DES INTERVENANTS  
CONSERVING INTERNATIONAL CULTURAL LANDSCAPES: THE KEY ROLE OF  
STAKEHOLDERS**

**François LeBlanc**, Architecte et Consultant en Patrimoine / Architect and Heritage Consultant, Ottawa



**François LeBlanc**

(Photo : Sh. Inanloo Dailoo, 2010)

## RÉSUMÉ

Au niveau international, le concept des paysages culturels n'est pas bien compris, et il est peu ou pas reconnu dans de nombreuses cultures. Les professionnels de la conservation n'ont pas l'expérience nécessaire pour travailler dans ce contexte et les responsabilités juridiques partagées ainsi que la délimitation territoriale des paysages culturels demeurent un défi important. Voilà quelques-unes des conclusions que cet article illustre à partir de l'expérience pratique d'une équipe de professionnels en conservation du *Getty Conservation Institute* qui s'est rendue en Jordanie en 2007. Sa mission était d'étudier le rôle des valeurs dans la gestion du site historique national de Jarash. L'équipe a interviewé une gamme variée d'intervenants à partir des musiciens qui divertissent les touristes sur le site jusqu'au gouverneur de la province.

La ville de Jarash (« Géraça » sous l'empire romain) fut la quatrième ville de la Décapole romaine. Aujourd'hui, ce site est considéré comme l'une des villes provinciales romaines les mieux conservées dans le monde. Une ville musulmane s'est développée sur une partie de ce site et la région est entourée d'une forêt exceptionnelle. La réserve naturelle des forêts de Dibeén est située juste au sud de la ville de Jarash. Elle couvre 8.5 km<sup>2</sup> de vallons couverts de forêts de pins et de chênes. L'endroit a été désigné réserve nationale en 2004 sous l'initiative de la *Royal Society for the Conservation of Nature*. La réserve renferme un des derniers exemples de forêts de pin et de chênes au Moyen-Orient.

Dans un contexte où personne n'est réellement en charge ou responsable pour l'ensemble de ces ressources, le rôle des intervenants responsables de chacune des composantes devient crucial si l'on veut préserver ce paysage culturel d'une grande valeur.

## TEXTE

Shabnam Inanloo Dailoo a présenté sa thèse en mai 2009 à l'université de Calgary et elle a défendu avec succès les arguments suivants:

- Le concept des paysages culturels n'est pas bien compris au niveau international
- Il n'est pas reconnu dans de nombreuses cultures
- La conservation et la gestion des paysages culturels ne peuvent pas être séparées de la reconnaissance de leurs valeurs et de leurs interdépendances
- Ne nombreuses nouvelles formes de paysages culturels sont encore à découvrir
- Les professionnels de la conservation n'ont pas l'expérience nécessaire pour travailler dans des paysages culturels
- La délimitation territoriale d'un paysage culturel est difficile à établir
- Les responsabilités juridiques partagées demeurent un défi important

- Et finalement, la catégorie et le titre de la désignation patrimoniale d'un paysage culturel jouent un rôle important dans sa conservation.

C'est exactement ce qui se passe au niveau international à mon avis. Pour illustrer ces points, je vais partager avec vous l'expérience que j'ai vécue avec l'équipe du *Getty Conservation Institute* en Jordanie en 2007. Le but de notre mission à ce moment-là était de préparer une étude de cas sur le rôle des « valeurs » dans la gestion des sites historiques en région arabe. À la suggestion des autorités jordaniennes, nous avons effectué notre étude sur la ville et la région de Jarash.

## La Jordanie

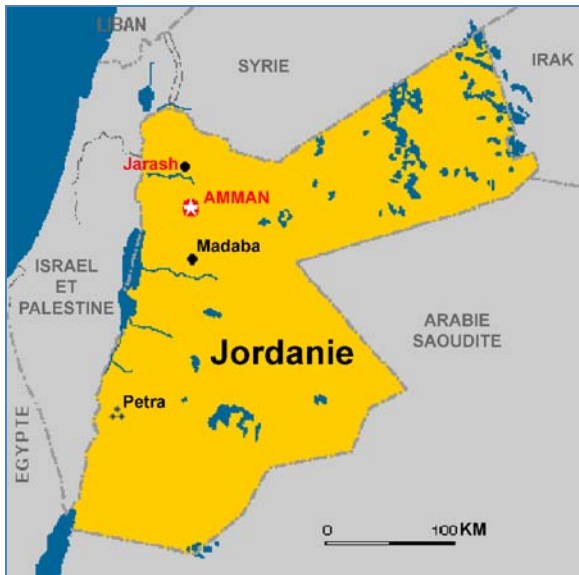


Figure 1- La Jordanie et Pays Avoisinant.  
Illustration: F. LeBlanc

En quelques chiffres:

- Superficie : 89 000 km<sup>2</sup>
- Population : Environ 5.6 millions
- Capitale : Amman (2.1 millions habitants)
- Monnaie : Le dinar jordanien (JOD)
- Régime : monarchie parlementaire
- Souverain : Sa majesté le prince Abdallah
- Religion : Islam
- Salaire mensuel moyen : 200 JOD (\$ 295 CAD)

La Jordanie est un pays du Moyen-Orient entouré par la Syrie au nord, l'Irak au nord-est, l'Arabie saoudite à l'est et au sud, et enfin Israël et la Cisjordanie à l'ouest. Toutes ces frontières représentent 1 619 km. La Jordanie possède également

26 km de littoral le long du golfe d'Aqaba et de la mer Morte. Les principales villes du pays sont Amman, Jarash, Irbid et Zarqa, toutes situées dans le Nord-Ouest du pays.

La Jordanie est composée principalement d'un plateau désertique aride à l'Est, et d'une région montagneuse à l'Ouest. La Vallée du grand rift et le Jourdain séparent la Jordanie d'Israël. Le point culminant du pays est le Jabal Ramm à 1 754 m, tandis que la mer Morte est le point le plus bas. Le climat est sec et chaud, surtout sur la plus grande partie du territoire occupé par le désert d'Arabie. Cependant, le pays a une saison pluvieuse à l'ouest de novembre à avril.



## La Province de Jarash

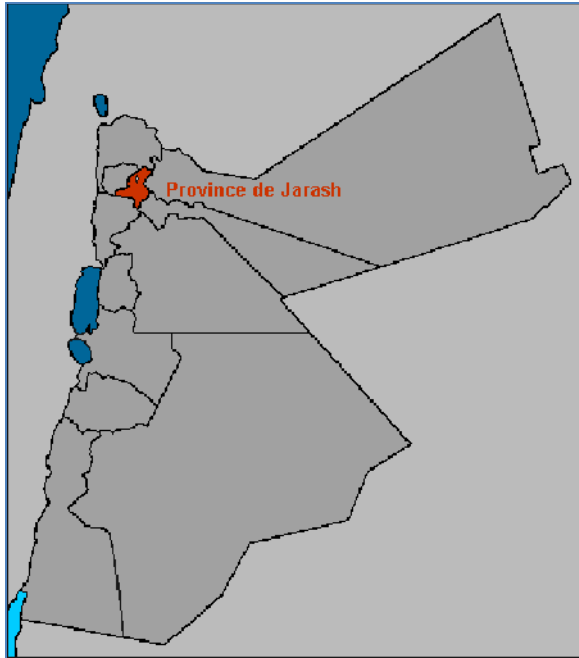


Figure 2- La province de Jarash.  
Illustration: F. LeBlanc

La province de Jarash en quelques chiffres :

- 153 650 habitants (2004)
- 402 Km<sup>2</sup>
- Capitale : Jarash

La province de Jarash présente une géographie variant de montagnes froides à des vallées fertiles (de 1,250 à 300 mètres au-dessus du niveau de la mer), propices à la culture d'une grande variété de récoltes.

## Jarash, Paysage Culturel

### La Ville Ancienne

À 48 km au nord d'Amman, Jarash, ou « Gêrasa », fut la quatrième ville de la Décapole romaine. Aujourd'hui, ce site est considéré comme l'une des villes provinciales romaines les mieux conservées dans le monde. Dissimulée sous le sable pendant plusieurs siècles avant d'être découverte au début du XXe siècle et restaurée durant 70 ans, Jarash est l'exemple même de la planification municipale romaine, vaste et formelle, dans tout le Moyen-Orient. Elle est ornée de rues pavées, à colonnades, d'immenses temples sur la crête des collines, de théâtres ravissants, de places publiques spacieuses, de thermes, de fontaines et de murailles percées par des tours et des grilles.

Cette ville antique fut tour à tour grecque, romaine et byzantine. Il y a à l'entrée l'Arche de Triomphe d'Hadrien. La légende dit que c'est Alexandre le Grand qui aurait construit cette ville au IVème siècle avant notre ère. Cette prétention s'est exprimée tardivement sous la forme d'une monnaie frappée pendant le règne de Caracalla au nom « d'Alexandre de Macédoine, fondateur de Gêrasa ».

Néanmoins la cité n'a pris son essor qu'au IIe siècle avant notre ère, les fouilles n'ayant pas permis de trouver les traces d'un établissement antérieur.

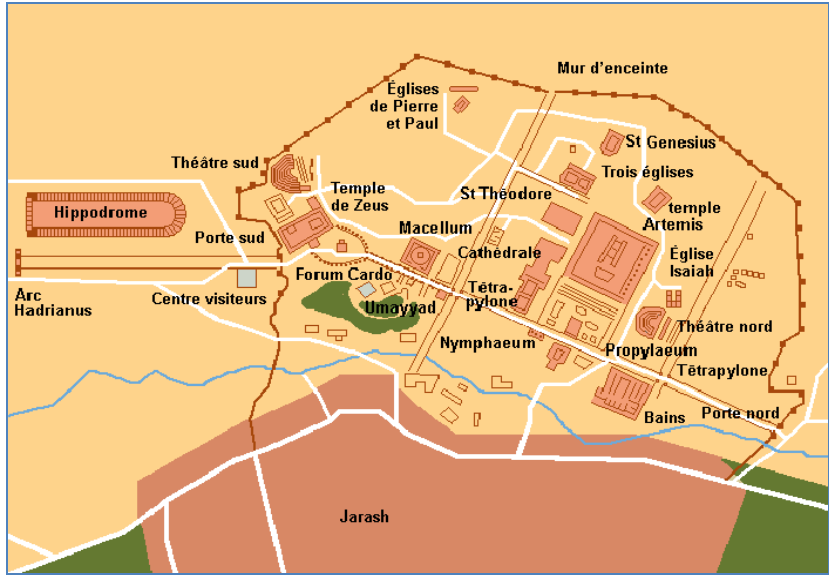


Figure 3- Plan du Site Archéologique de la Ville Romaine Géraça.  
Illustration: F. LeBlanc



Figure 4- La Décapole.  
Illustration: F. LeBlanc

La ville fit partie de la Décapole. Il s'agissait d'un groupe de dix villes situées à la frontière orientale de l'Empire romain en Jordanie, Palestine et Syrie. Les dix villes ne formaient pas une ligue officielle ou une unité politique mais elles étaient regroupées ensemble à cause de leur langage, culture, localisation et statut politique. Les villes de la Décapole étaient des centres de culture grecque et romaine dans une région qui autrement était sémitique (Nabatéens, Araméens et Juifs).



**Figure 5- Le Forum Romain.** Photo: F. LeBlanc

Jarash (Gérasa) fut conquise en 84 avant notre ère par Alexandre Jannée qui y est mort en 76 avant notre ère pendant le siège d'une forteresse voisine, Régaba. Elle est prise par le nabatéen Arétas III en 73 avant notre ère, et enfin par les Romains (Pompée) en 63 avant notre ère. Ces derniers en firent une ville opulente : Gérasa reçut même la visite de l'empereur Hadrien en 129.

Gérasa devient siège d'un évêché au IV<sup>e</sup> siècle. Elle est ensuite pillée par les Perses en 614, puis les Arabes en 635. Elle subit ensuite plusieurs tremblements de terre, dont le plus dévastateur fut probablement celui de 747-748, qui affecta violemment de nombreuses autres villes de la région. Le coup de grâce lui fut donné par les affrontements entre musulmans et croisés lors des croisades, où le temple d'Artémis fut transformé en forteresse par les Arabes.

Les premières fouilles furent effectuées dans les années 1920-1930 par les membres de l'équipe américano-britannique de l'université Yale, de l'*American School of oriental research*, et de la *British School of Jerusalem* ; après la publication de Kraeling en 1938, sorte de rapport de toutes les fouilles faites sur le site jusque là, celles-ci connaissent un moment de flottement avant d'être reprises véritablement dans les années 1980, notamment sous la forme d'un projet de coopération internationale, faisant appel à des archéologues du monde entier, le *Jarash Archaeological Project*. Chaque équipe se vit attribuer une portion du site à fouiller et à rénover. L'équipe française s'occupe encore aujourd'hui de la rénovation du sanctuaire de Zeus.

## La Ville Moderne



Figure 6- Vue Satellite de la Ville Ancienne et de la Ville Arabe Moderne. Photo: Google.

La ville moderne arabe s'est développée de façon dramatique au cours du dernier siècle. Selon le recensement de 2004, elle comptait 31 650 habitants.

Ce sont les habitants du village de Souf qui furent à l'origine de la ville moderne. Puis la première vague d'immigrants syriens est apparue dans la seconde moitié du XIXe siècle. En 1948 et en 1967 ce fut la seconde vague, essentiellement des réfugiés palestiniens. Enfin, au cours des deux dernières décennies, la ville a accueilli un grand nombre d'immigrants irakiens fuyant leur pays en guerre.

## L'environnement Naturel

La réserve naturelle des forêts de Dibeen est située juste au sud de la ville de Jarash. Elle couvre 8.5 km<sup>2</sup> de vallons couverts de forêts de pins et de chênes. L'endroit a été désigné réserve nationale en 2004 sous l'initiative de la *Royal Society for the Conservation of Nature*.

La réserve renferme un des derniers exemples de forêts de pin et de chênes au Moyen-Orient. Les espèces d'arbres varient en fonction de l'altitude. Au moins 17 espèces en voie de disparition ont été identifiées dans la réserve. Ils incluent l'écureuil rouge, quatre espèces de chauve-souris, les loups

gris et les hyènes zébrés. On retrouve également plusieurs vestiges archéologiques de la période romaine à l'intérieur de la réserve.

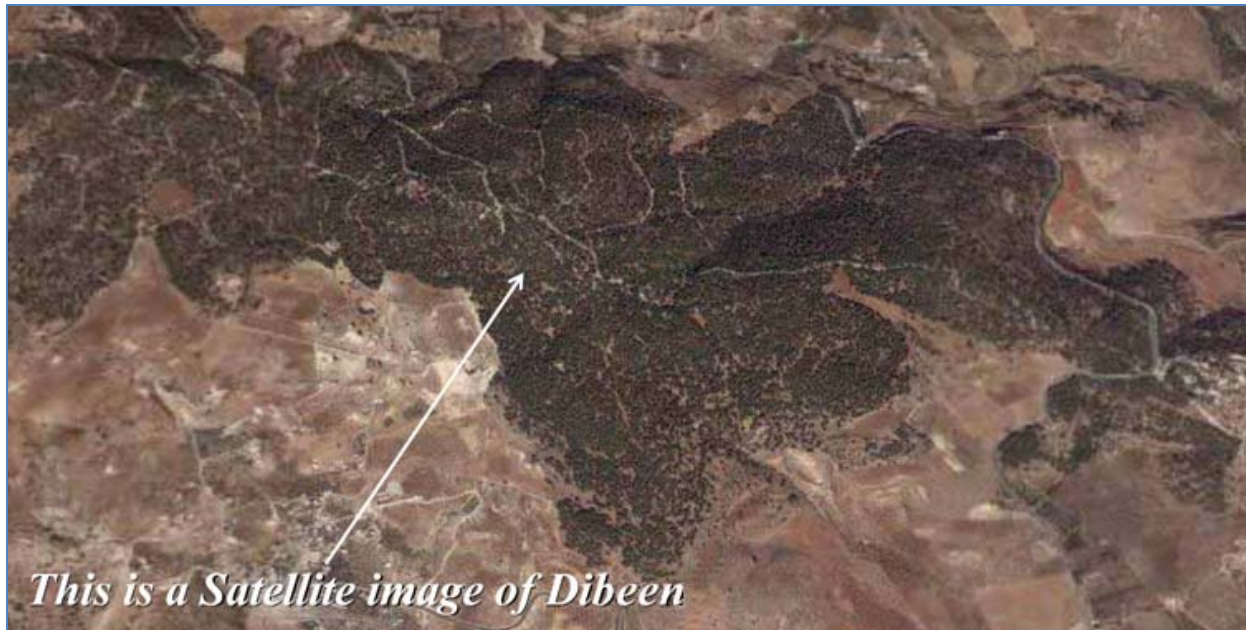


Figure 7- Vue Satellite de la Réserve Forestière de Dibeen. Photo: Google.

### **Le Département des Antiquités de la Jordanie (DOA)**

Le département est l'autorité officielle responsable pour la protection, la conservation et la présentation des antiquités jordaniennes. Son directeur général se rapporte directement au ministre du Tourisme et des Antiquités de la Jordanie. Le premier groupe consacré aux antiquités jordaniennes fut créé en 1924 et sa principale responsabilité fut de superviser les travaux de site, en coopération avec les équipes archéologiques étrangères et d'entreprendre des fouilles d'urgence et des travaux limités de consolidation et de conservation. Le département officiel des antiquités fut créé en 1928.

La première loi concernant les antiquités jordaniennes et palestiniennes fut promulguée en 1924 alors que le pays était sous le mandat des britanniques. Elle fut révisée en 1947 et amendée à plusieurs reprises en 1953, 1968, 1976, 1988, 2003 et 2005.

Le commerce des antiquités fut permis légalement jusqu'en 1976. Durant cette longue période, de nombreux commerçants d'antiquités ont obtenu un permis d'exploitation de la part du DOA. Les commerçants devaient maintenir des registres des pièces ou des artefacts vendus ou échangés. Le rôle du DOA se limitait à la vérification de ces registres et le contrôle des permis. C'est en 1976 que la loi

concernant les antiquités fut révisée en profondeur pour inclure des provisions interdisant le commerce, l'exportation et l'importation des antiquités.

La principale politique du DOA est de conserver les antiquités et de favoriser les mesures qui, en autant que possible, ne requièrent pas d'intervention directe sur les vestiges. Si ce n'est pas possible, alors la seconde politique du DOA est de favoriser les mesures qui faciliteront la présentation des antiquités, incluant la recherche, les relevés, les fouilles et la gestion des sites. Le DOA a inventorié 20 000 sites d'antiquités représentant des niveaux différents d'importance nationale et couvrant diverses périodes historiques. Le DOA a des effectifs dans 12 bureaux régionaux majeurs et dans 8 bureaux mineurs de la Jordanie.

### Les Intervenants

Un grand nombre d'individus ont une autorité et des responsabilités pour des programmes et des activités ayant un impact direct ou indirect sur la conservation et la mise en valeur du paysage culturel de Jarash. Voici quelques-unes de ces personnes interviewées lors de notre étude en 2007. Leurs commentaires illustrent bien le fait que la délimitation territoriale d'un paysage culturel est difficile à établir et que les responsabilités juridiques partagées demeurent un défi important.



**Figure 8- Ihab Amarin.** Photo: Facebook 2010

**Ihab Amarin**, Secrétaire-général adjoint pour les affaires techniques, ministère du Tourisme et des Antiquités, Amman. En Jordanie, le ministère du Tourisme et des Antiquités est responsable pour ces deux sphères d'activité. Le terme « Antiquités » signifie toute ressource culturelle qui date d'avant 1750 de notre ère. Le ministère de la Culture est responsable des ressources post 1750 et des activités telles que la danse, la littérature et la musique.

À Jarash, toutes les activités à l'extérieur du site archéologique sont la responsabilité du département du Tourisme alors que toutes celles qui se déroulent à l'intérieur du site sont la responsabilité du département des Antiquités. Le problème c'est qu'il n'y a pas d'autorité clairement définie pour l'ensemble du site. Les sites antiques représentent 85% des attractions touristiques en Jordanie. La stratégie du département se concentre sur quatre points:

- le développement de produits touristiques
- les modifications nécessaires à la loi sur le tourisme et les antiquités

- les ressources humaines
- la promotion



**Figure 9- Dr. Fawwaz Al-Khraysheh.**

Photo: F. LeBlanc

**Dr. Fawwaz Al-Khraysheh** est le Directeur général du département des Antiquités de Jordanie et du projet *Middle Eastern Geodatabase for Antiquities, Jordan* (MEGA-J) un tout nouveau système d'information géographique (GIS) en Anglais et Arabe, sur le Web, conçu pour inventorier les sites archéologiques de la Jordanie et de l'Irak.

Il considère que Jarash est la ville romaine la plus complète en dehors de l'Italie.

Elle faisait partie de la Décapole, une alliance de dix villes-états qui avaient conclu un contrat d'allégeance avec Rome. Il souhaite que Jarash soit nommé de nouveau à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Jarash avait été nominé en 1984 mais le dossier avait été différé par le Comité du patrimoine mondial. Les limites du site n'étaient pas clairement définies, il n'y avait pas de plan de gestion et la philosophie de restauration des vestiges n'était pas détaillé de façon explicite. Le Dr. Al-Khraysheh déplore le fait que beaucoup d'efforts sont concentrés au site de Petra en Jordanie et très peu sur Jarash, le second site le plus important au pays. Il considère que les principaux enjeux à Jarash sont:

- L'absence de plan de gestion
- La structure administrative complexe et sans autorité claire
- Le problème de la route principale qui traverse le site archéologique
- La formation de personnel qualifié
- Le circuit des visites sur le site archéologique
- La propreté, la sécurité et l'attrait du site
- La nomination à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO
- L'absence d'une politique claire pour la restauration des vestiges
- La participation de la population à la protection et à la promotion du site
- L'intégration du paysage (réserve de Dibeen) au concept de paysage culturel



**Figure 10- Mohammad Al-Balawneh.**

Photo: F. LeBlanc

**Mohammad Al-Balawneh**, Inspecteur général des Antiquités pour la province de Jarash. Il est responsable pour les antiquités de toute la province de Jarash. Il supervise les travaux sur 50 sites et il dirige 75 employés parmi lesquels on ne compte que trois archéologues. Il supervise également directement le projet de restauration des vestiges de Jarash, financé par le département des Antiquités de la Jordanie.

- Il considère que les principaux enjeux à Jarash sont :
- L'absence de plan de gestion
- La nomination du site à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO
- Le manque de fonds
- Le manque de professionnels (archéologues, chercheurs, ingénieurs et architectes)
- Le manque d'équipement et de machinerie pour la restauration des vestiges
- Le circuit pour les visites du site (Il souhaite que les visites commencent à la Porte du Nord et non au sud du site)



**Figure 11- Eman Oweis.**  
Photo: F. LeBlanc

**Eman Oweis**, département des Antiquités. Depuis 1990, Eman Oweis est responsable des deux musées de site à Jarash. Elle a conçu quatre programmes d'éducation pour les enfants:

- mosaïques
- taille de la pierre
- fabrication du pain
- le soldat romain.

Pour qu'ils puissent apprécier le site, les enfants doivent participer à des activités qui ont une relation avec le site. Au début, les citoyens de Jarash n'étaient pas intéressés au site archéologique. Ils n'y voyaient que des tas de pierres. Maintenant les choses ont changé. L'intérêt des enfants a suscité la curiosité des parents et maintenant, Eman Oweis prépare des programmes d'activités pour les familles.



**Figure 12- Khader Rabba'.**  
Photo: F. LeBlanc



**Figure 13- Intérieur du Jarash Restaurant House.** Photo: F. LeBlanc

**Khader Rabba'** est le propriétaire et gérant général du *Jarash Restaurant House* situé sur le site archéologique de Jarash. Il en est à sa onzième année d'opération. Il est bien conscient que Jarash est la deuxième attraction du pays. Selon ses sources, 60% des visiteurs qui viennent à Amman visitent Jarash. 90% de son chiffre d'affaires provient des étrangers qui visitent le site. Sa clientèle est essentiellement européenne. Il emploie 30 personnes dans la haute saison touristique et 17 dans la basse saison. Son

loyer annuel est de 40 000 JD et est payé au ministère de la Sécurité Sociale.





**Figure 14- Munir Hmaidan (2<sup>e</sup> à droite) et Yousef (1<sup>er</sup> à droite), Musiciens.** Photo: F. LeBlanc

**Munir Hmaidan et Yousef**, musiciens et entrepreneurs. Munir et Yousef font partie d'un petit groupe de musiciens qui offrent des performances sur le site archéologique de Jarash. Tous les musiciens du groupe sont d'anciens militaires à la retraite de l'armée jordanienne. Ils ne sont pas rémunérés mais reçoivent des pourboires offerts par les visiteurs. Ils sont sur le site de 10h00 à 16h00 tous les jours. Durant six mois de l'année, ils voyagent à Petra (300 km au sud du pays) un jour ou deux par semaine pour accueillir les touristes des bateaux de croisière. Ils étaient musiciens dans l'armée jordanienne et ont appris à jouer les hymnes nationaux de tous les pays du monde! Ils portent un costume traditionnel bédouin et contribuent de cette façon à interpréter un des aspects culturels du site. La cornemuse est un instrument traditionnel jordanien qui remonte au temps où l'armée britannique a contribué à la création de l'armée jordanienne (1925-1946).



**Figure 15- Sharifa Nofa Bint Nasser.**  
Photo: F. LeBlanc

**Sharifa Nofa Bint Nasser**, Présidente de la *Jordan Heritage Development Society*.

C'est en 2001 qu'ont débuté les tables rondes pour préparer des recommandations pour le site de Jarash. Après de longues discussions, l'on convint que la création d'une organisation à but non lucratif serait la meilleure façon de relever les défis soulevés lors des tables rondes. C'est en 2005 que fut créée la *Jordan Heritage Development Society* (JHD). Un grand nombre d'institutions et d'agences gouvernementales ont autorisé sur différents aspects ayant un impact sur le site archéologique. Les discussions ont fait ressortir le fait que la sensibilisation du public était le principal enjeu pour tous les intervenants. Ainsi, JHD a créé des clubs dans les écoles. Les professeurs ont été

formés sur la façon de comprendre et d'apprécier le site dans le cadre du patrimoine jordanien et comment le patrimoine devrait être enseigné aux enfants.



**Figure 16-  
Khaled Shboul.**  
Photo: F. LeBlanc

**Khaled Shboul** est Directeur du tourisme, Bureau du tourisme de Jarash. Khaled reconnaît que Jarash est la ville romaine la mieux préservée à l'extérieur de l'Europe. Sa proximité d'Amman, la capitale du pays la rend très facile d'accès et c'est un très grand avantage pour l'organisation de visites d'une journée. Le microclimat de la région est également un atout. L'été est chaud et humide au sud de la Jordanie ainsi que dans les pays avoisinant. Le climat de Jarash demeure frais durant cette période et attire de nombreux visiteurs et adeptes de l'écotourisme. Les infrastructures pour le tourisme sont malheureusement insuffisantes dans la région.

Le département du Tourisme est responsable pour toutes les activités qui concernent le tourisme au site archéologique. Ceci comprend l'émission de tickets, les concessions, les visites guidées, le centre des visiteurs, le parking, et les questions de santé et de sécurité.

- Les principaux enjeux selon son point de vue sont :
- L'implication de la population locale
- La qualité du message pour les visiteurs
- Les infrastructures pour le tourisme (il n'y a qu'un seul motel avec quelques chambres à Jarash)
- La structure administrative pour la gestion du site (personne ne sait qui est en charge du site actuellement)



**Figure 17- Dr.  
Ina Kehrberg-  
Ostrasz.**  
Photo: F. LeBlanc

**Dr. Ina Kehrberg-Ostrasz** est Archéologue, université de Sydney, département d'archéologie. Elle est Directrice du *Jarash Archaeological Studies Centre/JASC*. Elle a dirigé les fouilles archéologiques à l'Hippodrome de Jarash de 1984 à 1996 et a publié deux volumes sur les résultats. Elle croit que la population locale devrait être invitée à participer aux fouilles. Des vestiges de la période Ottoman sont enfouies sous la ville moderne, dont entre autres les meilleurs spécimens des murs de la ville ancienne. On devrait consentir plus d'efforts pour présenter et interpréter

ce site extraordinaire. Au début des années 1980, c'était un peu comme aux Nations Unies sur le site. Plusieurs équipes internationales d'archéologues faisaient des fouilles à différents endroits et très peu d'information était échangée entre elles. Le tourisme et les recherches archéologiques ne font

généralement pas très bon ménage selon son point de vue et Jarash ne fait pas exception. Plusieurs projets de reconstruction des vestiges ne sont pas très bien présentés ou interprétés. Si les fouilles archéologiques avaient été coordonnées à l'intérieur d'un plan général d'aménagement, le site serait certainement mieux présenté aux visiteurs et à la population locale. Jarash c'est « tout » Jarash et pas seulement le site archéologique. Il faut intégrer la ville moderne et la population locale dans le projet de mise en valeur.



**Figure 18- Abdulmajid Mjali.**

Photo: F. LeBlanc



**Figure 19- Dessin par A. Mjali pour la restauration de l'arche d'Hadrien.**

Photo: F. LeBlanc

**Abdulmajid Mjali**, département des Antiquités, est responsable de la restauration de la plupart des vestiges sur le site, comprenant entre autres l'Hippodrome, les colonnes qui ont été relevées, le Théâtre du Nord (3 000 sièges), le Théâtre du Sud (2 000 sièges), la Porte du Nord et la plupart des autres structures qui sont visibles sur le site. Il supervise une cinquantaine d'ouvriers et le personnel de l'administration. Il a fait des études en dessin technique d'architecture et s'est spécialisé dans la restauration de vestiges

anciens. Ce qui est important pour lui sur ce site c'est de préserver tout ce que l'on trouvera, quelle que soit la période ou la culture. Le site renferme des vestiges des grandes religions (Islam, Catholique, Juive) et ils doivent tous être restaurés et présentés au public.



**Figure 20- Yousef Zreagat.**

Photo: F. LeBlanc

**Yousef Zreagat** est Directeur du Parc de la réserve naturelle des forêts de Dibeen. La *Royal Society for the Conservation of Nature* – RSCN est une organisation non-gouvernementale qui a été créée pour gérer la réserve des forêts de Dibeen.

L'organisation se concentre sur l'éco-tourisme. Trois principes guident ses décisions et ses actions:

- conserver la biodiversité et la faune
- conserver les valeurs et la culture des communautés locales
- utiliser l'écotourisme au bénéfice de la population locale.

À ce jour, 21 personnes, toutes issues des communautés locales, travaillent à la gestion et au nettoyage des forêts ainsi qu'à la fabrication et à la vente d'objets d'artisanat fabriqués localement. La RSCN croit que le site archéologique de Jarash est une attraction majeure pour la région et souhaite

travailler plus étroitement avec les responsables du site pour allonger le séjour des visiteurs en leur offrant de découvrir le riche patrimoine naturel de la région.



**Figure 21-  
Mohammad Al-  
Rawashdeh.**  
Photo: F. LeBlanc

**Mohammad Al-Rawashdeh** est Gouverneur de la province de Jarash dans laquelle vit une population d'environ 150 000 habitants. Jarash est la capitale de la province avec une population d'environ 32 000 habitants. Les responsabilités du gouverneur comprennent entre autres toutes les infrastructures de la province (routes, ponts, aqueducs, égouts etc.), la santé et la sécurité publique. Monsieur Al-Rawashdeh ne fait pas de distinction entre le site archéologique et la ville moderne. Il considère que ces deux éléments ne forment qu'une seule entité : la ville de Jarash. Il réalise que la

ville est célèbre à cause du site archéologique et que Jarash est connue sous le nom de « ville des mille colonnes » même si seulement 200 colonnes ont été restaurées à ce jour par anastylose. Près de 170 000 visiteurs viennent à Jarash chaque année, et le gouverneur est responsable pour leur santé et leur sécurité. La construction et la condition des infrastructures est également sous sa responsabilité et pose un défi important. Pour accueillir tous ces touristes, les routes ont besoin d'être améliorées ainsi que l'électricité et le système d'aqueducs et d'égouts. Un projet de \$17 millions USD est en cours de réalisation avec l'aide de la Banque Mondiale. Un autre défi important à ce stade est la création d'un lien physique entre la ville moderne et le site archéologique qui est entièrement clôturé et auquel les citoyens n'ont pas accès. La ville et le site archéologique sont séparés par une route principale, mais sous la ville moderne se cachent encore de nombreux vestiges archéologiques qui devront être fouillés, étudiés et intégrés au projet global. Si Jarash doit être nommée à la Liste du patrimoine mondial, alors elle devrait être accessible à tous les visiteurs et les résidents devraient pouvoir en bénéficier.



**Figure 22- Walid al-‘Etoum Maire de Jarash (debout au centre) et ses Conseillers Municipaux en Compagnie des Membres de la Délégation du Getty Conservation Institute et du Département des Antiquités de la Jordanie.** Photo: F. LeBlanc



**Figure 23 La Mairie de Jarash au Deuxième Étage de cet Édifice.**  
Photo: F. LeBlanc

**Walid al-‘Etoum** est le maire de la municipalité de Jarash. La mairie est située au deuxième étage d’un édifice commercial au centre-ville de Jarash (fig.23). Le maire reconnaît le fait qu’il y a une séparation physique et administrative entre la ville moderne et le site archéologique. Le département du Tourisme et des Antiquités contrôle le site et la mairie contrôle la ville moderne; les deux entités sont séparées physiquement par une route principale et le parc archéologique est entièrement clôturé. Cette séparation physique a un impact sur les valeurs culturelles. Les citoyens reconnaissent que le site archéologique a une grande valeur mais ils ne l’apprécient pas comme valeur locale. La population de la ville moderne n’est pas homogène; elle est formée de circassiens, palestiniens, arméniens, kurdes et autres. Les visiteurs du site archéologique s’enrichiraient sûrement sur le plan culturel au contact des résidents.



**Figure 24- Mohammad al-Momani (au centre).**

Photo: F. Leblanc

**Mohammad al-Momani** est Directeur du département de l’Éducation de Jarash. Il est responsable pour le système d’éducation de toute la province. Ceci comprend 53 000 étudiants répartis dans 153 écoles à travers la province. Il s’intéresse personnellement à l’histoire et aux antiquités et il est convaincu de l’importance du site archéologique pour l’ensemble de la population. C’est d’abord par l’éducation que la population appréciera le site et s’engagera à le préserver pour les générations futures. Les responsables de l’éducation collaborent activement aux activités de

JHD, l’organisation à but non lucratif créée pour sensibiliser la population aux valeurs du site archéologique. Pour lui, les sites patrimoniaux sont comme des puits d’huile : ils génèrent beaucoup de

bénéfiques économiques, mais aussi de la connaissance et celle créée à Jarash appartient à toute l'humanité. Les principaux enjeux pour le gouverneur sont:

- Bien protéger les vestiges et d'en présenter davantage
- Mieux les interpréter
- Augmenter l'intérêt international
- Obtenir de l'aide professionnelle et financière
- Améliorer la qualité de l'artisanat local
- Éduquer les résidents actuels et la génération future



**Figure 25- Stellan Lind.**  
Photo: F. LeBlanc



**Figure 26- Soldats de la Roman Army Experience.** Photo: Ferrell Jenkins



**Figure 27- Courses de Chars Romains dans l'hippodrome.**  
Photo: Petra Night Tours

**Stellan Lind**, Directeur de la *Roman Army Experience*. Monsieur Lind est un citoyen suisse, retraité de l'industrie pharmaceutique. Avec l'aide de quelques partenaires financiers, il a réalisé un rêve de jeunesse en recréant les courses de chars romains comme celles qu'il avait vues dans le film « Ben Hur ». C'est sur la base d'une solide recherche historique qu'il a recréé les costumes d'époque, les armes et les chars. Il a recruté 70 personnes locales, toutes retraitées de l'armée jordanienne. En Jordanie, les soldats prennent leur retraite à l'âge de 34 ans. Ils ont une maigre pension et cette activité leur apporte un supplément important. La *Roman Army Experience* a été créée en 2005 en collaboration avec le département du Tourisme et la chambre du tourisme de Jordanie. Le spectacle dure deux heures et se déroule dans les ruines de l'Hippodrome romain. C'est une reconstitution des techniques et des machines de guerre romains ainsi que des courses de chars. Faire de ce spectacle une réussite commerciale n'est pas facile. Cela demande de nombreuses discussions avec des représentants des ministères gouvernementaux, les voisins du site et les guides touristiques. Jarash est le seul endroit au monde où l'on peut faire l'expérience des courses de chars et des combats de gladiateurs romains dans un décor authentique.

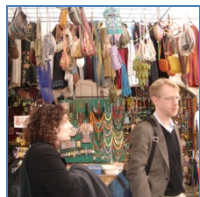


**Figure 28- Yasser Shahan, Ahmad Mohd Kurdi et Jafar Bani Mustefa, propriétaires de restaurants.**  
Photo: F. LeBlanc

**Yasser Shahan, Ahmad Mohd Kurdi et Jafar Bani Mustefa** sont propriétaires de restaurants à Jarash. Ils opèrent leurs commerces à l'extérieur du périmètre du site archéologique. Ils souhaitent beaucoup être consultés sur les projets de développement du site archéologique particulièrement ceux qui pourraient avoir un impact sur leur commerce, car ils ne sont jamais consultés par les autorités responsables. De cette façon ils se sentiraient davantage impliqués et pourraient contribuer à la promotion du site. En ce qui concerne la route qui sépare le site archéologique de la ville moderne, ils considèrent que ce serait une erreur de l'enlever. Autrefois, la route principale qui reliait Amman à la Syrie passait par Jarash. Elle fut éliminée au profit d'une nouvelle route qui passait à l'extérieur de la ville. Du coup, une grande partie de l'activité économique générée par la route disparut. Ils croient que si l'on enlève ou détourne la route actuelle, le même phénomène va se reproduire. La construction de tunnels pour piétons sous la route serait une bonne façon de relier les deux entités. Une pratique qu'ils souhaitent voir éliminée concerne l'obligation de donner des pourboires aux agences de tourisme qui les exigent pour amener les visiteurs dans leurs établissements. Parfois ces pourboires atteignent jusqu'à 50% du montant dépensé par les visiteurs.



**Figure 29- Jamal Awad Khalaf.**  
Photo: F. LeBlanc



**Figure 30- Intérieur d'une Boutique de Souvenirs.**  
Photo: F. LeBlanc

**Jamal Awad Khalaf** artiste et propriétaire d'une boutique de souvenirs. Quelques 25 boutiques de souvenirs font du commerce sur le site. Ce genre de commerce régresse constamment depuis l'an 2000. C'est sans doute une conséquence de la guerre au Moyen-Orient. Il considère que c'est la responsabilité du département du Tourisme de faire la promotion de la Jordanie à titre de destination sécuritaire pour les touristes. Il insiste pour que

les boutiques de souvenir soient localisées près de l'entrée principale où l'on vend les billets d'admission. Si on inverse la circulation sur le site, cela pourrait avoir un impact négatif sur leur commerce.



**Figure 31- Ajwad Hassan Atmah.**

Photo: F. LeBlanc

**Ajwad Hassan Atmah** de Jarash est un ancien employé des postes à la retraite qui travaille maintenant bénévolement pour le *Atmat Cultural Forum* créé en 1998. Le forum s'intéresse beaucoup au site archéologique et à la littérature à son sujet et organise des séminaires, des conférences, des récitals de poésie et diverses activités culturelles pour les jeunes. Il considère que l'on doit préserver l'ensemble de Jarash, tant le site archéologique que la ville moderne. C'est par l'éducation qu'on réussira à convaincre les résidents que le site archéologique génère des bénéfices économiques et culturels pour toute la population.



**Figure 32- Festival de Jarash.**

Photo: Wainah 2007

**Jeryis Samawai** du Ministère de la Culture est le Directeur du Festival de Jarash. Le festival qui se tient tous les ans au mois de juillet, transforme l'ancienne cité en un événement culturel des plus vivants et des plus spectaculaires. Le festival présente des danses folkloriques par des troupes locales et internationales, des ballets, des concerts, des pièces, des opéras et des ventes d'artisanats traditionnels; le tout sur les scènes tragiques et parfaitement illuminées des ruines de

Jarash. L'idée du festival fut lancée en 1980 par la reine Nour Al-Hussein et le premier festival s'est tenu en 1981. L'événement qui dure trois semaines attire 225 000 visiteurs chaque année. C'est donc un événement majeur pour la ville et le pays. Le site archéologique est un atout majeur pour ce festival et les organisateurs ont la responsabilité de s'assurer que les visiteurs respectent les valeurs du site et qu'ils n'endommagent pas les précieux vestiges archéologiques. Si on améliore les infrastructures touristiques, le Festival pourra continuer de grandir et de s'améliorer.





**Figure 33-  
Chrystelle march  
et le Dr. Jean-  
François Salles.**  
Photo: F. LeBlanc

**Dr. Jean-François Salles, et Chrystelle March,** sont de l'Institut Français du Proche-Orient à Amman. Cet Institut est responsable des fouilles archéologiques et de la restauration des vestiges du Sanctuaire de Zeus qui comprend deux temples. Ces professionnels considèrent que la valeur archéologique du site est la plus importante à préserver car la ville est reconnue pour être la ville romaine la plus importante au Moyen-Orient. Ils évaluent qu'il y a encore une centaine d'années de recherche nécessaires à l'étude du site. Même s'il y a beaucoup de coopération entre les diverses équipes internationales d'archéologues travaillant sur le site, il n'en demeure pas moins que les principes internationaux de restauration sont peu ou pas appliqués. Ces chercheurs souhaitent qu'un projet pilote de restauration et d'interprétation auquel participeraient toutes les équipes internationales, les responsables locaux et des experts internationaux soit entrepris sur le site. Ce serait un bon moyen pour sensibiliser tous les intervenants.



**Figure 34-  
Ahmad el-  
Bashiti.**  
Photo: F. LeBlanc

**Ahmad El-Bashiti** est Directeur de l'association *Jordan Inbound Tour Operators Association* (JITOA). Cette association des tour-opérateurs de Jordanie fut créée en 2003 pour améliorer le professionnalisme et la fiabilité de ses membres, pour leur offrir une représentation efficace auprès des institutions gouvernementales, pour l'éducation et la formation du personnel et pour définir et répondre aux demandes des touristes. L'association a trois fonctions:

- Plaider la cause de ses membres
- L'accréditation des membres
- La promotion (marketing)

À Jarash, l'Association essaye de créer une nouvelle expérience pour les visiteurs en offrant des activités spéciales telles des dîners-spectacles et des échanges avec la population locale. Mais il faut s'armer de patience car il n'y a pas encore d'hôtel de qualité dans la ville et les infrastructures civiles ont encore grandement besoin d'être améliorées.

## Conclusion

On pourrait facilement décrire la région de Jarash comme un paysage culturel essentiellement évolutif, un paysage ayant subi un processus évolutif sur une période de près de mille ans qui s'est

arrêté brutalement à un certain moment dans le passé alors que ses caractéristiques essentielles restent cependant matériellement visibles.

Cependant, à la lecture des témoignages ci-haut, l'on ne peut que constater à quel point la conservation et la gestion des paysages culturels sont indissociables de la reconnaissance de leurs valeurs et de leurs interdépendances. La délimitation territoriale d'un paysage culturel reste généralement difficile à établir et les responsabilités juridiques partagées demeurent un défi très important, particulièrement dans des pays en voie de développement comme la Jordanie. Le concept de paysage culturel n'est pas bien compris en Jordanie, et ce pays manque cruellement de personnel qualifié dans le domaine de la recherche et de la conservation du patrimoine culturel pour poursuivre les études et les recherches nécessaires afin de bien saisir le concept de paysage culturel et de s'en servir dans le but de protéger et de mettre en valeur ce patrimoine exceptionnel.

**Session 3: Conserver les Paysages Culturels: Le Rôle des Intervenants  
Conserving Cultural Landscapes: The Role of Stakeholders**

**Président / Chair:** Dinu Bumbaru

Président, ICOMOS Canada et Directeur des politiques, Héritage Montréal  
President, ICOMOS Canada and Policy Director, Heritage Montréal

**Rapporteur 3:** Stephen Jarrett, Étudiant / Student, Carleton University

**3.6 LES PAYSAGES CULTURELS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE: LE RÔLE DES INTERVENANTS  
BRITISH COLUMBIA'S CULTURAL LANDSCAPES: OBSERVATIONS ON ENGAGING STAKEHOLDERS**

**Alastair Kerr**, Directeur, Coordination Stratégique, Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts, Gouvernement de la Colombie-Britannique et Professeur Adjoint, Université de Victoria  
Director, Strategic Coordination, Tourism Government of British Columbia and Adjunct Professor, University of Victoria



**Alastair Kerr**  
(Photo : Sh. Inanloo Dailoo, 2010)

## ABSTRACT

This paper explores stakeholder engagement in the formation of cultural landscapes in British Columbia. Instead of observing the stakeholders as participants in a public policy process, the observations are de-centered to stakeholder created organizations in the form of land trusts. As a case study, The Land Conservancy of British Columbia, or the TLC is examined.

The Land Conservancy was created in 1997 and is modeled on the National Trust in the United Kingdom. It owns over 100 properties which range from small urban lots to vast tracts of threatened grassland and wilderness. Membership is currently around 7,000 with approximately 700 active volunteers.

The observations and analyses offered in this paper are conducted through discourse theory or analysis. Discourse theory suggests that within society we develop approaches to understanding the world and its phenomena through closed, self-referencing systems with hegemonic codes and sets of belief. Current attitudes and beliefs about heritage conservation are formulated into its own discourse. In North America the prevailing discourse is strongly shaped by American experience which privileges architecture and architectural style, originality as the way a building was first built, and restoration as the primary form of conservation intervention. While such a thesis is problematic for buildings, it creates greater problems for cultural landscapes which are by nature more dynamic and fluid, especially organically evolving cultural landscapes.

Two of the TLC's properties are examined: Abkhazi Garden in Victoria and Keating Farm, just south of Duncan on Vancouver Island. Abkhazi Garden is exquisitely designed in the English garden tradition. The property had been acquired by a developer who intended to redevelop the land. The TLC bought the garden from the developer and initiated a public funding-raising campaign to pay for the costs. However, since heritage is largely conceptualized as architecture or academic history, the TLC had to valorize the Abkhazis as important figures in local history for the public, or stakeholders, to donate. Moreover, since the garden is a designed landscape, it could be commodified as an artifact for stakeholder appreciation.

Keating Farm, on the other hand, is more problematic because as a farm, it is an organically evolving cultural landscape and more difficult to valorize and memorialize. Some insider stakeholders within the TLC, however, identified the farmhouse as heritage because of a great hall and dining room addition dating from the late nineteenth century. This assessment is consistent with the prevailing

heritage discourse that privileges the house to the landscape, which is not even identified as having cultural or heritage values.

The landscape and a good deal of the farmhouse itself, however, represent contested or dissonant farming values which are not legitimized as heritage, yet subconsciously predominate. Instead of being formulated as heritage, these values are expressed and brokered through an agricultural discourse by different stakeholders. Like people coming from other industries which work the land, they tend to be suspicious of heritage because of its tendency to create the past as a static artifact with fixed and narrowly defined values.

The conclusions suggest that heritage values are shaped by a pre-existing heritage discourse which preferences architecture and this is the prevailing view of many stakeholders. The implication is that most stakeholders try to understand cultural landscapes within the codes and beliefs of this discourse, which does not serve an understanding of cultural landscapes very well. The paper ends with the belief that many outsider stakeholders to the heritage discourse will not accept the values and beliefs of that discourse. Until it is modified or a new discourse for cultural landscapes is developed, the heritage discourse will continue to be contested.

## **TEXT**

When Christina Cameron asked me to speak about observations regarding the engagement of stakeholders for British Columbia's cultural landscapes, I was intrigued by the topic, not so much with the idea of engaging stakeholders, since this activity is becoming commonplace, but by the very notion of engagement itself. What is not being said is who is doing the engagement? By engaging stakeholders we assume there is a centre, usually some level of government when it comes to heritage conservation, which probably controls the terms upon which the engagement is made. So instead of observing stakeholders through a centre, I have chosen to de-centre the inquiry by considering stakeholders who have formed themselves into their own organizations in order to identify, conserve and protect landscapes which have meaning for them. As my subject I have chosen The Land Conservancy of British Columbia, commonly referred to as TLC.

There are many different land trusts operating in British Columbia, ranging from national organizations, such as the Nature Conservancy of Canada and Ducks Unlimited, to small trusts which care for a single parcel of land. Most are primarily concerned with the conservation of land for reason

of natural, not cultural, history (although it may be argued that natural conservation is a cultural activity). Most are not-for-profit organizations with open memberships that have taken it upon themselves to directly conserve land instead of seeing it as a responsibility solely for government. They depend heavily on financial donations and volunteer support for survival, which indicates that the values between their donors and members and the stated purposes of the organizations are highly congruent. In this respect they could be defined as stakeholder-centered organizations. Although it is difficult to calculate exactly how much land they have conserved in British Columbia, it is reasonable to suggest it is in the thousands of hectares.

Founded in 1997, The Land Conservancy is a non-profit, charitable, land trust working throughout BC. It is modeled after the National Trust of Great Britain and conserves lands of natural, historical, scenic, cultural, scientific or compatible recreational value. It owns over 100 properties which range from small urban lots to vast tracts of threatened grassland and wilderness. Membership is currently around 7,000 with approximately 700 active volunteers.

TLC manages its lands in a variety of ways. Some are simply banked so they will be there in the future, while others are ranched or managed as active farms. Its Community Farms Program (CFP) is particularly instructive here. On its website (<http://blog.conservancy.bc.ca/>), TLC defines a community farm as follows:

*A community farm is a multi-functional farm where the land is held “in trust” for community rather than owned privately. A community group or co-operative governs the land use agreements, and agricultural uses of the land are shared by a community of farmers. The primary focus of a community farm is local food production using sustainable agricultural practices. Land holders, land managers, and farmers work together by mutual agreement. Farmers are housed on or near the land.*

This program is run in conjunction with another society called Farm Folk/City Folk (FFCF).

While the words, “cultural landscape,” are not mentioned anywhere in the information provided, the purpose of the program includes maintaining farming as a continuing practice, keeping farmers on the land, and providing processes of mutual education between urban and farming lifestyles and cultures. In the language of heritage conservation, these farms would be identified as organically evolving cultural landscapes which are conserved using traditional methods of working the land. Like all evolving cultural landscapes, the land may be thought of more as a place where traditional activities are undertaken, something which is dynamic and fluid, rather than regarded as static. Value does not arise so much from appearance as a continuance of uses and cultural practices.

Another field of endeavor in which TLC is engaged is something labeled “heritage.” Some of these properties are simply buildings without significant landscapes, such as Ross Bay Villa in Victoria or the Joy Kogawa House in Vancouver, although the latter does have some associative landscape features related to Ms. Kogawa’s book, *Obasan*. Abkhazi Garden in Victoria, on the other hand, is a designed cultural landscape and its significance to TLC arises out of its historical associations and formal garden design. It is for this reason that it was acquired, protected and maintained.

Before I proceed further, I would like to stop my narrative and introduce three quotations which, I think, will help to deconstruct a current understanding of the heritage values. These will be important to understand heritage values as they relate to landscapes (instead of buildings) and for the two case-study properties owned by TLC which I shall consider further. The first quote is by the eighteenth century Scottish philosopher, David Hume, who remarked that:

*Beauty is no quality in things themselves. It merely exists in the mind which contemplates them.*

A positivist belief in some heritage conservation circles is that values reside in things themselves and that it is the responsibility of the heritage professional to discover these meanings through the process of evaluation. It is much akin to the idea of a historian discovering facts about the past which supposedly speak for themselves, instead of appreciating that history is as much an individual historian’s interpretation of the past, which determines what facts get the floor and what remain silent (E.H. Carr, 1961). This, I think, is the point Hume is trying to make. If we substitute the words “heritage” or “heritage value” or simply “value” for beauty, we get to the crux of my argument. Begging the pardon of Mr. Hume, heritage value is not a quality in things themselves, but exist in the minds of those who contemplate them. Value is exogenous, not endogenous. We do not discover value, but assign it. I would like to elaborate this idea with the second quote.

Last year I was asked to write a book review on *Valuing Historic Environments* (2009) edited by Lianne Gibson and John Pendlebury for the journal, *Museum Management and Curatorship*. In their introduction the editors make the following statement:

*All of the authors contributing to this collection proceed on the basis that concepts of cultural, historical and social value are culturally and historically constructed. This theoretical orientation posits most critically that value is not an intrinsic quality but rather the fabric, object or environment is the bearer of an externally imposed culturally and historically specific meaning that attracts a value status depending on the dominant frameworks of value of the time*

*and place. Such an orientation has consequences both for the assessment of significance and the heritage management of a building, object or environment.*

Two ideas in this quote are of particular importance. First, values are not merely imposed from the historical and cultural contexts, which sounds a bit too deterministic, but are created *within* dominant social frameworks. The second idea, which is related to the first, suggests that value status is not achieved through a process of evaluation, that is, of determining value, but through a process of valorization, which is about giving value. This leads me to my third and final quote.

In *The Uses of Heritage* (2006), Laurajane Smith writes that:

*...heritage is heritage because it is subjected to the management and preservation/conservation process, not because it simply is. The process does not 'find' sites and places to manage and protect. It is itself a constitutive cultural process that identifies those things and places which can be given meaning and value as 'heritage,' reflecting contemporary and cultural social values, debates and aspirations.*

More than most theorists of heritage conservation, Smith has explored the implications of discourse theory as it applies to her subject. Growing out of semiotics and post-structuralist theory, discourse analysis posits that the language of any discipline or method of inquiry creates understandings based on the codes, norms, rules, structures and the internal power relationships, or dominant frameworks, within each discipline's methodology. When new ideas are introduced, they are analyzed and interpreted within the hegemonic structure of that methodology and are either absorbed into it or rejected as inappropriate. One of the best elaborations of discourse theory is Edward Said's, *Orientalism* (1978), which describes the West's understanding of the Orient as its own creation and how successive writers have solidified an Orientalist discourse by adding to and elaborating its basic premise within a closed, self-referencing system. Instead of understanding eastern cultures on their terms, they are created as foils to the western world-view as the "Other."

Smith describes our understanding and management practices of heritage as being conceptualized through what she calls the Authorized Heritage Discourse or AHD. Much like Said's *Orientalism*, Smith argues that we have constructed an elaborate framework to conceive and formulate an idea of heritage into which we fit the past. It used to bother me when people asked me if a particular building was a "heritage building." I would argue that all buildings and landscapes are heritage, but we value some more than others and those are the ones we should conserve. In actuality the public had it right and I had it wrong. Through the process of valorization and according to the frameworks and



codes we have constructed and legitimized through charters, conventions and legislation, we socially re-create the past as heritage. This is Smith's "constitutive cultural process," which tells almost more about us and our values than the past it purports to signify. So how does this digression apply to stakeholders of cultural landscapes in British Columbia? Let me now turn my attention back to observing stakeholders within The Land Conservancy and explore how these ideas apply to two of the Society's cultural landscapes: Abkhazi Garden and Keating Farm.

Abkhazi Garden, located at 1964 Fairfield Road in the City of Victoria, is approximately one acre in size and is situated on the upward slope rising from the Fairfield low lands. The garden fills most of the property, gently rising from its entrance on the south to the far side on the north, with a modest house constructed on a higher rocky outcrop to the east side of the property overlooking the garden. The garden is not visible from the road as a Rhododendron and Gary Oak woodland fills the south side. A path leads through this mature woodland to the south lawn, providing the first open area with views onto the garden.

A new path skirts the south lawn on the west and rises to the upper lawn under the house above. It passes three ponds created from natural depressions in the rock. As one walks along the path, new vistas are revealed and backward glances provide quite different perspectives from the ones just walked through. At the head of the garden is a reconstructed summer house based on the designs of John Wade in 1946. In many respects this house is the focal point of the garden and is closely integrated with the site, reflecting its English Arts and Crafts roots.

The return to the main house follows the east path leading up the rock out-cropping. Not only can one survey the garden along this route, but views of the Rockland district in Victoria and the Sooke Hills beyond Victoria are revealed. The house itself is a modest bungalow, also designed by Wade, and like the summer house, the Arts and Crafts nature of its design and setting is clearly visible.

There is little doubt that Abkhazi Garden may be described as an exquisite, small garden, which illustrates a sophisticated design with close attention to detail. While the landscape was designed principally by Peggy Abkhazi, the appearance continuously evolved under her care. Even under the ownership of TLC planting modifications have been made within the context of the overall design.



**Figure 1- Abkhazi Garden, UpperLawn, Rockery and Summer House.** (Photo: Alastair Kerr)

Yet given its benign annual climate, Greater Victoria is a city of private gardens, many of which are unknown to the general public. This included Abkhazi Garden, until the property was acquired by a developer, who had it re-zoned for multi-family development. Public protests over the demolition of architectural landmarks or the razing of historic districts has long been a hallmark of the heritage conservation movement across North America. However, this has infrequently been the case with cultural landscapes, except for those most highly prized by the public at large, usually in public or institutional ownership (in Victoria, for example, the only two designated cultural landscapes for their landscape values are Ross Bay Cemetery and Beacon Hill Park). All too often in western Canada the estates of Victorian and Edwardian mansions have been offered up for redevelopment in order to protect the house. Density is transferred from the house to the lot which is seen as regrettable, but accepted as understandable given the circumstances. For the most part, the nature of our heritage discourse gives preference to built heritage, not landscapes.

Bill Turner, the Executive Director of TLC, once told me that for the Society to be successful, it has to be perceived by the public to be conserving land which it cares a great deal about. Public sentiment drives acquisition choices and the donations and bequests which TLC requires to survive as an organization. It cannot proceed in the way so much built heritage has been conserved by heritage advocates pressuring governments to use their regulatory and spending powers. Raising funds for wilderness, natural or recreation lands is successful because the public has been more acculturated to the need for environmental conservation as a matter of human survival on the planet. No such threat drives the need to conserve small parcels of land with cultural or heritage values. Here, to varying degrees, the accepted heritage discourse for built heritage has had to be adapted for landscapes.

When TLC acquired Abkhazi Garden from the developer, it had to pay full market value for the land with the increased density already in place. The cost was staggering, even by inflated west coast real estate prices. While the theoretical merits of the garden as a cultural landscape are high, it had to be created as heritage for the public to understand its meaning and donate to its conservation. The valorization process began by memorializing the Abkhazis as special people.

Nicholas Abkhazi was an exiled Georgian prince living in Paris when Marjorie (Peggy) Pemberton-Carter met him in the 1920s. They established a close friendship which was nurtured by correspondence and occasional meetings over the years. During the Second World War, Nicholas was interred in a German prisoner-of-war camp and Peggy in a Japanese camp near Shanghai. She kept a secret journal of her experiences and published her memoirs as *A Curious Cage* (1961). After the war she made her way to Victoria and in 1946 acquired the lot which would become Abkhazi Garden. Later that year she journeyed to New York to meet Nicholas and the couple became engaged. They returned to Victoria and in November were married. The story goes that the garden became the focus of their artistic activity which they experimented with and refined over the next forty years. Nicholas died in 1987 and Peggy in 1994.

While the Abkhazis lived through difficult and extraordinary times, Nicholas's life is not dissimilar to many other Russian émigrés following the Russian Revolution. Likewise, Peggy endured what so many British and Canadian nationals experienced as Japanese prisoners-of-war. In relationship to Abkhazi Garden as a cultural landscape, it amounts to interesting background information, but bears little on the historical, aesthetic or cultural understanding of the place. A more fruitful line of investigation would be to contextualize the garden by comparing it with other extraordinary gardens in Greater Victoria or its interpretation on the west coast of Canada within the English garden tradition.

Unfortunately, such an inquiry would do little to create it as a heritage place in the public imagination. Emphasizing the exotic and privileged lives of the Abkhazis within the context of a love story, on the other hand, would and did elevate the stature of the Abkhazis within the public's mind, aided by an obsession with the lives of the rich and famous. Historically the Abkhazis are incidental figures at best, but by giving them cachet, an illusion that they were important people worthy of remembrance, such as the sleight of hand by referring to Peggy as Princess Abkhazi, we have transformed them into important figures within our heritage and by inference, the garden as well.

This is Laurajane Smith's "constitutive cultural process" at work where meaning is given, not found. It works because it is generally understood within the accepted heritage norms in Canada, however poorly it may be actually understood by the public. The public, or outsider stakeholders, have been engaged through this filter and like fish who do not realize that they are swimming in water, open their wallets and donate. This is not to take away from the validity of Abkhazi Garden as a cultural landscape worthy of our consideration on its own merits; it merely suggests that the argument elaborated for stakeholders is based on other meanings which are generally more acceptable to make Abkhazi Garden a heritage site.

Keating Farm, located in the Koksilah area south of Duncan on Vancouver Island, however, is more problematic. Where Abkhazi Garden was created as a heritage place with a conforming and integrated set of values, Keating Farm is a multivalent and potentially contested territory.

Occupying about 13 hectares of land (32 acres), Keating Farm consists of 13 buildings, and two orchards, one containing apple, pear, plum and cherry trees, and the other, a smaller one, with walnut and hazel nut trees. There are several fields used for cattle grazing, harvesting hay and growing vegetables. At the south end of the farm are a creek, wetland and wooded area. There are also a number of beehives on the property. The land falls within the Agricultural Land Reserve, so uses and development are restricted. The old CNR right-of-way crosses the property which connects to the Trans-Canada Trail, thus increasing its use as a recreational corridor.

The Farm was acquired by The Land Conservancy in 2005, partly for its community farming potential, but also because of its perceived heritage value. In 1888 Andrew Keating had acquired the farm with a small farmhouse already on it. Keating, who owned property in Victoria and Los Angeles, had made a fortune mining nitrates in Chile. By 1894 he had acquired more than 4,000 acres in the Cowichan Valley and wanted to build a home befitting his status. He commissioned the Victoria architect, John Tiarks, to redesign the farmhouse and add a great hall and dining room addition, which

were based on a twelfth century building in Somerset called, Woodspring Priory. The hall measures 38 by 28 feet and has a high vaulted ceiling supported by heavy beams. It reflects a penchant for the unusual, typified by some architecture from the so-called gilded-age of the 1890s, where money could build the most improbable, unsustainable and romantic buildings on what in many respects was still a frontier. Keating Farm represents a similar situation to Craigdarroch Castle in Victoria, built a short time prior for Robert Dunsmuir, by far the province’s richest man at the time; once the wealth which could build such follies disappeared, they fell on hard times and were re-used for much more mundane and practical purposes. In this case, the house became a working farmhouse.



**Figure 2- Keating Farm.** (Photo: Alastair Kerr)

TLC's quarterly newsletter, Landmark (Fall, 2006), makes the following claim to value shortly after its acquisition:

*The building of medieval-style halls in England was popularized in the Victorian era by a Romantic revival in architecture, harking back to an age of chivalry, which was seen as a worthy goal of society. The Great Hall at Keating Farm Estate is a unique survivor of this style of architecture in BC, perhaps in Western Canada. Its rediscovery and purchase by TLC has excited heritage experts who recognize its rarity and importance.*

Linking the building back to Victorian architecture acknowledges the tradition within which to understand the house historically, but it immediately preferences architecture and the period in which the hall and dining room were constructed as primary values, if not *the* primary values. This determination is not made through any kind of elicitation of a range of values, contextualizing the property, or stakeholder engagement about what other values might be present; it is made as an *a priori* assumption because it is consistent with the codes, norms and socialization made possible within the current heritage discourse. Here buildings generally take precedence over landscapes and the appearance of the building when it was first constructed (the “original”) takes precedence over later phases of development, such as remaking the impracticalities of the design into a farmhouse through vernacular modifications and use. Purity, not palimpsest, is prized. By identifying the farmhouse and some out buildings as heritage, the farm is valorized as heritage through extension by stakeholder insiders, although heritage value or describing the landscape as cultural is still absent.

Another common heritage code given primacy within the current heritage discourse is rarity or uniqueness. In many positivistically-inspired evaluation checklists, points are often given for rarity, although why, in and of itself, rarity is considered valuable is poorly explained. Depending upon context, rarity could be simply odd or strange, which gives little clue to meaning or how rarity relates to other values. Yet rarity is important as part of valorization and manufacturing the place's significance as heritage, which allows it to be placed in an endangered species category and hence justifying an argument for its conservation.

You may notice too, that it is the heritage experts as insider stakeholders who are “excited” and give value and meaning over those who are excluded from this knowledge. While the place may have value to this group of stakeholders, there are also dissonant or contested meanings of the farm as a whole, by different stakeholders, who define their heritage in other ways, outside the dominant heritage discourse.

In 2006, TLC established the Keating Community Farm Cooperative to return the farm to agricultural production after a fifteen year hiatus. Following from the principles espoused in its Community Farms Program (CFP), TLC and the Co-op are working together within what they call a “whole farm” approach which will work the land in many ways. These principles are reflected in the stated goals of the co-op (<http://keatingfarmco-op.org/Joomla/>):

- Protect farmland forever
- Contribute to your local food supply
- Access healthy organic food
- Provide affordable farmland to farmers
- Support conservation and sustainable agriculture

As well as the formally recognized heritage values of the site, using the land this way will maintain the farm’s ecological and agricultural values, arguably no less important as heritage values than the architectural ones identified above. However, they are poorly articulated as heritage because they are not artifactual but functional, despite protestations about respecting intangible heritage from the heritage community. Working the land and maintaining the ecological balance have always been traditional farming practices and *are* intangible cultural and heritage values at most farms. As an evolving cultural landscape, maintaining some traditional farming activities common to the region, such as using the pasture land for cattle grazing, are important for continuity, but producing organic food is new and reflects the changing values in our society; nevertheless, it is still about farming the land. What is important is the continuity of the farm, of farmers having access to land which is becoming increasingly too expensive simply to farm, and of growing food locally for local populations as we once did in the past. And these activities are somebody’s heritage.

In theory restoration of the farmhouse as heritage and using the land as an evolving cultural landscape may be able to co-exist in an uncontested way, but only time will tell. These are different discourses at play. What is fascinating about going inside the farmhouse is not just its origin in high architecture, but its evolution and adaptation over time as a vernacular building responding to the changing needs of subsequent farmers and their requirements to work the land. What the heritage stakeholders see as the architectural value in the great hall and dining room, later generations saw in terms of use value and treated the house unromantically as utilitarian space, much like the land. There was no need to save, preserve or restore decorative elements which were impractical to the business of farming, but to adapt, to modify, to find new uses as circumstances dictated. One is not better than the

other; they just reflect different sets of value. The first is valorized as heritage, while the second is not legitimized, although it is the heritage of the farming community. The problem arises when one does not see the dissonant value of the “Other” and assumes its discourse is the more important of the two, or of the many.

So what conclusions can I make of all this by de-centering my limited observations on engaging stakeholders with respect to cultural landscapes in British Columbia? First, I believe that in society we learn about values through powerful, social discourses with their pre-existing structures, codes, rules and prohibitions. We have a distinctive North American heritage discourse which has been strongly shaped by American experience and practice. This discourse gives primacy to buildings, original architectural appearance, and restoration to that appearance as *a priori* beliefs. What doesn't fit within this hegemony is either made to adapt or is discarded. When outsider stakeholders are engaged, they may only poorly understand this discourse, but accept it for what it is because expert or insider stakeholders have told them so. Here I am not picking on my colleagues who happen to believe in the current discourse, but merely to expose it as a discourse, just as there are countless other social discourses with their structures, codes, rules and prohibitions which collide with this one from time to time.

Second, when it comes to cultural landscapes, we often try to understand them through the filter of a heritage discourse evolved primarily for architecture or academic history. To make them “heritage” we go through an architectural or historical valorization process. Abkhazi Garden was partially made a heritage place because the exotic past of the Abkhazis is memorialized, and partially because it is a formally designed landscape which can be appreciated through aesthetic values as an artifact. With the great hall and dining room at Keating Farm, its value was “discovered” as heritage by expert stakeholders, while the organically evolving cultural landscape is not seen or understood as heritage by this group because the values which create and sustain this landscape cannot be easily integrated into the prevailing heritage discourse, such as was the case with Abkhazi.

Third, because the heritage discourse focuses on the artifactual properties of a place, it does not see heritage as process, and at its heart, organically evolving cultural landscapes are primarily about processes and activities, where the land is not conceived as an artifact but is continuously made and re-made. My hunch is that stakeholders involved with organically evolving cultural landscapes, be they for agriculture, mining or fishing, will continue to resist the labels “heritage” and even “cultural”



because they sound too artificial and too foreign to their own discourses and concepts of how they understand their heritage.

And finally, many of the traditional heritage stakeholders will not accept the use value which creates and gives meaning to organically evolving cultural landscapes as legitimate heritage until their conception of the prevailing heritage discourse is modified or a different discourse is created which may make these values more congruent to the revised norms and codes. When this occurs, I believe they will come to understand designed landscapes differently, and without making too large a leap of faith, come to understand heritage, in general, to mean something different as well.

## References

- Carr, E.H. *What is History?* Penguin Books Ltd. Harmondsworth, England, 1961.  
Gibson, Lisanne and John Pendlebury, eds. *Valuing Historic Environments*. Ashgate Publishing. Burlington, USA. 2009.  
Said, Edward. *Orientalism*. Vintage Books. New York. 1978.  
Smith, Laurajaine. *Uses of Heritage*. Routledge. London and New York. 2006.

Websites:

<http://blog.conservancy.bc.ca/>

<http://keatingfarmco-op.org/Joomla/>

[http://blog.conservancy.bc.ca/wp-content/uploads/2009/10/Landmark\\_2005\\_Fall.pdf](http://blog.conservancy.bc.ca/wp-content/uploads/2009/10/Landmark_2005_Fall.pdf)

[http://thinkexist.com/quotation/beauty\\_is\\_no\\_quality\\_in\\_things\\_themselves-it/163564.html](http://thinkexist.com/quotation/beauty_is_no_quality_in_things_themselves-it/163564.html)

**Session 3: Conserver les Paysages Culturels: Le Rôle des Intervenants  
Conserving Cultural Landscapes: The Role of Stakeholders**

**Président / Chair:** Dinu Bumbaru

Président, ICOMOS Canada et Directeur des politiques, Héritage Montréal  
President, ICOMOS Canada and Policy Director, Heritage Montréal

**Rapporteur 3:** Stephen Jarrett, Étudiant / Student, Carlton University

**3.7 LE PAYSAGE CULTUREL DE GRAND-PRÉ: LE RÔLE DE L'INTERVENANT DANS LA  
PRÉPARATION DU DOSSIER DE NOMINATION AU PATRIMOINE MONDIAL  
THE CULTURAL LANDSCAPE OF GRAND PRÉ: STAKEHOLDER PARTICIPATION  
IN PREPARING THE WORLD HERITAGE NOMINATION FILE**

**Christophe Rivet**, Planificateur, Parcs Canada / Planner, Parks Canada, Halifax  
Directeur de Projet / Project Manager, Nomination Grand-Pré



**Christophe Rivet**  
(Photo: Sh. Inanloo Dailoo, 2010)

**Session 4: Conserver les Paysages Culturels: Harmoniser les Valeurs Patrimoniales  
Conserving Cultural Landscapes: Balancing Heritage Values**

**Président / Chair:** Gordon Fulton  
Directeur, Services Historiques, Parcs Canada  
Director, Historical Services, Parks Canada

**Rapporteur 4:** Roha Khalaf, Doctorante / Ph.D. Student, Université de Montréal

**3.8 LES APPROCHES POUR DONNER PRIORITÉ AUX VALEURS PATRIMONIALES  
DANS LES PAYSAGES CULTURELS: L'ESCARPEMENT DU NIAGARA  
APPROACHES TO PRIORITIZING HERITAGE VALUES IN CULTURAL  
LANDSCAPES: THE NIAGARA ESCARPMENT**

**Susan Bugey**, Consultante en Patrimoine / Heritage Consultant, Ottawa



**Susan Bugey**  
(Photo: Sh. Inanloo Dailoo, 2010)

## ABSTRACT

Typically large scale, complex and multi-jurisdictional, cultural landscapes speak to the way people conceived of and interacted with their environment in the past and continue to do so in the present. They are dynamic environments subject to continuous change from both natural and cultural forces. People attach themselves to these places and value them for multiple qualities and multiple reasons, including their cultural and natural heritage. The past decade has seen increasing recognition of the common ground shared by cultural landscapes and IUCN's category V protected landscapes and seascapes, or *paysages humanisés*, as cultural heritage has reached out to landscape scale approaches and natural heritage has moved away from an islands approach towards networks involving communities. The paper explores prioritizing heritage values amid other interests, whether economic, social, cultural or environmental, and draws some lessons learned from the natural heritage experience. It examines the Niagara Escarpment and some roles of environmental movement organizations (EMOs) in it to illustrate.

Extending from the heavily-developed Niagara Peninsula (Queenston Heights / Niagara Falls) to the sparsely-populated Bruce Peninsula (Tobermory), the Niagara Escarpment is renowned for its ecological, recreational, scenic and cultural heritage values as well as for the achievements and challenges of its protective regime. Its governing legislation, the Niagara Escarpment Planning and Development Act, is implemented by the politically-appointed Niagara Escarpment Commission and the mandated Niagara Escarpment Plan (NEP), the first large scale environmental land use plan in Canada. The Niagara Escarpment Biosphere Reserve, designated in 1990, encompasses the Niagara Escarpment Plan Area as well as Bruce Peninsula National Park and Fathom Five National Marine Park. The Niagara Escarpment Plan's seven designated land uses mirror the Biosphere Reserve concept of progressively less restricted areas.

Environmental protection and socio-economic development compete in the escarpment, particularly over land uses conflicting with preservation such as aggregate extraction and new building lot creation. As the demographics and economy of southern Ontario change, the pressures intensify. Citizen participation is crucial to achieving the legislated intent of balancing preservation and development in the Niagara Escarpment. From the earliest stages of protecting the escarpment citizen leadership and environmental organizations have played key roles. The paper looks briefly at the role of the umbrella organization Coalition on the Niagara Escarpment, and its member organizations Protect Our Water and Environmental Resources (POWER) and Protecting Escarpment Rural Land

(PERL), in their struggle against proposed expansions of aggregate quarrying in the buffer zone of the Plan Area.

Community values play a significant role in citizen response to the Niagara Escarpment. The reasons the escarpment is important to residents and what they value about it are significant factors in the efforts of environmental movement organizations to engage volunteers and donors in fulfilling their objectives to preserve escarpment land. Volunteers working with The Bruce Trail Conservancy, active since the 1960s, take care of the trail and the properties for which the association is responsible, while land donations place more areas under the protection of the association. As the historic role of government in preserving the environment has shifted towards increased governance engaging civil society, particularly since the mid-1990s, environmental movement organizations have played an evolving role in land use planning, property management and public education.

The paper concludes with some lessons learned from the experiences and practices of environmental movement organizations that are applicable to cultural landscapes.

## **TEXT**

Cultural landscapes as I see them are typically large scale, complex and multi-jurisdictional. Shaped by the way people conceived of and interacted with their environment in the past and continue to do so in the present, they are living, and often lived-in, landscapes. They are also dynamic environments. Whether natural processes or human activities, external forces impose continuous change in cultural landscapes. People attach themselves to these places and value them for multiple qualities and multiple reasons, including their cultural and natural heritage. Given this context, the paper explores an on-going challenge for many cultural landscapes, that of prioritizing heritage values amid other interests, whether economic, social, cultural or environmental.

As cultural and natural heritage have become more aware of their common interests, there has been increasing recognition of the common ground shared by cultural landscapes and IUCN's category V protected landscapes and seascapes, or *paysages humanisés*. According to IUCN, protected landscapes are areas "where the interaction of people and nature over time has produced an area of distinct character with significant ecological, biological, cultural and scenic value: and where safeguarding the integrity of this interaction is vital to protecting and sustaining the area and its associated nature conservation and other values" (Dudley, 2008, 20). Both cultural landscapes and

protected landscapes focus on areas where human interactions with the natural world over time have given a place its distinctive character and where natural and cultural heritage are inextricably bound together. Social and spiritual values that people attach to both types of landscape make them important to communities. Common interests rooted in the human / land interface may include community identity, viewsapes and scenery, traditional practices, water and biodiversity, as well as a common perspective on proposed land use and development. Common strategies, shared positions, joint activities and collaborative leadership may strengthen a relationship for conservation. The protected landscapes / seasapes category has rarely been actively applied in Canada, but National Marine Conservation Areas and Biosphere Reserves are often excellent examples. Gérald Domon and colleagues' examination of the recent Quebec statute on paysages humanisés, however, effectively demonstrates the opportunities and challenges in continuing traditional human interaction with the land concurrently with conserving biodiversity in exceptional landscapes (Domon, 2009). Protected landscapes epitomize the “new paradigm” for protected areas which has characterized IUCN's international focus over the past decade, moving the agenda from “islands” to be protected from human interface to “networks” recognizing local cultures and local economies (Phillips, 2005, 25). The paper draws some lessons learned from this natural heritage experience.

### **The Niagara Escarpment**

Let me illustrate with a brief look at the Niagara Escarpment and some roles of environmental movement organizations (EMOs) in it. Their evolving role illustrates the declining presence of government and increasing governance involving civil society in managing the escarpment.

In Ontario, this “Giant's Rib” arcs about 725 km. northwest from the heavily-developed Niagara Peninsula (Queenston Heights / Niagara Falls) to the sparsely-populated Bruce Peninsula (Tobermory); it then continues further beyond under Lake Huron to Manitoulin Island. The escarpment and its associated landscape are characterized by substantial natural areas and large open landscapes, primarily agricultural and rural, with views both to and from the cliff face. The Bruce Trail, the oldest and longest continuous footpath in Canada, runs along this remarkable hydrological and geological feature (Niagara Escarpment Commission). The area is renowned for its ecological, recreational, scenic and cultural heritage values as well as for the achievements and challenges of its protective regime.

Put most simply, the purpose of the management regime is to balance preservation, development and public use within the 183,300-hectare Plan Area. The Niagara Escarpment Planning and Development Act, dating from 1973, is implemented by the politically-appointed Niagara Escarpment Commission (NEC). The mandated Niagara Escarpment Plan (NEP) was the first large scale environmental land use plan in Canada. Exceptional in Ontario, and in contrast to the current trend of delegating authority from the province to municipalities, the escarpment legislation, commission and plan moved decision-making for land use planning from municipal to provincial authority. The Niagara Escarpment Biosphere Reserve, designated in 1990, encompasses the Niagara Escarpment Plan Area as well as Bruce Peninsula National Park and Fathom Five National Marine Park.

The Niagara Escarpment Plan's seven designated land uses mirror the Biosphere Reserve concept of progressively less restricted areas that "innovate and demonstrate approaches to conservation and sustainable development" (UNESCO): Core Area – NEP's Escarpment Natural Area; Buffer Zone – NEP's Escarpment Protection Area and Escarpment Rural Area; and Transition Area – NEP's Urban Area and Minor Urban Centre, Escarpment Recreation Area and Mineral Resource Extraction Area (Niagara Escarpment Commission).

Environmental protection and socio-economic development compete in both the buffer zone and the transition area, particularly over land uses conflicting with preservation such as aggregate extraction and new building lot creation. The escarpment's rich mineral aggregate resources have led to a long history of quarrying materials crucially important for construction projects, notably in the Greater Toronto Area. Unchecked aggregate extraction in the 1960s was a prime motivation for protecting the escarpment, and development of new or expanded aggregate operations in the Plan Area remains highly contentious. Amendments to the Niagara Escarpment Plan, approved on a case-by-case basis, still permit new or expanded aggregate operations in the Escarpment Rural Area of the buffer zone.

York University researchers Sandra Patano and Anders Sandberg position the on-going conflicts between the aggregate industry and conservationists as "part of a transformation of the countryside from a space of production to a space of consumption, where there is a shift in emphasis from resource extractive to scenic and ecological landscape values, and the displacement of productive classes, farmers and workers, in favour of a service class of professionals and retirees". As they explain, "the contested countryside contains development interests that play a leading economic and political role

but are challenged and increasingly opposed by groups with a conservationist ethos” (Patano and Sandberg, 2005, 25 and 27).

### **Environmental Movement Organizations**

Crucial to achieving the intent of balancing preservation and development in the Niagara Escarpment is citizen participation. From the beginning citizen leadership and environmental organizations have played key roles. By 2002, 60 community organizations and citizens groups were active on multiple issues, including cultural heritage (Francis and Whitelaw, 2002, 26 and 88-89).

The Coalition on the Niagara Escarpment, known as CONE, is an umbrella organization that aligns common interests for its 25-30 primarily environmental member organizations. With a 30-year history of working at the landscape level of the escarpment that includes monitoring the Niagara Escarpment Commission’s monthly meetings and decision-making, CONE has been a significant player in advocacy, lobbying, policy positioning and public education, including a recent *Citizen’s Guide to Protecting the Niagara Escarpment*. Along with member organizations such as Protect Our Water and Environmental Resources (POWER) and Protecting Escarpment Rural Land (PERL), CONE strenuously fights amendments to the Niagara Escarpment Plan that would permit expanded quarrying operations in the escarpment. They include extension of the Dufferin Aggregates Milton Quarry, already the largest in Canada, which the Ontario cabinet approved in 2005, and the currently proposed extension of the 50-year-old Nelson Aggregates Mount Nemo Quarry in Burlington into provincially significant wetlands and regionally significant forest. In addition to direct lobbying, for this single issue CONE monitors and communicate the NEC’s decisions; develops policy positions on aggregate extraction in the Plan Area; participates in a new Ontario Aggregate Forum that brings all stakeholders in the aggregates issue to a single table, and applies soft sell advocacy, such as a road sign program proclaiming the Niagara Escarpment, a World Biosphere Reserve (CONE).

Graham Whitelaw at Queen’s University and colleagues at the University of Waterloo, long involved with the Niagara Escarpment, observe upon the evolving role that EMOs have played in land use planning, both in domain creation and in the adoption of new or modified legal and planning rules as well as in filling the Biosphere Reserve management void left by the changing role of government in the escarpment (Whitelaw et al, 2008, 804-808). The EMO role demonstrates the importance to the way forward of engaging politicians, public service officers and citizens each on their own terms and



how essential it is to get the discourse right for achieving awareness, understanding, engagement and commitment.

### **Community Values**

Community values play a significant role in citizen response to the Niagara Escarpment. Landscape architect and planner Susan Preston interviewed residents on why they valued the escarpment and found in the three diverse communities studied that sense of place and community identity ranked very high, as did scenic, protection and recreational values, while spiritual and inspirational values were relatively high. Why the escarpment is important to residents and what they value about it are “critical aspects of what motivates [them] to make commitments, take initiatives, or engage in other forms of activism”. Preston’s research also found that the Niagara Escarpment legislation and plan “have more in common [today] with local values than many people realize” and that this relationship provides “a strong foundation and potential for significantly improved resident engagement in Escarpment planning and stewardship initiatives” (Preston, 2004, 3-4). Recognizing community values is a key component of achieving individual and collective engagement in support of valued landscapes.

In face of governmental cutbacks from 1995 on, environmental movement organizations have evolved their approach to focus on building community support and partnerships essential to fill the gaps left by government reductions, such as the Ministry of Natural Resources’ shift from “direct service delivery” to “natural resource relationships”. Local people have engaged, forming new citizens’ groups and expanding the roles of existing ones. For example, the Bruce Trail Conservancy, active since the 1960s, currently engages more than 1000 volunteers in nine clubs across the escarpment that take care of the trail and the properties for which the association is responsible. In 2008-09 the organization received donations, including land, valued at \$1.75 million (Bruce Trail Conservancy).

### **Conclusion**

The crucial and continuing role of environmental movement organizations in the Niagara Escarpment over 30 – 40 years demonstrates the importance of organizing citizen participation through leadership, strategic agendas, communications and sustained activity relevant to the mission. Reflecting the emerging international paradigm in the environmental movement, the 10-year periodic

review report for the Biosphere Reserve draws attention to the importance of community-based linkages and networks and of mobilizing collective efforts as well as to the importance of communications and information exchange on all the activities going on in the reserve area. It observes how “much depends on peoples’ sense of place and the emergence of local champions in local communities and local economies” (Francis and Whitelaw, 2002, 27).

What lessons for cultural landscapes can we draw from the Niagara Escarpment and the role of environmental movement organizations in its conservation? Let me suggest a few:

- 1) The importance of positioning cultural landscapes at the landscape scale, including their economic, political and social context, and recognizing the forces at work in this environment
- 2) The importance of applying legislation and policies to cultural landscapes at the landscape scale
- 3) The importance of collaborative planning to get cultural landscapes included in municipal plans and policy tools: To do this, we need to understand local policies and practices and build relationships with key local people and to have recognized leaders speaking for cultural landscapes through strategically positioned discourse.

Another lesson learned is the importance of building relationships with others through common interests. The experiences of a number of EMOs in the escarpment provide excellent case studies. Some opportunities related to cultural landscapes include:

- 1) Increasing awareness of cultural landscapes in buffer zones and transition areas of Biosphere Reserves
- 2) Enhancing recognition of the role in cultural landscapes of natural resources and biodiversity, on the one hand, and of place names and past land uses, on the other
- 3) Working on common objectives shared by cultural landscapes and EMOs, for example addressing issues on the nature and impact of proposed land development
- 4) Building information and participation exchanges between local and professional groups
- 5) Engaging interested people – or people who could be interested – in activities in, or related to, cultural landscapes.

Leadership, activities, strategic agendas, partnerships and communications are some of the proven approaches to creating and sustaining support for valued environments. Working with others, we need to develop effective governance approaches that can do the same for cultural landscapes and direct our discourse to achieving this objective, remembering that local people are at the centre of the cultural landscape and its protective management.

## References

- Bruce Trail Conservancy, 2008, *The Bruce Trail Reference*, ed. 25 ([Hamilton ON]: Bruce Trail Association) and <http://brucetrail.org> (accessed 22 March 2010).
- [CONE] Coalition on the Niagara Escarpment, <http://www.niagaraescarpment.org> (accessed 22 March 2010).
- Domon, Gérald, directeur, 2009, *Le paysage humanisé au Québec: nouveau statut, nouveau paradigme* (Paramètres) ([Montréal] : Les Presses de l'Université de Montréal).
- Dudley, Nigel, ed., 2008, *Guidelines for Applying Protected Area management Categories* (Gland, Switzerland: IUCN).
- Francis, George and Graham Whitelaw, 2002, Niagara Escarpment Biosphere Reserve: periodic review report, Canadian Biosphere Reserves Association, reviewers on behalf of Canada/MAB and the Canadian Commission for UNESCO, <http://www.biosphere-research.ca/Files/Reports/Niagara%20escarpment%20periodic%20review.pdf> (accessed 22 March 2010).
- Niagara Escarpment Commission, <http://www.escarpment.org/landplanning/index.php> (accessed 22 March 2010).
- Patano, Sandra and L. Anders Sandberg, 2005, "Winning back more than words? Power, discourse and quarrying on the Niagara Escarpment", *The Canadian Geographer* 49:1, 25-41.
- Phillips, Adrian, 2005, "Landscape as a meeting ground: Category V Protected Landscapes/Seascapes and World Heritage Cultural Landscapes" in Jessica Brown, Nora Mitchell and Michael Beresford, eds., *The Protected Landscape Approach: Linking Nature, Culture and Community* (Gland, Switzerland: IUCN), 19-35.
- Preston, Susan, 2004, "A community-based environmental values typology for the Niagara Escarpment", Leading Edge Conference 2004: The Working Biosphere, <http://escarpment.org/education/conference/zerofour/index.php> (accessed 22 March 2010).
- Whitelaw, Graham S., Paul F. J. Eagles, Robert B. Gibson and Mark L. Seasons, 2008, "Roles of environmental movement organisations in land-use planning: case studies of the Niagara Escarpment and Oak Ridges Moraine, Ontario, Canada", *Journal of Environmental Planning and Management* 51:6, 801-816.
- UNESCO, Natural Sciences, Biosphere Reserves, [http://portal.unesco.org/science/en/ev.php-URL\\_ID=5296&URL\\_DO=DO\\_TOPIC&URL\\_SECTION=201.html](http://portal.unesco.org/science/en/ev.php-URL_ID=5296&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html) (accessed 22 March 2010).

**Session 4: Conserver les Paysages Culturels: Harmoniser les Valeurs Patrimoniales**  
**Conserving Cultural Landscapes: Balancing Heritage Values**

**Président / Chair:** Gordon Fulton  
Directeur, Services Historiques, Parcs Canada  
Director, Historical Services, Parks Canada

**Rapporteur 4:** Roha Khalaf, Doctorante / Ph.D. Student, Université de Montréal

**3.9 TAKHT-E-SOLEYMAN: L'APPROCHE FONDÉE SUR LES VALEURS DANS LA  
CONSERVATION ET LA GESTION D'UN PAYSAGE CULTUREL EN IRAN**  
**TAKHT-E-SOLEYMAN: VALUES-BASED APPROACH TO CONSERVATION AND  
MANAGEMENT OF A CULTURAL LANDSCAPE IN IRAN**

**Shabnam Inanloo Dailoo,** Étudiante Postdoctorale, Faculté de l'aménagement  
Post-doctoral Fellow, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal

## **ABSTRACT**

This paper aims to promote concern for the full range of values represented in cultural landscapes as heritage places and to promote conservation of key elements of landscapes, so that both the character and the spirit of place are protected. Management plans must emphasize the protection of the values and characters as well as the integrity and authenticity of these resources. Values-based management has emerged as a response to this need. The traditional way of thinking has no real place in managing cultural landscapes and their continuing change. Countries should start the process of developing a heritage management strategy that could be applied to cultural landscapes. To achieve this, first it is important to understand how to deal with cultural landscapes at the beginning of the process of defining and understanding values.

Cultural landscapes should be recognized as places where the values may be embodied in process and unique land use, rather than a specific set of physical remains. In other words, they should be considered as a collection of elements and a collection of layers of usage involving a whole series of patterns on land rather than any individual element within it.

The site of Takht-e-Soleyman is selected to illustrate the challenges of recognition and conservation of multiple values in cultural landscapes. Human activities have shaped and modified the natural features (vegetation) and the cultural features (buildings, structures, roads and water streams) of the broader landscape of this place.

## **TEXT**

### **1. Cultural Landscapes**

Cultural landscapes are like living documents. From them it is possible to learn about the relationship between nature and culture, tangible and intangible heritage, and biological and cultural diversity. The future of landscape is important to quality of life and its conservation must be a priority. Cultural landscapes are usually places that have cultural, historical, spiritual, social and economic values as well as ecological and natural ones, although these values are relative and contextual and they vary over time. Different cultural groups understand landscapes based on their unique worldviews. Cultural background and worldviews are therefore crucial to identifying the values of places as cultural landscapes. Obviously a mechanism will be required to resolve problems when differing community groups value the same landscape for different purposes. Values of heritage should also be considered

through time. Values can change, but how do they change? Over generations, a place could be valued for totally different reasons. A heritage place should be managed in a way so that those values can survive over time as well. New ideas and themes will emerge and conservation approaches should be chosen carefully to protect as many values as possible and to ensure a wide range of future alternatives.

The conservation of values of cultural landscapes and their characteristics is important because it helps to protect the character and the spirit of place and to recognize change over time while providing for the future changes that respect values. Conserving cultural landscapes, moreover, provides cultural, ecological, scenic, social, economic and other opportunities. Similar to other heritage places, cultural landscapes play a significant role in supporting national identity today and for future generations and therefore, their conservation is important in protecting the cultural expression of different traditions.

In many cases, cultural landscapes are under threat mainly because of a misapplication of theory in practice. The other reasons are that the continuity of and natural integrity of cultural landscapes and the relationship between associated environment, natural forms and constructed objects are not often understood. The traditional conservation frameworks do not properly recognize cultural landscapes and their multiple values. And, cultural landscapes are mismanaged due to a lack of guidance for management decisions and inexperienced field professionals.

For the purpose of this paper, the site of Takht-e-Soleyman in Iran is discussed as an example to illustrate the challenges of conservation and management of such cultural landscapes which are connected to identification of their values.

## **2. The Site of Takht-e-Soleyman**

### **2.1 Introduction**

Takht-e-Soleyman is located in Northwest Iran in the West Azerbaijan Province, near the town of Takab (Figure 1). The area is significant for its geomorphological, natural and archaeological features. Takht-e-Soleyman is one of the most ancient ritual places of Zoroastrians ever discovered (Iranian Cultural Heritage Organization, 2002).

In 1931, Takht-e-Soleyman was designated and placed on the National Heritage List of Iran. It is one of the few Grand Historic-Cultural Projects of Iran initiated since 1993, and during the ensuing years core and buffer zones were defined for the site. Takht-e-Soleyman was inscribed on the World Heritage List in 2003, as a World Cultural Heritage Site.



Figure 1- Takht-e-Soleyman – Location. (Source: Iranian Cultural Heritage Organization)

## 2.2 Landscape Features

The landscape of the area is characterized by the archaeological remains in the Takht-e-Soleyman (Solomon's Throne) Platform and Zendan-e-Soleyman (Solomon's Prison) Hill, as well as other integral parts such as natural features (mountains, river, woodland and thermal springs), agricultural areas (farmlands and orchards), and the Takht-e-Soleyman Village located between the Platform and the Hill. The site's natural peculiarity was a key factor in its selection as a sanctuary (Huff); the Hill has the same geological formation as that of the Takht and its lake; however, it has a high conical summit (Iranian Cultural Heritage Organization, 2002).

### Zendan-e-Soleyman Hill

There are remnants of a historic sacred place for worshipping *Anahita*, the Goddess of water around the opening of Zendan-e-Soleyman's hollow sedimentary Hill, dating back to the first millennium BC (Figure 2). The Hill is about 110 meters high, which has a mouth approximately 60 meters wide and 100 meters deep and still possesses gas springs below the visible sedimentary layers and ruins deposits (Iranian Cultural Heritage Organization, 2002).

Zendan-e-Soleyman, once a great thermal spring, was dried up by its own sediments, most probably due to a seismic cataclysm. The early residents, taking it as the dissatisfaction of the Goddess of Water, left the place and settled around another spring nearby - Takht-e-Soleyman Lake - to praise *Anahita* more respectfully.



**Figure 2- Zendan-e-Soleyman Hill.** (Photo: Sh. Inanloo Dailoo)

The region on the west side of Zendan has many thermal water springs. Local people believe that these springs possess mysterious powers. These springs are an integral part of the site.

### Takht-e-Soleyman Platform

The Platform is elliptical made of calcareous sediments (380 by 300 meters), surrounded by a masonry wall and 38 buttresses which make it resemble a fort (Figure 3). The wall is about 1.12 kilometres long, 3.8 meters wide and 13 meters high (Naumann, 1995).

There is evidence of a residential enclosure on the Platform, possibly the remnants of a small hamlet, called *Shiz*, from the Achaemenid period (6 - 4th centuries BC). But the most important buildings are those from Sassanid period (3rd - 7th centuries AD) (Naumann, 1995). The *Azargushnasp*



Fire Temple and the *Anahita* Water Temple were built on the Platform with the Anahita Temple, indicating that Water and Fire were worshipped at the same place and at the same time. Avestan texts show that *Azargushnasp* or *Adur-Gushnasp* was one of the three principal fire temples which contained the most revered fires in Sassanid period (Huff). The other two have not been located so far (Iranian Cultural Heritage Organization, 2002). It was the symbol of the unity of the Nation; after the coronation at Ctesiphon in Mesopotamia, Great Kings went there on foot for pilgrimages.



**Figure 3- Takht-e-Soleyman Platform.** (Photo: Sh. Inanloo Dailoo)

After Arabs attacked Iran, the local residents called it Takht-e-Soleyman to preserve it from more destruction (reference to the name of the Prophet Solomon, to whom Muslims have respect) (Iranian Cultural Heritage Organization, 2002).

In 1270, the site was restored and used as a hunting palace, called *Setourigh* (Naumann, 1995). This place was neglected in the 14th century and abandoned until early 19th when it was first re-discovered (Huff).

## The Sacred Lake

In the middle of the Platform is the sacred Lake, which has a spring in the bottom with a mouth about two meters in diameter (Figure 4). The shape of the Lake is also elliptical, with a great diameter of 115 meters and is funnel-shaped in vertical section (46-115 meters deep) (Naumann, 1995). Water flows out of the Lake toward the surrounding agricultural lands through two streams. The amount of the water coming from the spring in the bottom of the Lake and the amount of the water flowing out of the Lake through these two streams are almost equal, keeping the level of water almost unchanged. The diameter of the Lake decreases approximately one centimeter per year due to water sedimentations.



**Figure 4- The Sacred Lake on the Platform.** (Photo: Sh. Inanloo Dailoo)

## Takht-e-Soleyman Village

Takht-e-Soleyman Village is an integral part of the greater landscape which is located between the Platform and the Hill (Figure 5). The vernacular architecture of the village reflects the environmental, cultural and historical context. The buildings in the Village are built from local materials and with a respect to environmental factors.



**Figure 5- Takht-e-Soleyman Village.** (Photo: Sh. Inanloo Dailoo)

### 2.3 Heritage Values of Takht-e-Soleyman

This site has many tangible and intangible values, the list below highlights some of them:

- historical: archaeological remains; architectural structures
- natural: the Platform and the Hill; thermal springs; mountains and river; fauna and flora; medicine plants; mines
- social: local communities
- economic: farmlands and orchards; tourism
- research and Training: workshops; field trips
- symbolic: landmark; and,
- associative values: religious ceremonies; myths and oral histories; names and places.

In brief, Takht-e-Soleyman represents the deep understanding of ancient people of the relationship between their philosophy and natural features. The layout of the Sassanid Fire Temple and buildings is an outstanding example of the blending of natural and built landscape into a whole.

The region on the west side of Zendan-e-Soleyman has many thermal water springs. Local people believe that these springs possess mysterious powers. The area is rich in terms of medicine plants and wildlife.

Takht-e-Soleyman had a religious significance in Sassanid period and still conveys its significance. Zoroastrians from other parts of Iran and other countries, like India, come and perform rituals and religious ceremonies in the ruins of the fire temple at least once a year.

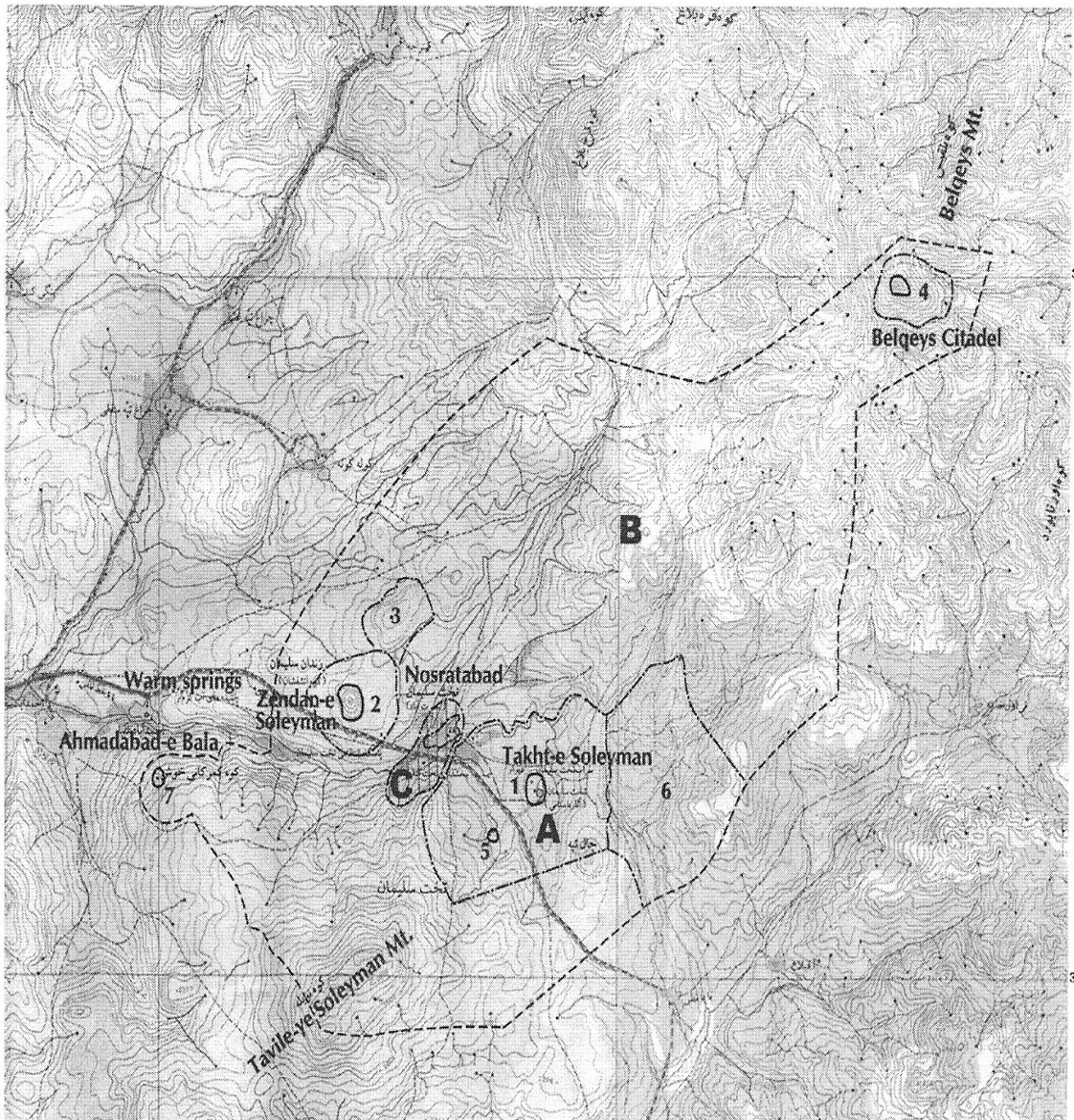
The Platform and the Hill are familiar physical and symbolic landmarks for the current residents in the area and the region. The local residents, although from another faith, have developed deep relationship with the site and respect its sacredness and truly believe in the myths related to it.

## 2.4 Management and Planning Context

### Conservation Tools and Strategies

Takht-e-Soleyman is protected under the “Preservation of National Properties Act - Antiquity Act” of 1930. The Iranian Cultural Heritage, Handicraft and Tourism Organization (ICHHTO) is the responsible authority for the implementation of this act. The organization defined core and buffer zones for Takht-e-Soleyman in 1993 and covers an area of 10 hectares (Figure 6). The area has three levels of zoning. The core is Takht-e-Soleyman Platform which is like a bowl in the middle of the buffer zone. Any kind of intervention or physical/functional modification must consider the specified conservation regulations (Iranian Cultural Heritage Organization, 2002). Although the organization has identified the boundary of the site and categorized it in different zones with varied physical and visual development restrictions, they are not responsible for the conservation of the natural elements and environment of the site.

This area falls within the boundaries of a Protected Area and a Wild Life Refuge recognized by the Department of Environment of Iran (Iran Department of Environment, 2005). These areas are important in terms of natural resources. Very strict regulations are in place for such areas which control any type of development. Lack of effective communication between organizations, difficulties in negotiations and separation of the natural and cultural conservation are the main concerns at Takht-e-Soleyman.



**Figure 6- Takht-e-Soleyman - Site Boundaries and Zoning.** (Source: Iranian Cultural Heritage Organization)

### State of Conservation

The focus of conservation activities has been largely on excavation, maintenance, partial restoration and reconstruction within the boundaries of the Platform. Very limited excavations have been performed in the landscape. The defined boundary of the site and the zoning regulations do not include the conservation of the natural elements and environmental aspects of the site.

Considering the evolutionary character of landscape, most of the changes evident in the landscape of Takht-e-Soleyman are reasonable and a part of its nature, such as the natural changes in the pathway of the river or change in the vegetation along the riverside - due to aging, diseases or natural disasters, or the changes on the edges of the Lake on the Platform, decreasing the diameter of the Lake due to water sedimentation (approximately one centimetre per year) (Iranian Cultural Heritage Organization, 2002). These all happen naturally and no intervention could or should be made. The other change happens at Takht-e-Soleyman Village. The changes undertaken by local residents based on traditional lifestyles have been minimal; however, major developments are problematic.

## 2.5 Threats to the Site

One of the many concerns that overshadow the future of Takht-e-Soleyman is the Village Development. There was a master plan in place for the village which was later discontinued. The proposed plan neither considered historical context and identity of the area, nor topography and environmental factors. Currently, there is a will to prepare an improvement plan for the village instead of subdividing the agricultural lands for urban development.

Another concern is with regard to the changes in land-use. The archaeological heritage of the site is enriched by the Sassanid town, which is now covered by surrounding agricultural fields and still needs to be excavated. The continuity of the existing land use is critical. However, intensifying the existing agricultural activities may cause degradation.

New facilities constructed inside and outside of the Platform for the purpose of enhancing the visiting experience did not follow any specific planning. Their placement are problematic.

The area has a high mineral resources potential. If these mines were to be heavily used, the landscape would be changed by the mines themselves, and their refining processes.

## 2.6 Cultural Heritage or Cultural Landscape

Takht-e-Soleyman was nominated, evaluated and designated on the World Heritage List as a cultural heritage property under criteria (i) (ii) (iii) (iv) and (vi) (ICOMOS, 2003; Iranian Cultural Heritage Organization, 2002). Although it could have been nominated as a cultural landscape rather than a complex of 14 scattered historic sites, the Iranian authorities only emphasized the architectural, archaeological and historic aspects of the site. It is not recognized as cultural landscape either internationally or nationally. This underestimates the site's values. The result, which gives priority to

historical and cultural considerations, will be a lack of effective management planning in which the landscape as a whole, including those natural features that are crucial to the integrity of the site, and its inhabitants are considered.

This paper argues that Takht-e-Soleyman is a cultural landscape because it is a place that represents interrelationship between people and environment. It possesses multiple values and contributes to the historical continuity of the area. It has evolved and changed over time due to human activities and natural factors, and it recognizes traditional knowledge and resource management systems.

## 2.7 Conservation Challenges and Implications

As a cultural landscape, the challenges in conservation of Takht-e-Soleyman relate to identification and evaluation of values, issues of developments and changes in land use, issues of ownership and multiple jurisdictions and lack of management guidelines and planning.

Iranian authorities are more focused on restoration projects. The more coherent plan that reflects stakeholders' values and locals and Zoroastrians' values is not an approach applied yet. To address these challenges, Iranian authorities, at national level, have to revise their legislation to enable them to adopt cultural landscapes as heritage properties. They should develop new theoretical framework to inform policy and management decisions. It is critical for them to prepare a vision statement on the future of sites and provide clear decision-making criteria. Meanwhile, they should link different cultural landscape activities and raise awareness within different departments of government. On the other hand, responsible local authorities also should develop a more comprehensive management plan. They should reserve certain parts of lands and not allow them to be developed, and promote the primary activity of the areas which is farming.

## 3. Identification and Conservation of Values in Cultural Landscapes

This review of the site of Takht-e-Soleyman confirms that the management of cultural landscapes cannot be separated from recognition of their values and interdependencies. The category and title of designated heritage property, that reflect identification of values, play a significant role in their conservation and only the identified values are protected.

The partial acknowledgment of values is not just specific to the World Heritage designations; rather, it is a shortcoming of national heritage conservation legislation and frameworks in many

countries. Such places lack a comprehensive, all inclusive and effective landscape management plan that recognizes their values, multiple stakeholders and local communities. Lack of effective communication between organizations, and separation of the natural and cultural conservation organizations are also among the main concerns.

#### **4. Values-based Management of Cultural Landscapes**

Managing heritage resources is primarily about managing values, identifying and understanding values. The traditional heritage conservation frameworks often cannot embody new concepts such as cultural landscapes and need to be changed in order to integrate the new concepts; otherwise, they lead to malfunction or crisis (Inanloo Dailoo, 2009). Values-based management of historic places is distinct from materials-based management, which is the traditional and historical way of thinking on the part of those who manage physical places and conserve the physical elements that were believed to articulate a site's values. Values-based management is a “coordinated and structured operation of a heritage site with primary purpose of protecting the significance of the place” that considers interests and concerns of stakeholders (de la Torre, 2005, 5). The debate that is now happening is a debate about the range of elements that can be considered heritage values.

A values-based management is appropriate for cultural landscapes that goes beyond conservation of physical elements and takes the following into account:

- considers cultural landscape as a collection of elements and layers of history and usage rather than individual elements within it;
  - recognizes values embodied in relationships, processes, patterns and unique land use;
  - considers the changes in landscapes resulting from human activities and natural processes;
  - understands the structure and functions of landscapes;
  - considers variety of meanings and multiple constituencies of cultural landscapes;
  - considers contextual conservation based on traditional management systems and local ownership; and
  - recognizes the connections between successful conservation and local community involvement.
- Yet, the challenge is how to address all these requirements in one single management plan.



## 5. Conservation and Management of Takht-e-Soleyman

Values-based management could, in this sense, be a useful approach in protecting as many values as possible in Takht-e-Soleyman, only if its concept, principles and requirements are well-understood, wisely-adopted and fully-applied. It could enforce better protection of Takht-e-Soleyman's surrounding environment which was the main reason for selection of the site for building the sanctuary, and for its occupation for thousands of years. Takht-e-Soleyman's fire temple dating back to thousands years ago continues to be functional, although only symbolically, and offers spiritual sustenance to today's Zoroastrians and contributes to the historical continuity of the area. Such a management approach could also protect the site's symbolic, religious and spiritual values beside other physical features.

Heritage management strategy that considers management of multiple values of landscapes while recognizing their dynamic nature is related to sustainable management and planning. The concept of sustainability in conservation of cultural landscapes involves the long-term effects of management decisions and relates to connecting local people and sites. Takht-e-Soleyman, as a cultural landscape, gives meaning and identity to the lives of local residents, then locals should be given the responsibility for planning and protecting landscape of value to them. Zoroastrians, however, value Takht-e-Soleyman for different reasons. There is a real need to involve Zoroastrian representatives in the management planning of the site to ensure that their world view and traditions are taken into account. More practically, when involved they are more likely to participate both financially and as volunteers if consulted during planning, conservation, development, and operations. This would not be possible without looking into ways of enhancing the management capacity of the authorities and stakeholders so that they can participate in and create solutions.<sup>1</sup>

## 6. Conclusion

For effective cultural landscape conservation, it is crucial to determine and understand how the natural environment, biodiversity, and ecosystem integrity, as well as human activities, cultural diversity, traditions and social values are conserved. The changes in patterns and processes of landscapes resulting from human activities should be considered in the management of ecosystems and landscapes. Understanding the structure and function of landscapes and developing a new theoretical framework are also crucial for sustainable landscape conservation, management, and planning for the future. Such a conservation framework must be able to inform policy and management decision.

This review of Takht-e-Soleyman clarified that at national level, the site is protected, but only the values identified for its designation are priorities of the government. The landscape features of the site fall far behind archaeological and architectural features in any analysis. This site benefits from some degree of natural areas protection programs; however, these programs and their activities are not linked to heritage conservation activities, both being dealt with separately. Conservation of cultural landscapes must be addressed with complete understanding of the local circumstances, opportunities and restrictions.

## References

- de la Torre, M. (Ed.). (2005). *Heritage Values in Site Management*. Los Angeles: The Getty Conservation Institute.
- Huff, D. TAKHT-E SOLAYMAÚN. Retrieved November 2, 2007, from <http://www.iranica.com/newsite/>
- ICOMOS. (2003). Evaluations of Cultural Properties: Takht-e-Suleiman (Iran). *World Heritage Committee 27th Ordinary Session, Suzhou (China)* Retrieved August 10, 2007, from [http://whc.unesco.org/archive/advisory\\_body\\_evaluation/1077.pdf](http://whc.unesco.org/archive/advisory_body_evaluation/1077.pdf)
- Inanloo Dailoo, Shabnam. (2009). *Takht-e-Soleyman and Head-Smashed-In Buffalo Jump: The Recognition and Conservation of World Heritage Cultural Landscapes*. Ph.D. Dissertation. Calgary: University of Calgary.
- Iran Department of Environment. Department of Environment. Retrieved December 06, 2005, from <http://www.irandoe.org/en>
- Iranian Cultural Heritage Organization. (2002). Proposal for Nomination of Takht-e-Soleyman on the World Heritage List as a Cultural Property: Takht-e-Soleyman: Fire Temple of Knights (VI th-XIII th Centuries). Retrieved November 2, 2007, from <http://whc.unesco.org/en/list/1077/documents/>
- Mitchell, Nora, Mechtild Rosler and Pierre-Marie Tricaud (authors/eds). (2009). *World Heritage Cultural Landscapes: A Handbook for Conservation and Management*. Paris: UNESCO World Heritage Centre.
- Neuman, W. L. (1997). *Social Research Methods: Qualitative and Quantitative Approaches* (3rd ed.). Toronto: Allyn and Bacon.

---

<sup>1</sup> UNESCO world Heritage Centre's new publication "World Heritage Cultural Landscapes: A Handbook for Conservation and Management" provides useful information on this topic.

**Session 4: Conserver les Paysages Culturels: Harmoniser les Valeurs Patrimoniales  
Conserving Cultural Landscapes: Balancing Heritage Values**

**Président / Chair:** Gordon Fulton  
Directeur, Services Historiques, Parcs Canada  
Director, Historical Services, Parks Canada

**Rapporteur 4:** Roha Khalaf, Doctorante / Ph.D. Student, Université de Montréal

**3.10 LE CHEVAUCHEMENT DANS LES PAYSAGES CULTURELS: NÉGOCIER LA  
VALEUR PATRIMONIALE  
OVERLAPPING CULTURAL LANDSCAPES: MEDIATING HERITAGE VALUE**

**Julian Smith**, Directeur Exécutif, École des Arts de la Restauration de Willowbank  
Executive Director, The School of Restoration Arts at Willowbank



**Julian Smith**  
(Photo : Sh. Inanloo Dailoo, 2010)

**Session 5: Conserver les Paysages Culturels: Intégrer les Nouveaux Développements**  
**Conserving Cultural Landscapes: Accommodating New Developments**

**Président / Chair:** Jean-Claude Marsan

Professeur émérite, École d'architecture, Faculté de l'aménagement

Professor Emeritus, School of Architecture, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal

**Rapporteur 5:** Christienne Uchiyama, Étudiant / Student, Carleton University

**3.11 LE CADRE THÉORIQUE POUR L'INSERTION DES NOUVEAUX  
DÉVELOPPEMENTS DANS LES PAYSAGES CULTURELS**  
**THEORETICAL FRAMEWORK FOR INSERTING NEW DEVELOPMENTS INTO  
CULTURAL LANDSCAPES**

**Randall Mason**, Professeur Associé, École de Design, Programme d'études Supérieures de la  
Préservation Historique, Université de Pennsylvanie

Associate Professor, School of Design, Graduate Program in Historic Preservation, University of  
Pennsylvania



**Randall Mason**

(Photo : Sh. Inanloo Dailoo, 2010)

**Session 5: Conserver les Paysages Culturels: Intégrer les Nouveaux Développements**  
**Conserving Cultural Landscapes: Accommodating New Developments**

**Président / Chair:** Jean-Claude Marsan

Professeur émérite, École d'architecture, Faculté de l'aménagement

Professor Emeritus, School of Architecture, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal

**Rapporteur 5:** Christienne Uchiyama, Étudiant / Student, Carleton University

**3.12 EST-CE QUE LES NORMES ET LIGNES DIRECTRICES POUR LA CONSERVATION  
DES LIEUX HISTORIQUES FOURNIT UNE DIRECTION ADÉQUATE POUR  
L'ÉVOLUTION DES PAYSAGES CULTURELS?  
DO CANADA'S STANDARD AND GUIDELINES FOR THE CONSERVATION OF  
HISTORIC PLACES PROVIDE ADEQUATE GUIDANCE FOR EVOLVING  
CULTURAL LANDSCAPES?**

**John Zvonar**, Architecte Paysagiste en Conservation, Direction de la Conservation du Patrimoine,  
Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Conservation Landscape Architect, Heritage Conservation Directorate Public Works and Government  
Services Canada



**John E. Zvonar**

(Photo : Sh. Inanloo Dailoo, 2010)

## ABSTRACT

Is there ‘adequate’ guidance for Evolving Cultural Landscapes through the Standards and Guidelines for the Conservation of Historic Places in Canada? The short answer to this question is yes, but with conditions. This paper begins with a definition of Cultural Landscapes (UNESCO, Parks Canada), continues in understanding what is an ‘Evolving’ Cultural Landscape and then explores the ‘tools’ that are available through the Standards and Guidelines. It concludes with a consideration of the adequacy of these ‘tools’ using a case study.

The goal in using a Heritage Conservation approach, is to understand and to protect heritage values and, by extension, the character-defining elements which comprise a Historic Place’s heritage character. Employing the Standards and Guidelines, there are four steps towards achieving successful conservation projects: articulate the Heritage Value and Character-Defining Elements; determine Primary Treatment; review the Standards (principles); and, follow the Guidelines for the appropriate resource type. While there is no explicit (and adequate) guidance within the Standards and Guidelines, one of the Rehabilitation Standards aims to conserve the heritage value and character-defining elements when creating any new additions to a Historic Place or any related new construction. This new work should be made physically and visually compatible with, subordinate to and distinguishable from the Historic Place.

The Landscape Guidelines provide a rational site planning approach to looking at this topic. Landscapes in the context of these guidelines are defined as exterior spaces that have been assigned cultural (including spiritual) meaning, or that have been deliberately altered in the past for aesthetic, cultural, or functional reasons. From macro to micro the categories include: land patterns; landforms; spatial organization; vegetation; circulation systems; water features; built features; and, views or other visual relationships. Buxton Settlement NHSC in Southwestern Ontario is used as a case study to explore this discussion in more detail.

## TEXT

Is there ‘adequate’ guidance for ‘evolving’ Cultural Landscapes through the *Standards and Guidelines for the Conservation of Historic Places in Canada*? As someone who has worked in this realm for some time, the short answer is yes, but with conditions.

Using a Heritage Conservation approach, typically the goal is, or at least should be, understanding and protecting heritage values and, by extension, the character-defining elements which comprise a place's heritage character. But to answer the question at hand, let us first begin with a definition of 'evolving' Cultural Landscape; then explore what 'tools' are available through the *Standards and Guidelines*; and, then discuss whether or not these 'tools' are adequate.

## **Definition**

To Parks Canada, a Cultural Landscape is 'any geographical area that has been modified, influenced, or given special cultural meaning by people.' To UNESCO, Cultural Landscapes represent the 'combined works of nature and of man' and are illustrative of the evolution of human society and settlement over time, under the influence of the physical constraints and/or opportunities presented by their natural environment and of successive social, economic and cultural forces, both external and internal. Of its three categorizations of Cultural Landscape – designed and associative Cultural Landscapes being the other two categories – UNESCO defines an Organically Evolved Landscape as that which results from an initial social, economic, administrative, and/or religious imperative and has developed its present form by association with and in response to its natural environment and thus reflects that process of evolution in its form and component features. While there are two sub-categories, this paper will focus on the Continuing Landscape and not the Relict (or fossil) Landscape, i.e. one in which an evolutionary process came to an end at some time in the past, either abruptly or over a longer period of time.

The Evolving Cultural Landscape is one which retains an active social role in contemporary society closely associated with the traditional way of life, and in which the evolutionary process is still in progress. At the same time it exhibits significant material evidence of its evolution over time. There are many examples of this category across Canada. Of note are Grand-Pre in Nova Scotia, Neuberghal in southern Manitoba, both the Bar U Ranch and Victoria Settlement in Alberta, and Hatley Park in British Columbia.

## **Tools for Adequate Guidance?**

So, given the interest in protecting these places, what tools are available to us? The purpose of the *Standards and Guidelines* is to provide sound, practical guidance to achieve good conservation practice. [Parks Canada, 2003] They clearly lay out the process that is to be followed in dealing with

our fragile and irreplaceable Historic Places, i.e. from understanding Historic Places to making changes to them. (Historic Place here is defined as a structure, building, group of buildings, district, landscape, or archaeological site that has been formally recognized for its heritage value. They can include landscapes of all types and sizes (such as urban parks or Aboriginal sacred sites or entire urban districts), with their related natural and built features.)

There are four main steps towards achieving successful conservation projects. They are:

1. Articulate the Heritage Value & Character-Defining Elements The critical first step in the process is to identify Heritage Values and to describe the Character-Defining Elements that represent those values.
2. Determine the Primary Treatment The next step is to decide whether the project is essentially Preservation, Rehabilitation or Restoration.
3. Review the Standards The Standards are the principles (norms) for respectful conservation and can be applied to new construction attached, adjacent or related to the resource type.
4. Follow the Guidelines for the Appropriate Resource Type Following an understanding of the Historic Place and its components, the next step is to follow the appropriate Guidelines (before project work begins). These statements provide practical guidance in applying the Standards or principles.

### **Adequacy of the Tools?**

It is worth noting how often the term ‘Cultural Landscape’ appears in the First Edition. Tellingly, it does not appear at all, let alone provide any explicit guidance. The apparent oversight is tempered somewhat by the fulsome inclusion of a robust Landscape section, although the categories appear as isolated pieces and are not necessarily easily understood as parts of an interconnected whole. For those of us trained in the field of landscape architecture (necessarily looking at the big picture and the links) and for the seasoned Heritage Conservation veteran, this is just a starting point: we all know that the Cultural Landscape is greater than the sum of its parts.

### **Adequacy of the Standards?**

So, in the absence of explicit direction in regards to Evolving Cultural Landscapes, let us review four of the 14 Standards for inspiration and guidance.

- Standard 1 Conserve the *heritage value* of a Historic Place. Do not remove, replace, or substantially alter its intact or repairable *character-defining elements*.



- Standard 2 Conserve changes to a *Historic Place* which ... have become *character-defining elements* in their own right.
- Standard 5 Find a use for a *Historic Place* that requires minimal or no change to its *character-defining elements*.

One of the Rehabilitation Standards, No.11, states “Conserve the heritage value and *character-defining elements* when creating any new additions to a Historic Place or any related new construction. Make the new work physically and visually compatible with, subordinate to and distinguishable from the Historic Place.”

Each of these standards is applicable to all conservation projects where conservation refers to retaining the Heritage Value of Historic Places and to extending their physical life. These could equally apply to Evolving Cultural Landscapes, whether understanding values, character-defining elements, evolution and/or use.

### **Adequacy of the guidelines for Landscapes/**

The well-developed Landscape guidelines read as a rational site planning approach to looking at this topic. Landscapes in the context of these guidelines are defined as exterior spaces that have been assigned cultural (including spiritual) meaning, or that have been deliberately altered in the past for aesthetic, cultural, or functional reasons. From macro to micro the categories include: land patterns; landforms; spatial organization; vegetation; circulation systems; water features; built features; and, views or other visual relationships.

While there is no explicit mention of Cultural Landscapes *per se*, the introduction offers a stern warning: the Guidelines, including their separate components, should not be used in isolation. There may be heritage value in the relationships between landscapes and archaeological sites, buildings or engineering works, and therefore, those sections of the Guidelines should also be consulted when undertaking a project. It might be assumed that this warning also applies to the relationships that typically exist within the identified landscape categories.

Again, the intention is to protect all heritage values associated with the Historic Place and not compromise them when undertaking a project. So, there is hope for Evolving Cultural Landscapes but, as noted at the outset, even with these tools in hand, success in achieving ‘adequate’ guidance is not guaranteed.

The Heritage Conservation Directorate (HCD), the National Centre of Expertise in Heritage Conservation for the Canadian federal government, has wrestled with historic landscapes since the 1970s. We have had the honour of studying, debating, determining and protecting heritage values for many sites across the land and abroad, but especially for Parks Canada and under the umbrella of its *Cultural Resource Management Policy*.

As per the *CRM Policy*, cultural resources, i.e. those resources deemed to have historic value, rarely occur in isolation and will be safeguarded and presented for public benefit and often derive their value from being part of a place or a site. [Parks Canada, 1994] Of particular note, they will be valued in their context and will be considered as a whole and as discrete parts. As well, a cultural resource whose historic value derives from its witness to many periods in history will be respected for that evolution, and not just for its existence at a single moment in time. All of HCD's work has been conducted within this philosophical framework. However, with its introduction in 2003 we began re-organizing our studies to reflect the structure of the *Standards and Guidelines*, whether for Parks Canada or for those of the 'extended family' of NHSCs.

While the answer to the original question about 'adequate' guidance for Cultural Landscapes might be answered in the affirmative, let us use an example which predates the release of this document: Buxton Settlement NHSC in Southwestern Ontario. This example is instructive, not only in its width and breadth, but in the depth that the study reached to ensure the protection of the ascribed heritage values, again conducted in a *CRM* 'frame of mind.'

The example is also instructive in that many of its conclusions might not have been possible given a strict reading/interpretation of the *Standards and Guidelines*, yet the study itself would help to influence direction vis-à-vis the consideration of Cultural Landscapes for the proposed next edition.

### **Case Study : Buxton Settlement NHSC**

*“Every community has its character – its own chemistry and feeling. The inhabitants are shaped by its past and, in turn, shape its future. Time has a way of forcing change on the small town landscape, often with an apparent lack of consideration of value.”* (Bryan Prince in HCD, 2003.)

Dating from the original Elgin Settlement of 1849, the Buxton Settlement National Historic Site of Canada (NHSC) is a 9,000 acre agricultural landscape comprised of flat, worked fields defined by deep drainage ditches and a grid of intersecting roads (Figure 1). Homesteads are scattered throughout

and include two hamlets, which boast important religious, educational and cultural institutions associated with the settlement's founding by Underground Railroad refugees.



**Figure 1- The grid of intersecting roads and system of drainage ditches at Buxton NHSC.**  
(HCP/PWGSC, 2002)

The Buxton Settlement was designated an NHSC in 1998 because it speaks to the successful realization of the block or planned refugee settlement in Canada, and continues as a living memorial to its founders and to the courage of every Underground Railroad refugee who took their life in their hands and chose Canada as their home. It survives as a distinct Cultural Landscape, and continues to function as a community while preserving tangible reminders from its past.

The heritage value of Buxton Settlement NHSC resides in its illustration of a successful Underground Railroad refugee block settlement through the survival of land-use patterns and associated built resources (Figure 2).

A partial listing of the character-defining elements, include:

- the agricultural land-use patterns [expressed through open spaces with field plots demarcated by hedgerows, tree lines, or differing planting patterns] and remnants of the original planned settlement seen in surviving 50-acre plots;
- the road grid following originally surveyed N-S roads and E-W concession lines;
- the system of drainage ditches paralleling the road grid;
- the settlement nodes of North and South Buxton; and,
- the Settlement Pear Tree associated with traditional homecoming in North Buxton (since 1924).



**Figure 2- The surviving agricultural land-use patterns in surviving 50-acre plots.**  
(HCP/PWGSC, 2002)



**Figure 3- Raleigh Public School No.13 in North Buxton.**  
(HCP/PWGSC, 2002)



**Figure 4- The Settlement Pear Tree, associated with the traditional homecoming at Buxton NHSC since 1924.** (HCP/PWGSC, 2002)

Fervently led my late colleague, Joann Latremouille, the *Historic Landscape Conservation Guidelines* (2003) resulted from a close examination of Buxton’s Cultural Landscape. The ultimate goal was the inclusion of the guidelines in the Official Plan of the Municipality of Chatham-Kent, so that “change when it comes to Buxton will in fact support, or at the very least not detract from, the historic values of this community.” [HCP, 2003]

The study’s examination included: an overview of the historic trends that shaped the landscape; a discussion of its boundaries; and an analysis of landscape patterns, historic structures and nodes of cultural importance. The study critically assessed the protection that this Cultural Landscape enjoyed in the municipality’s current planning legislation, and attempted to identify:

- potential vulnerabilities, i.e. the ways in which the heritage character and values of Buxton Settlement are potentially at risk under existing municipal planning legislation (threats); and
- future stressors, i.e. foreseeable development pressures.

Notably, both of these broader concepts are absent from the *Standards and Guidelines*.

The resultant guidelines included the following categories which, must be said, recognized the values in the relationships: Topography and Drainage; Roadways; Land Use, Setbacks and Property Size; and, Vegetation and Crops.

If the study was undertaken today and used the *Standards and Guidelines* as the framework, I am convinced that the outcomes, i.e. conclusions/recommendations, would have been virtually the same, however slightly restructured to reflect this document’s format. The issues of land use, scale and the like would have been addressed – not necessarily because of the *Standards and Guidelines* – but rather as a result of the author’s close collaboration with the community to understand these broader concepts, and the author’s depth of experience.

### **Threats and Stressors: Guidance?**

One of the burning questions today revolves around the continuing threat of modern transportation and utility corridors in the community, and the issue of burgeoning ‘green energy’ technologies, such as wind turbines. While these energy generators might fit in with the concept of an evolving ‘forward-thinking’ culture, and while we might understand the financial imperative influencing landowners to go in this direction, would these visually obtrusive features complement or detract from the zen-like character of this special place?

The study recommended that Chatham-Kent ensure that the Buxton Settlement is protected from any future development of large-scale transportation or utility corridors within its boundaries, though no explicit mention of wind turbines. Curiously, the same planners who were supportive of the direction of these guidelines were the same planners who recently gave assent to a wind turbine project along the Lake Erie shoreline. (Unfortunately, the community is not any closer to seeing these guidelines embedded in the municipal by-laws of Chatham-Kent.)

Standard 11 would have provided some direction as far as conserving heritage value and character-defining elements when creating any new additions and ensuring that they be physically and visually compatible with, subordinate to [scale] and distinguishable.

But again, while an experienced conservation professional would have understood this dichotomy from the outset, this ‘tool’ may not be so obvious for the average user and may result in an awkward conclusion. Therefore, these Guidelines must be strengthened.

A workshop was held in 2007 to address what were seen as the apparent shortcomings of that first edition, including: the role that the *Standards and Guidelines* had in conserving Cultural Landscapes; an acceptable definition for Cultural Landscapes; and, the need for additional guidelines so to adequately address the conservation of Cultural Landscapes. This ‘think tank’ deliberated questions of landscape evolution and the concept of ‘continuing use,’ one of the most important considerations in order to protect heritage values. In the end, additional categories may be included in the next edition to address those shortcomings.

## **Conclusions**

There is no simple recipe on how to manage these typically complex places. And, as was evident through the conclusions of the Buxton Settlement study, and others like it across the country (approaches, recommendations) the future – as embodied in the next edition of the *Standards and Guidelines* – promises a more comprehensive approach to protecting Canada’s Cultural Landscapes, ‘evolving’ or otherwise.

So to answer the question: do the *Standards and Guidelines* provide adequate guidance for ‘evolving’ Cultural Landscapes? We must answer yes, but with a frank presumption of some depth of experience on the part of the conservation practitioner in the stewardship of these special, if challenging, places.

## References

- Buxton National Historic Site and Museum. <http://www.buxtonmuseum.com/>  
<http://www.historicplaces.ca/visit-visite/affichage-display.aspx?id=1206>
- Heritage Conservation Program (now Directorate), PWGSC. *Buxton Settlement NHSC Historic Landscape Conservation Guidelines*. Ottawa: PWGSC, 2003.
- Parks Canada. *Standards and Guidelines for the Conservation of Historic Places in Canada*. Ottawa: Parks Canada, 2003. <http://www.pc.gc.ca/eng/progs/plp-hpp/plp-hpp3.aspx>
- Parks Canada. *Cultural Resources Management Policy*. Ottawa: Parks Canada, 1994. <http://www.pc.gc.ca/eng/docs/pc/poli/princip/sec3.aspx>



**Session 5: Conserver les Paysages Culturels: Intégrer les Nouveaux Développements**  
**Conserving Cultural Landscapes: Accommodating New Developments**

**Président / Chair:** Jean-Claude Marsan

Professeur émérite, École d'architecture, Faculté de l'aménagement

Professor Emeritus, School of Architecture, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal

**Rapporteur 5:** Christienne Uchiyama, Étudiant / Student, Carleton University

**3.13 L'IMPACT DE L'INFRASTRUCTURE TOURISTIQUE SUR LES PAYSAGES  
CULTURELS SACRÉS DE BOURIATIE EN RUSSIE**  
**THE IMPACT OF TOURISM INFRASTRUCTURE ON THE SACRED CULTURAL  
LANDSCAPES OF BURYATIA, RUSSIA**

**Iskra Latunova**, Doctorante, Faculté de l'aménagement

Ph.D student, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal



**Iskra Latunova**

(Photo : Sh. Inanloo Dailoo, 2010)

## ABSTRACT

This presentation is about a sacred site which is part of a larger sacred landscape in East Siberia. The site has been sacred for centuries for the different religious communities in the region, mainly Shamans, Buddhists and Christian orthodox. Recent political and economic changes have given rise to intense tourist development in the region, which is the subject of this research. The presentation is organized in three parts. In the first part, the cultural landscape characteristics of the site are introduced; in the second part, the threats to the site are enumerated; and in the last part, the management of the territory and the site as well as the tourism development strategy are presented. The research question is: *Can values be sustained in face of development and “modernization”?*

## TEXT

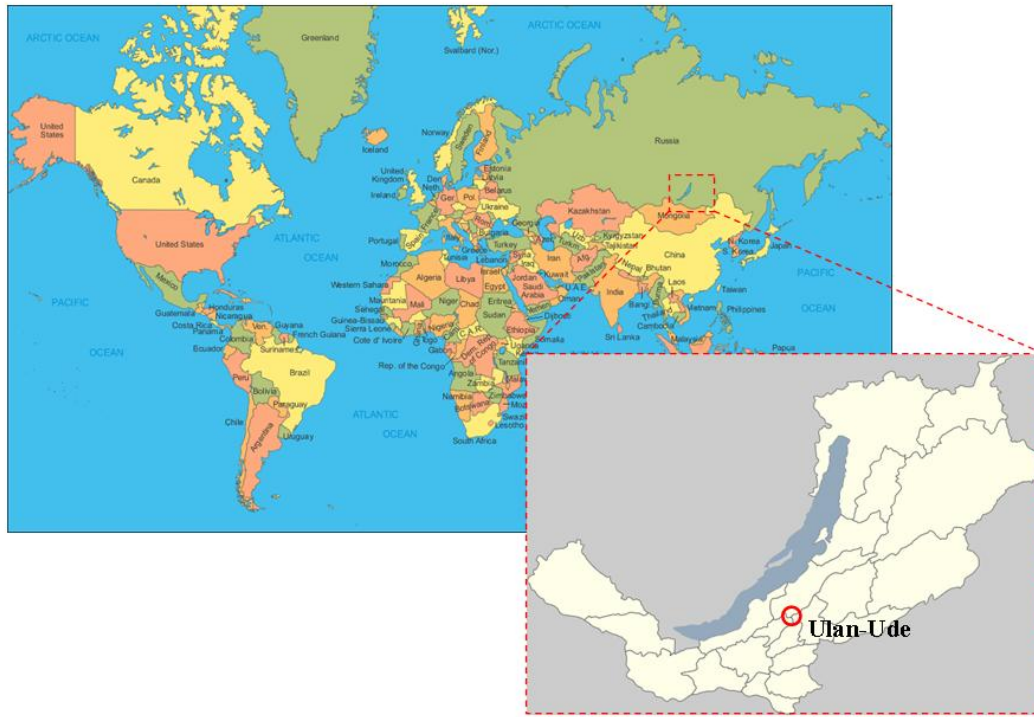
### Location of the site

The research site is located in Buryatia, which is one of the ten republics in the Russian federation. The republic is situated in the southern part of East Siberia. It borders on Mongolia on the south and Lake Baikal on the north. There are three main minority groups: Buryats, Evenks and Soyots. The Buryats are the only indigenous group in the republic and represent about 25% of the population.

The site presented here is a part of a larger sacred cultural landscape including one of the hilltops over the capital Ulan-Ude. As one of the major cities in East Siberia, with about 40% of the population of Buryatia, Ulan-Ude is an important political, economical and cultural center in the region. The presence of a sacred site within the limits of the city has a great value for the local communities as it demonstrates the survival of local values and beliefs within a Russian orthodox context (Figure 1).

Our research question is as follows: *Can values be sustained in face of development and “modernization”?*

The presentation is organized in three parts. In the first part, the cultural landscape characteristics of the site are introduced; in the second part, the threats to the site are enumerated; and in the last part, the management of the territory and the site as well as the tourism development strategy are presented.



**Figure 1-Location of Ulan-Ude and Buryatia.** (Source: Wikipedia)

**Cultural landscape characteristics** include physical, cultural and spiritual characteristics. The physical characteristics include the site natural environment, buildings, monuments and infrastructure on the site. The site has been known by the local people since very ancient times for its power to heal, when it was still outside the limits of the city. Over the years, the city has grown and today some of the outlying houses in the suburbs of the city border it. It always has been a natural site, without any human artifacts except the offerings in form of food, milk and clothes that have been left here from believers. Its name is Bald Mountain (Lisaya Gora) because of the relatively small number of trees on the hill compared to the other hills around.

Cultural characteristics include different customs and traditions, rites, music, cuisine, arts and crafts, and languages related to different minorities and ethnic groups in the area.

Spiritual characteristics include the different religions and beliefs observed in Buryatia - Shamanism, Buddhism, and Christianity. The most ancient traditional religion of Buryats and Evenks

has been the pagan religion Shamanism. Mongol and Tibetan lamas (Buddhist priests) first came to Buryatia in 15<sup>th</sup> century to spread Tibetan Buddhism also known as Mahayana Buddhism, one of the two major divisions of Buddhism. It has created a specific form of Buddhism with strong influence from the Shamanism, which was called Lamaism (Zhukovskaia, 1977). In 17<sup>th</sup> century, first Russian Orthodox churches and chapels appeared in Buryatia (Figures 2-1, 2-2, and 2-3).



**Figures 2-1, 2-2, and 2-3- Cultures and Traditions in Buryatia.** (Photos: Iskra Latunova)

The past two decades witnessed a significant increase in the number of religious associations as a result of the general intensification of religious activity in Russia and Buryatia (Zhukovskaia, 1997). The positive changes in religious legislation provide more rights to believers today. This relative religious freedom has heightened the development of religious and spiritual tourism among other forms of the tourist industry in the region.

## **Threats**

**Buddhism:** The quest for identity in the Buryat people during the last 20 years increased the spirituality in many people of middle age. Some of the factors which facilitate the development of the Buddhism in the republic are: i) a political willingness to extend Buddhism. Some important politicians declare themselves in public to be followers of Buddhism, thus giving force to the values of that religion; ii) economical forces because some important businesses foster the expansion of the Buddhism; iii) willingness of the Buryat people to create new symbolic heritage, as the ancient heritage has been destroyed during socialism. The symbolic heritage is also regarded as a tool for cohesion and consolidation of the Buryat nation in opposition to Russian and Mongolian ones; iv) Buddhist values are very useful to solve some social problems such as caring for aging people, strengthening the family structure, and coping with poverty. This renewed faith and activities on those sites attract many tourists and pilgrims in search of specific cultural and/or spiritual experiences. Thus the need for new infrastructure to serve the visitors becomes evident. A multitude of new construction projects of *datsans* (Buddhist university-monastery) as well as restoration and reconstruction of the already existing ones creates a real renaissance of the Buddhism in Buryatia (Figure 3).

As it is very common for Buryats to be Buddhist and shamanist at the same time, it is easy to confuse the values of these religions, as well as with Christianity. The influences have been bilateral from the pagan religion to and from Buddhism and Christian Orthodox ones. Thus, the prevalence of some values over the others became unconscious and facilitated the dominance of Buddhist values. This domination of some peoples' values, sometimes even oppressing others' values, is evident today especially in Buddhist values over Christian and shamanic ones.



**Figure 3- The New Buddhist Conference Center and Temple “Rinpoche Bagsha”.**  
(Photo: Iskra Latunova)

**Tourism:** Although the Dalai Lama IV has declared that Buddhism is not an easy religion and one needs to have certain maturity in age before adopting this religion (interviews 1996-2005), the number of people considering themselves as Buddhists continues to increase in Russia and all over the world today. This growing interest in Buddhism and Buddhist values and principles creates a fertile land for development of the industry of religious tourism, which also influenced the “explosion” in the development of new infrastructure aimed to serve the tourists.

Despite the words of the Dalai Lama IV, the Buddhist monasteries in Buryatia increased the ritual practices performed for tourists because of the financial profit and the reputation of “an interesting place” was gained for the monastery. The western people converted to Buddhism are mostly regarded as a source of money for the monasteries. The lamas organize short-term and long-term activities like rituals, celebrations, and retreats, to attract more visitors to their sites. Meanwhile, there is a greater discord between the lamas and the local people. In the past, the lamas were known to serve the community free of charge; today the new market economy laws have changed this attitude and more and more often the lamas asked to be paid for their services.

In conformity with this trend of regional development, the site presented here has been transformed from an almost wild nature to an urbanized place. The local government helped for this complete transformation of this site by promoting the lamas and the new conference-temple building, which appeared on the top of the hill. New infrastructure was developed to serve the site as a new road with a bus-line for public transport to get visitors to the site; electricity poles and wires have changed

the perception of the original landscape and the views. New accommodations for tourists as parking, hotel, souvenir shop, and restaurant were also created.

**Modernity:** The greater freedom Buryat people have today to travel outside the federation, and the greater access to information from abroad, had stimulated the willingness of the local people to “modernize” their environment and their way of life. New constructions, applying modern materials, are observed everywhere in the republic. The importation of new goods and their advertising influence the life of people even in the small villages in Buryatia, as 90 % of the population has TV and 60% has computers.

The republic is more open today for cultural exchanges with other countries in Asia (especially China and Mongolia) and in other continents – from Europe to North and South America and Australia. There are many emigrants who come back to visit their relatives, since the socialist system has changed and they also influence the local values and the way of living. The possibilities for foreign investment firms increased and they too come in Buryatia and bring their own values. There are also many visitors, tourists, and pilgrims to the renewed sacred sites, who have largely influenced the changes. Meanwhile, a lack of vivid examples of religious Sages who are to be followed, as it has been in the past with examples of some Lamas, and the overall shift in the society from a spiritual to a more functional way of life, contribute to the loss of meanings of ritual practices and prayers for the daily life and make them unnecessary (Figures 4-1 and 4-2).

## **Management**

In the governmental and municipal strategies for **development of the territory** several documents are included, which accentuate the development of cultural and spiritual tourism.

- As current trends in the *The Concept of territorial development* of the Municipality of Ulan-Ude, efforts are made for development of effective cultural policy, which allows the positioning of the city as a tourist region and optimal use of cultural and historical resources of the Republic of Buryatia. For these purposes, cultural and religious diversity are promoted and regarded as important in the region.



**Figure 4-1- Lamas Drive Last Model Cars.**  
(Photo: Iskra Latunova)



**Figure 4-2- Modern Interior of the Center-Temple.**  
(Photo: Iskra Latunova)

- As one of the *federal priorities* in the *Concept of long-term socio-economic development of Russia for the period up to 2020*, the city district of Ulan-Ude was chosen as a focal point of the preservation of cultural heritage (tangible monuments and intangible cultural heritage) and its promotion.
- The *Strategy of socio-economic development of Ulan-Ude to year 2027* is oriented for improvement and development of spiritual and cultural space in Ulan-Ude and the preservation, maintenance and development of existing multicultural environment.

Political continuity to reinforce the influence of only Buddhist values in the region is observed in the building of Buddhist monuments and temples. It is evident that the investment of public and private capital into activities and buildings reinforces a national identity of Buddhism and the cultural domination of Buryat minority.



The strategies for **tourism development** are included in the following documents:

- The *Directions of the territorial development* defined by the *Program of social and economic development of the Republic of Buryatia*, which emphasize on sustainable economical development of the region, including preservation and rational use of the cultural and natural heritage.
- The *Strategic directions for development of Ulan-Ude as a capital of Republic of Buryatia* approved by the Khural (local government parliament) and included in the structure of regional programs for development. Thus, the city was included in the system of inter-regional partnerships, and the macro-regional and national significance of the city was enhanced.
- In recognition of the weak role played by the opinion of the local population and the public in development issues, a system of feedback from people of the City was created, which includes a *Secretariat of Strategic Planning at the City Administration*; a newspaper "City", with an internet site ([www.gorod-strateg.ru](http://www.gorod-strateg.ru)); and different *public actions*.
- The *State policy of the Republic of Buryatia in the sphere of tourism* also aims at the creation of a modern highly effective tourist industry to attract more tourists in the republic by providing cultural and religious diversity.
- Basic approaches and principles of development of the tourist branch are defined in the *Concept of the development of tourism in the Republic of Buryatia*.
- The *Committee on tourism of the Ministry of the economic development of the Republic of Buryatia* pays special attention to the realization of marketing activities in the sphere of tourism, taking into account the segmentation of different markets as cultural tourism and its sub-categories as religious/spiritual tourism.

The strategies for **site development** are included in the following documents:

- The project for this site was included in *The main directions of development of the planning structure* in the *Master plan of city of Ulan-Ude*, which provides for a careful reconstruction and regeneration of the historical environment, urban spaces, buildings and landscape, in order to revive the social and economic situation of certain urban areas.
- In 2000 a religious *Center "Rinpoche Bagsha"* was founded with the main objective being the development of Buddhist teaching and conference tourism on this site. A *Board of Trustees*,

chaired by the President of the Republic of Buryatia, Leonid Potapov, was established to organize the financial campaign for the construction of a datsan on the site.

- The site was included in the *General circuit of arrangement of objects and infrastructures of tourism of the Republic of Buryatia*.
- The project corresponds to the *Strategic directions* for development of Ulan-Ude as a coordination center for tourist flows to Lake Baikal and to the Buddhist shrines of Buryatia. The municipality took different actions to stimulate the development of the neighborhood around the site. It is evident that there is a complete change of the views from and to the site. There is rapid development of public infrastructure to serve the growing number of private houses around the site – new electrical poles and transformer, pipes for water and central heating are appearing. The project corresponds to the *Strategic directions* for radical reconstruction of significant parts of the territory of the city with the change in the functional use of the territory; thus from a natural site to an urban one.
- Although one of the main strategic priorities in the *Strategic directions* for development of Ulan-Ude is the focus on the person, his rights, needs, life values and priorities, the project on this site shows relatively small respect to all peoples' values and emphasizes mostly the Buddhist values.

There is on-going development of related services to tourism as parking lots, public transport, hotel, restaurant, souvenir shop. The exploitation of the natural environment in favor of economic development - cutting down of trees and clearing of the site -- resembles the Chinese manner of urban development by clearing all the existing fabrics and building brand new structures on the site.

In conclusion, the values related to the site are: the natural environment, monuments and infrastructure; customs and traditions, religions and beliefs including Shamanism, Buddhism, and Christianity.

The threats as mentioned above are: the domination of Buddhism over other religions and beliefs; the fast development of tourist industry and its related structures; and the perception of what is “modern” today and how the modern values influence the economic development (Figure 5).



**Figure 5- View from the Site.** (Photo: Iskra Latunova)

The questions proposed for discussion are:

**In a context where there are no guidelines for conservation is it possible to negotiate values and to direct new interventions toward acceptable ones that respect the values of different groups?**

**In a sacred context without clear regulations for use, how to find a balance between tourism and the sacred?**

### **References**

Dalai Lama IV, interviews 1996-2005. *Tibet and China, Marxism, Nonviolence*.

<http://hhdh.dharmakara.net/hhdhquotes1.html#marxism>, accessed on 11 December 2009.

Zhukovskaia, N. 1997. *Vozrozhdenie buddhizma v Buriatii: problemi i perspektivy*. Moskva: Rossiiskaia akademiia nauk.

**Session 5: Conserver les Paysages Culturels: Intégrer les Nouveaux Développements**  
**Conserving Cultural Landscapes: Accommodating New Developments**

**Président / Chair:** Jean-Claude Marsan

Professeur émérite, École d'architecture, Faculté de l'aménagement

Professor Emeritus, School of Architecture, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal

**Rapporteur 5:** Christienne Uchiyama, Étudiant / Student, Carleton University

**3.14 LES NOUVELLES INTERVENTIONS SUR LES PAYSAGES SACRÉS DE GASPÉ**  
**NEW INTERVENTIONS IN THE SACRED LANDSCAPES OF GASPÉ**

**Tania Martin**, Professeure, École d'architecture et Titulaire, Chaire de Recherche du Canada en Patrimoine Bâti Religieux, Université Laval

Professor, School of Architecture and Canada Research Chair in Built Religious Heritage, Université Laval



**Tania Martin**

(Photo : Iskra Latunova, 2010)

## RÉSUMÉ

At the request of Christina Cameron, Canada Research Chair in Built Heritage and organiser of the 2010 Built Heritage Round Table, this paper presents the activities of the *Summer Field School in Built Heritage and Cultural Landscapes* which takes place annually in the Gaspé Peninsula since 2007. The Field School introduces students to the methods of cultural landscape study with a view to understanding the establishment and evolution of a particular parish core. The knowledge produced on site is then harnessed to imagine alternative historic preservation strategies with the participation of course instructors, local residents and professionals. Examples drawn from each of the editions and locations—Saint-Pierre (Catholic), Barachois, Saint-Peter’s Malbay (Anglican), and Douglastown (Irish Catholic) parishes—illustrate the ways in which training, research and community outreach intertwine in what can be described as local development and resilience building activities with host parishes. More information about the Field School can be found at : <http://www.arc.ulaval.ca/futursetudiants/insitu/english/index.php>.

## TEXTE

### Des Regards Croisés

Quand on parle de la Gaspésie, certaines images viennent automatiquement à l’esprit. Celui du Rocher Percé, par exemple. Ce monument naturel devenu poster-boy, l’incarnation de la région, a été sacralisé par l’industrie du tourisme. En approchant Mont-Joli sur l’autoroute vingt, les panneaux de circulation nous avisent que nous avons le choix de se rendre à quelle destination par le nord ou par le sud en empruntant la 132? Percé, village situé sur la pointe de la péninsule gaspésienne. Et quand on y arrive, l’objet vedette c’est le rocher, un des bijoux incontournables à l’intérieur des limites du arrondissement naturel tel que décrété par le gouvernement du Québec en 1973. Les touristes voulant un souvenir de leur périple le cadrent de façon à éliminer toute pollution visuelle. C’est le phénomène naturel qui retient leur attention.

Pour eux, les fils électriques et autres constructions gâchent la vue. Pourtant, dorénavant ils font aussi partie du paysage culturel. Les poteaux et fils ponctuant le ruban d’asphalte qui ont mené les visiteurs à cet endroit témoignent de l’évolution du paysage, des manières de l’habiter. Pour les résidents, l’électrification, comme la route qui ceinture la péninsule complétée seulement en 1929,

apportent confort et améliorent la communication. Aujourd'hui partie prenantes des paysages culturels, ces installations sont aussi signes de progrès.

Cette deuxième image du rocher Percé prise d'une perspective différente, au contraire, part d'une logique autre (Figure 1). Plutôt de focaliser sur un « objet d'art », elle englobe le contexte plus large. Elle n'isole pas quelques éléments prégnants. Elle s'intéresse aux relations entre les choses et les gens.



**Figure 1**

Si nous la regardons de plus près, nous constatons que l'entrée enneigée à la maison n'a pas été déblayée. Nous en déduisons que les propriétaires vivent ailleurs l'hiver, soulignant des changements importants sur le plan socioéconomique. Il y a une soixantaine d'années la région fourmillait de familles: il a fallu construire de nouvelles écoles pour scolariser les jeunes. Ayant eu à trouver de l'emploi à l'extérieur de la région rendu à l'âge adulte, ces gaspésiens exilés reviennent à chaque été peupler le littoral de pair avec les touristes. Les mêmes noyaux religieux, institutionnels et communautaires qui étaient autrefois fort animés sont à revitaliser aujourd'hui.

## **La Formule Pédagogique**

La comparaison entre les deux vues du Rocher Percé traduit la prémisse fondamentale du cours d'été Patrimoine bâti et paysages culturels in situ: l'environnement bâti résulte de la sédimentation des actions humaines sur un milieu donné. Il conjugue le naturel et le culturel. La construction du patrimoine bâti et des paysages culturels est un processus dynamique, toujours en évolution. Dans le cadre du cours, nous les examinons l'environnement bâti de façon rétrospective – que nous disent les bâtiments, le lotissement des terres, les milieux de vie sur la société passé et présente? Et de façon prospective – quels sont les potentiels du lieu, quelles interventions appropriées assureraient sa pérennité tout en satisfaisant les besoins actuels et futurs des personnes qui en font leur cadre de vie?

En recoupant la formation « hands on », la recherche empirique et la recherche action et le service aux collectivités, la formule du cours préconise l'enseignement par des équipes d'instructeurs et l'apprentissage par les pairs. Le cours est international et bilingue; les participants proviennent de milieux divers (collèges, universités, milieux de pratique professionnelle, agences gouvernementales) et disciplines variées (architecture, histoire, géographie, urbanisme, etc.). Chacun fait profiter le groupe de son savoir et de son savoir-faire, et profite, en retour, des enseignements de ses collègues. Les paroissiens-citoyens-travailleurs y contribuent en partageant leur vécu, en transmettant leurs souvenirs, en faisant connaître leur environnement et son évolution.

## **Trois Éditions, Trois Lieux**

Le cours s'est donné trois fois depuis l'été 2007, en trois lieux. Nous avons travaillé sur la pointe de la péninsule avec les gens de Saint-Pierre Barachois, Saint Peter's, Malbay et Douglastown (Figure 2). Dans les deux premières éditions, nous avons étudié le noyau paroissial Saint-Pierre Barachois, une congrégation catholique canadienne française et irlandais, donc bilingue, et celui de Saint Peter's Malbay, anglophone et anglicane, en mode comparatif. Voir par exemple l'article paru dans *Héritage* le magazine de la Fondation Héritage Canada en 2008. Ces deux communautés avoisinantes partagent un territoire, circonscrit par le complexe écologique du barachois et le littoral de Malbaie sur le Golfe du Saint-Laurent, en plus d'une histoire et une économie commune. Les premiers arrivants, des pêcheurs en majorité, y sont déménagés de la Pointe Saint-Pierre.

Si nous avons réussi à travailler avec ces populations, c'est parce qu'au préalable un petit groupe de gaspésiens, bien choisi et bien enraciné dans sa région, s'était joint à nous et avait généreusement accepté de former un comité consultatif. Par son entremise, nous avons alors pu joindre

des paroissiens, déjà engagés dans les communautés locales, qui ont accepté de s'aventurer dans cette entreprise sans aucune garantie de succès.



Figure 2

À l'invitation de la Fabrique de Douglastown et le Centre communautaire Douglas, l'été dernier nous avons porté notre regard sur le Holy Name Hall, un théâtre paroissial et rare exemple de ce type de bâtiment encore en existence. Cette paroisse catholique et irlandaise, plus ancienne que celui de Gaspé, se démarque aussi par sa forme en damier au centre duquel sont réunis les édifices religieux principaux.

### **La Démarche en Trois Temps: Documentation, Interprétation et Intervention**

Sans prétendre former des experts à l'intérieur d'une session intensive de trois semaines, le cours présente, néanmoins, un survol de toute le processus: la documentation, l'interprétation et l'intervention. L'observation et l'écoute sont clés dans ces démarches (Figure 3). Les lieux sont des



archives en soi. Un graffiti du Canon Walters, curé de Malbay, en dessous des escaliers menant au grenier nous dit que le presbytère anglican a coûté 3000\$ à construire. Nous examinons les bâtiments et les sites de fond en comble afin d'apprendre ce que l'assemblage des matériaux, la disposition des espaces, le décor, les *patterns* d'usages entre autres peuvent nous renseigner sur les occupants et leurs manières d'être.



Figure 3

Nous faisons de relevés architecturaux au quart de pouce près (Figure 4). C'est une méthode qui oblige les participants à se poser des questions sur la construction, les modifications et leur périodisation, la signification des espaces, les manières que les gens y ont habité et l'habitent toujours, etc. Les notes de terrain qui prennent la forme de plans, coupes et élévations ainsi que des détails deviennent à leur tour de véritables documents d'archives. Un relevé photographique accompagne les notes prises in situ. Les relevés architecturaux sont ensuite mis au propre à l'aide d'un logiciel informatique. Ces dessins peuvent ensuite servir à l'étape d'interprétation et d'intervention.



**Figure 4**

Les données recueillies sur le terrain sont croisées avec l’histoire orale. Les entrevues avec des porteurs de mémoire et acteurs clés de Barachois et Malbay, par exemple, nous renseignent sur la cohabitation des anglophones et les francophones dans la paroisse.

Les relevés, observations sur le terrain et les entrevues sont aussi comparées avec les documents d’archives—par exemple une carte historique de 1870 montrant l’orientation de l’église Saint-Pierre parallèle au chemin, la future route 132—et des photographies d’époque, et autres écrits. Sur une de ces photographies, nous constatons que l’actuelle église reconstruite en 1939, se trouve perpendiculaire à la route 132.

Bien sur des sources secondaires rédigées par des éminents historiens et autres spécialistes de la région nous aident dans notre interprétation des lieux.

Ces types d’analyses nous permettent de comprendre, ou du moins de soulever des questions relatives au développement et à l’évolution des paysages culturels que nous percevons aujourd’hui. Nous avons, entre autres, cartographié les églises de Saint-Pierre et Saint Peter’s et leur missions pour voir ce que leur distribution géographique peut nous dire sur l’établissement des groupes ethniques sur le territoire. Les curés de chacune de ces églises mères desservaient des congrégations voisines. Ils

chantaient la messe dans des petites chapelles érigées à proximité des fidèles. Chez les catholiques, cela coïncidait les regroupements ethniques, bon nombre de canadiens français s'étant établi dans le rang Saint-Paul. Ce que notre carte révèle est la cohabitation, l'alternance des lieux de culte des deux dénominations sur un même territoire, dans une région géographiquement définie par la Malbaie et le barachois. Les pierres tombales et le cadastre nous renseignent aussi sur la composition de ces communautés, les origines ethniques. Ils suggèrent une certaine mixité entre les dénominations contrairement au mythe des deux solitudes!

En se construisant des lignes de temps, nous pouvons comparer les moments clés dans la construction et la modification des composantes des noyaux paroissiaux. Ces changements sont des indices d'événements d'ordre socioéconomique, culturel, politique, etc. Des cartes évolutives du site sont un autre outil d'interprétation permettant de visualiser l'évolution des lieux.

### **Vers le Développement et la Résilience Locale**

Pour disposer, au préalable, des outils de travail nécessaires à la tenue d'une journée de remue-méninges avec des acteurs clés (professionnels et organismes oeuvrant en patrimoine et culture, les citoyens, etc), nous préparons des maquettes des bâtiments choisis comme lieu d'intervention, en 2008, l'école Saint-Pierre et le Church Hall à Malbay ou en 2009 le Holy Name Hall (Figure 5) ... si nous ne sommes pas intervenus sur les lieux de culte c'est parce que les paroissiens nous avaient clairement exprimé leur désir de garder leur lieux de culte ouverts, intacts, malgré leur faible fréquentation. Notre hypothèse était qu'en trouvant une nouvelle fonction aux bâtiments sous-utilisés ou redondants, ou en intensifiant leur usage actuel, nous parviendrions alors à revitaliser le village et par ricochet à « sauver » l'église.

C'est à partir d'échanges dynamiques autour de la question de la revalorisation de la région de Saint-Pierre Barachois et de Malbaie et du barachois que chacun, autour de la table, en se référant aux maquettes et aux dessins, a pu proposer ses visions ainsi que des solutions de rechange. Tous ont défini ensemble un projet pour chacun des sites après avoir débattu le pour et le contre des propositions et de leur faisabilité. La création d'un centre de recherche généalogique interculturel, localisé dans le Church Hall de St-Peter's Malbay, intensifierait l'usage de ce bâtiment, présentement lieu de rassemblement et de fêtes pour la congrégation anglicane, en élargissant sa vocation. Il deviendrait un arrêt incontournable de pèlerinage notamment pour les généalogistes anglo-normands qui pourraient être hébergés dans le presbytère pendant leur séjour en Gaspésie.



**Figure 5**

Un centre régional de recherche en ornithologie, un centre d'interprétation du barachois et un centre de jour, localisés dans l'École Saint-Pierre, constitueraient un point de départ pour des visites guidées et autoguidées de la flore et de la faune spécifiques à ce merveilleux écosystème tout en agissant comme lieu de rencontre entre villageois et touristes. En complémentarité, l'École central de Barachois, ancien 'high school », pourrait être reconvertit en résidence pour aînés semi-autonomes, tel que proposé par Jimmy-Lee Jones, étudiant de la première cohorte, dans son projet de fin d'étude.

À Douglastown, le défi était de réconcilier deux groupes ayant leurs propres idées sur l'avenir du Holy Name Hall, nonobstant la minorité qui songeait à le démolir (Fig. 5). D'emblée, les anciens anglo-irlandais tenaient à voir une restauration intégrale du bâtiment et la continuité de l'usage présente (ce qui pose problème, car il n'est utilisé qu'une fois par année pour les célébrations de la Saint-Patrick). Les jeunes familles « immigrantes » de souche francophone dans la localité y voit plutôt sa réhabilitation en lieu de rassemblement, de spectacle, de projection, etc., ouvert toute l'année et ajouterait même un café, pub ou autre fonction qui pourrait accroître les revenus. Bref, ils conçoivent une intervention plus importante de manière à couvrir les frais d'entretien en plus de rendre le lieu vivant. La journée remue-méninge était l'occasion de confronté ces points de vues et d'explorer des alternatives de projets acceptables.

Lors des expositions qui clôture le cours, nous essayons de poursuivre le travail de réflexion, de provoquer, de sensibiliser la population aux enjeux touchant leur patrimoine et paysages culturels (Figure 6). Par exemple, en comparant une photographie panoramique du noyau et une deuxième dans laquelle nous avons effacé le Holy Name Hall, nous avons voulu simuler l'impact visuel de la perte du théâtre paroissial, fierté de la congrégation irlandaise et porteur de maints souvenirs. La non action mènera aussi bien à la disparition de l'édifice que sa démolition d'un coup, changeant à jamais la structure et la lecture du noyau paroissial et le paysage.



Figure 6

Cette déstructuration se voit aujourd'hui à Cannes-de-Roches, ancienne mission de St-Michel-de-Percé. L'école est transformée en résidence privée, l'épicerie fermée depuis combien de temps... Seul un petit belvédère construit sur le site en 2009 reste pour rappeler la chapelle desservant ce petit hameau.

## **Une Activité et un Travail Récurrent**

L'étude des paysages culturels, comme la construction physique et imaginaire des lieux et leurs transformations est un processus continu... Nous prenons pour acquis qu'on ne saurait proposer un projet de mise en valeur ou d'intervention sans comprendre l'histoire et l'évolution de l'édifice ou du lieu, les significations et le sens que leur donnent les gens qui l'utilisent ou qui y habitent, ainsi que le contexte socioculturel, politique et économique du milieu. Ceci requiert la complicité d'intervenants locaux et d'acteurs clés régionaux familiers avec la problématique et les enjeux, afin de donner à un bâtiment une nouvelle vocation répondant aux besoins réels et aux potentialités dans divers domaines (culture, santé, éducation, etc.). En bout de ligne, ensemble nous ajoutons une nouvelle couche à la sédimentation d'actions humaines sur leurs environnements que composent les paysages culturels.

Nos interventions alors sont aussi d'ordre social, en favorisant la participation citoyenne, le développement des compétences et la résilience communautaire par l'intégration sociale. Ce cours ne pourrait s'offrir sans les appuis financier et moral de nos nombreux partenaires. D'ailleurs, trouver les fonds nécessaires est un défi récurrent, non seulement pour le cours, mais aussi pour les communautés qui veulent continuer à cheminer dans la mise en valeur de leurs milieux de vie. Cet été, nous retournons à Douglstown à la demande de la Fabrique pour examiner la salle Trachy, anciennement hôtel de ville et le presbytère d'une facture moderne insoupçonné. Suivez la suite de nos activités sur le site web du cours au <http://www.arc.ulaval.ca/futursetudiants/insitu/>.

**Session 5: Conserver les Paysages Culturels: Intégrer les Nouveaux Développements  
Conserving Cultural Landscapes: Accommodating New Developments**

**Président / Chair:** Jean-Claude Marsan

Professeur émérite, École d'architecture, Faculté de l'aménagement

Professor Emeritus, School of Architecture, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal

**Rapporteur 5:** Christienne Uchiyama, Étudiant / Student, Carleton University

**3.15 ADAPTER L'APPROCHE DU PAYSAGE CULTUREL AUX CONTEXTES URBAINS :  
QUELQUES EXPÉRIENCES RÉCENTES  
APPLYING THE CULTURAL LANDSCAPE APPROACH TO URBAN CONTEXTS:  
SOME RECENT EXPERIENCES**

**Herb Stovel**, Professeur Adjoint, Programme de Conservation du Patrimoine

École des études Canadiennes, Université de Carleton

Associate Professor, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University



**Herb Stovel**

(Photo : Sh. Inanloo Dailoo, 2010)

## 4. TEXTES DES RAPPORTEURS / REPORTS OF THE RAPPORTEURS

### Session 6: Conclusions de la Table Ronde / Round Table Conclusions

**Présidente / Chair:** Claudine Déom

Professeure Adjointe, École d'architecture, Faculté de l'aménagement

Associate Professor, School of Architecture, Faculty of Environmental Design, Université de Montréal

**Rapporteur :** Jacinthe Inkel, Étudiants / Student, Université de Montréal

### Session 1: Perspectives Internationales sur la Conservation et la Gestion des Paysages Culturels International Perspectives on the Conservation and Management of Cultural Landscapes



**Jacinthe Inkel**

(Photo: Iskra Latunova, 2010)

Nobuko Inaba a d'abord situé le concept de paysage culturel au Japon en brossant le portrait de l'évolution historique de la législation concernant la conservation dans différents pays. Parmi celle-ci, deux ont été davantage discutées: la loi de 1919 les "Places of Scenic Beauty" et les monuments naturels et la loi sur les paysages culturel de 2004 qui se veut englobante. À ce jour, 19 sites japonais sont protégés en vertu de cette loi.

Cette loi est subdivisée en 8 catégories de propriété culturelle ayant chacune une définition précise. Par exemple, les paysages culturels expriment la résultante de l'interaction entre un mode de vie d'une population et les caractéristiques naturelles d'une région à laquelle s'ajoute son caractère unique. L'affiliation doit être jugée comme ayant une forte valeur et comme étant indispensable à la



compréhension du mode de vie. Un des enjeux sur lequel se penche présentement le Japon est l'instrumentalisation d'une approche plus intégrée de manière à faire connaître l'ensemble de l'héritage culturel, matériel et immatériel.

En dernier point, madame Inaba a présenté une étude de cas montrant les moyens mis en œuvre pour préserver le paysage culturel des villages historiques de Shirakawa-go et Gokayama. Le site, par son emplacement dans le relief régional et l'activité humaine, présente des caractéristiques architecturales et des pratiques territoriales uniques. L'enjeu qui se posait était de savoir comment protéger ce noyau unique ? Ainsi, ils ont délimité les sites, répertorié les éléments distincts à préserver et dresser un inventaire. Les questions qui se posent est de savoir comment peut-on mesurer l'importance rattachée à chaque élément et comment contrôler les changements pour ne pas altérer le sens du lieu?

**Rapporteur : Jacinthe Inkel, Étudiant / Student, Université de Montréal**

**Session 2: Conserver les Paysages Culturels: Le Rôle des Gouvernements / Conserving Cultural Landscapes: The Role of Government**

M. Bissonnette a débuté sa présentation par une mise en contexte montrant l'évolution de la législation patrimoniale au Québec. Il a souligné que depuis la loi sur les biens culturels, de 1972 centrée surtout sur le bâti, la pierre et le matériel la demande pour la reconnaissance des paysages a augmenté. Ainsi, déposé en février dernier, le projet de loi sur le patrimoine culturel inclue l'ensemble des biens incluant les paysages culturels patrimoniaux: à la notion de biens matériels qui prédominait dans l'ancienne loi s'est ajouté celle de l'immatériel. Le projet de loi favorise la connaissance, la protection et la mise en valeur des biens ainsi que la cohérence avec le développement durable. 3 types de mesure s'imposent soit la protection du bien en ce qui concerne le patrimoine matériel, la valorisation du bien qui inclut le patrimoine naturel et les paysages culturels patrimoniaux et finalement la précaution qui se veut un régime d'ordonnance qui permet d'agir en amont, de prévenir.

Pour être classé paysage culturel patrimonial, le bien doit satisfaire différentes conditions dont celle d'offrir des caractéristiques paysagères remarquables en plus de présenter un intérêt historique, emblématique ou identitaire.

Par la suite, M. Bissonnette a comparé la notion de paysage humanisé à la notion de paysage culturel. Le premier suggère une approche législative, tandis que le second, une volonté de mise en valeur, de valorisation. Par contre, les 2 notions s'accordent sur le caractère dynamique des paysages.

Le processus de désignation du MCCCCF en regard des biens culturels, préconise une approche participative ascendante : le pouvoir de désignation du gouvernement repose sur l'initiative et la participation des instances locales. La première phase du processus dépend ainsi de la volonté locale. Elle doit veiller à la délimitation du territoire, poser un diagnostic paysager et présenter une charte du paysage signé par différents intervenants. La seconde phase du processus est administrative et est fait par le gouvernement : Examen de la recevabilité, dépôt d'un plan de conservation, décret gouvernemental pour ensuite terminer par l'inscription du plan de conservation dans les règlements d'urbanisme locaux.

Marie Lessard, Les approches municipales pour protéger les paysages culturels : l'Arrondissement historique et naturel du Mont-Royal.

Madame Lessard a débuté sa présentation en questionnant le sens donné au paysage et en affirmant sa nature évolutive. Si l'Arrondissement historique et naturel du Mont-Royal n'est pas

formellement désigné comme paysage culturel, la notion de paysage prend beaucoup de place dans les documents du décret et du plan de mise en valeur en ce sens qu'on lui reconnaît plusieurs valeurs symboliques, identitaires et paysagères.

La reconnaissance symbolique du Mont-Royal remonte à 1987 a-t-elle montré, où il a été désigné par la ville de Montréal comme site du patrimoine. En 2005, le site devient par décret gouvernemental un arrondissement historique et naturel. On reconnaît trois composantes: le paysage, le bâti et le naturel.

Madame Lessard a souligné que selon le type de propriété, les règles de protection diffèrent. Ainsi pour les propriétés publiques, la ville préconise un plan de protection, pour les propriétés privées, la réglementation sur le zonage et sur la typo morphologie s'applique en général. Pour le dernier type de propriété, institutionnel, c'est par des engagements et des pactes patrimoniaux que la ville entend gérer le développement. Ainsi, un des principaux enjeux de développement auquel fait face l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal concerne les propriétés institutionnelles telle que l'ancienne Maison-mère de la Congrégation des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie et le collège Marianopolis. Dans les deux cas, interdire tout développement de solutionnerait pas le problème. Madame Lessard remarque toutefois que plus la propriété possède d'espaces libres d'usages ou vacants, plus la conservation est critique.

En conclusion, le processus de conservation se doit d'être démocratique et de favoriser des négociations où transparaissent les valeurs. De plus, l'élaboration d'outils, financiers et autres, à des fins de préservation résidentielle est à considérer.

Madame Mitchell a débuté sa présentation en évoquant l'évolution qu'a subie le rôle du gouvernement en matière de conservation. D'un gouvernement faiseur de politiques, nous sommes passés à un gouvernement agissant comme collaborateur et participant dans la gestion et la mise en valeur du patrimoine. Cette évolution a fait en sorte de diversifier les intervenants, en particulier au niveau local. Les impacts de cette mutation ont entraîné une hausse des partenariats, une augmentation de l'implication des communautés et finalement une prise en compte du développement durable.

Le désir d'impliquer les communautés dans la valorisation, la conservation et la préservation de parcs nationaux entre autre, a eu pour effet de sensibiliser, d'éduquer, de développer le sens de l'appropriation par l'action. L'exemple apporté par Madame Mitchell « la forêt dans la salle de

classe », Trek to Taste, montre que le parc national joue un rôle de catalyseur : il permet d'associer loisir, exercice, santé et d'inciter le sens de l'appropriation des gens, face au parc.

En dernier point, la gouvernance en réseaux, présenté par Madame Mitchell montre un modèle de gestion où tous les intervenants sont invités à agir tout en permettant l'intégration de valeurs multiples vers un même objectif.

La discussion qui a suivi la deuxième session a couvert plusieurs sujets. Entre autre, un intervenant a cité l'exemple français des parcs naturels régionaux où l'activité humaine et le paysage sont regroupés et dont le budget est planifié sur 10 ans, sans égard aux changements politiques. La question des valeurs paysagères liées aux activités humaines et économiques a été soulevée ainsi que l'implication relative des gouvernements et des communautés. Plusieurs intervenants ont aussi souligné le fait que l'appropriation d'un bien par la population est un élément fondamental à la question du patrimoine. Mais qui initie cette appropriation, si les locaux ne vont pas vers l'avant, peut-on forcer l'appropriation ?

**Rapporteur : Stephen Jarrett, Étudiant / Student, Carleton University**

**Session 3: Conserver les Paysages Culturels: Le Rôle des Intervenants  
Conserving Cultural Landscapes: The Role of Stakeholders**



**Stephen Jarrett**  
(Photo : Iskra Latunova, 2010)

**Rapporteur : Roha Khalaf**, Doctorante / Ph.D. Student, Université de Montréal

**Session 4: Conserver les Paysages Culturels: Harmoniser les Valeurs Patrimoniales  
Conserving Cultural Landscapes: Balancing Heritage Values**



**Roha Khalaf**

(Photo : Iskra Latunova, 2010)

Quatrième session « conserver les paysages culturels : harmoniser les valeurs patrimoniales ». Trois sujets ont été abordés et présentés en Anglais par Susan Buggey, Shabnam Inanloo et Julian Smith.

Susan Buggey discussed approaches that give priority to heritage values in cultural landscapes through the case study of the Niagara Escarpment. The Escarpment area encompasses a rich diversity such as forests, farms, recreation areas, scenic views, cliffs, wetlands, waterfalls, mineral resources, wildlife habitats, historic sites, and towns. It is associated with values such as sense of place, aesthetic, protection, spiritual and cultural heritage.

She places cultural landscapes in a wide context and described them as being large, complex and dynamic environments, in which natural forces and human activities induce change. This change creates ongoing challenges to the management of cultural landscapes and to the balancing of conservation and development in the area. As an example of change, the countryside has been transformed from a space of production to a space of consumption.

She then described some approaches to conservation and sustainable development, such as

- to engage politicians and citizens to carry on the conservation process and building relationships with leaders and local communities through common interest;
- recognizing cultural landscapes in legislation and policies;
- including cultural landscapes in municipal plans;
- describing cultural landscapes in terms of buffer zones and transition areas of Biosphere reserves;
- indicating the role of natural resources and biodiversity in cultural landscapes;
- including the role of place names and past land uses in cultural landscapes;
- encouraging communication and participation exchanges;
- engaging people in cultural landscapes activities to raise awareness.

The main point of this presentation was that local communities are at the center of cultural landscapes and conservation management.

Shabnam Inanloo Dailoo discussed an approach based on the values in conservation and management of a cultural landscape in Iran and her case study was Takht-e-Soelyman, which is an archeological site located in North-West Iran. This site was nominated on the National Heritage list of Iran in 1931 and is also a Cultural Heritage property under criteria i, ii, iii, iv and vi. However, it is not recognized as a cultural landscape. Shabnam argues, however, that it should be, because it is associated with natural, symbolic, religious, social and archeological values, among other values.

She agrees with Susan and defines cultural landscapes as dynamic because they change over time. She adds that some cultural landscapes are under threat, for instance, because of mismanagement and the misunderstanding of the theory behind cultural landscapes.

Going back to the case study, Takht-e-Soelyman is characterized by a landscape that includes an ancient ritual, archeological remains, natural features, a lake, a village with vernacular architecture representing local materials and traditional-cultural references, a hill and its relation to the goddess of water, mines and rivers. Symbolically, it is considered a landmark.

Some conservation tools and strategies have been developed to protect the area such as the 1993 buffer zones to ensure the stability of structures. There are some current concerns regarding the site, such as village development, land-use changes, new construction/infrastructure and mining, which can all alter the landscape.

The main issues related to her discussion are value identification, development and land use and management planning. She suggests approaches to raise awareness and to promote the site as a cultural landscape through cultural activities, legislations, a defined theoretical framework, and by

understanding where values lie. Elements, layers and patterns of cultural landscapes should be documented, changes in the landscape should be identified, the evolution of structures and functions should be described, and contextual conservation should be promoted. Most importantly, involving local communities in the management planning process is highly recommended.

Julian Smith discussed overlapping cultural landscapes: mediating heritage value. He argues that a cultural landscape is not a physical place, but rather a value or a concept associated with a place. Cultural landscapes, rather than being a category, form a methodology, an approach, a process and a challenge to the way we think about the environment. It doesn't necessarily depend on boundaries, buffer zones, heritage impact assessments, but rather on intangible values such as memories associated with historic places.

He adds that designating a cultural landscape might take away some of its integrity. A site's heritage value occurs from its natural evolution and does not require a designation to be regarded as heritage. People living in the cultural landscape risk having to re-learn how to use it and live in it once it has been designated, thus taking away the original interaction between local people and the landscape. In addition, because cultural landscapes are dynamic and are mostly seen as ideas rather than places, zoning is not required. He stressed the fact that a landscape is a physical place, whereas a cultural landscape is a reality, which is not necessarily physical. He gave the example of an Aboriginal site by stating that once a grid system is superimposed to this site, it is no longer aboriginal, but rather European.

He adds that there are different layers of cultural landscapes. For instance, within one site, there is the cultural landscape as seen by the resident and another as seen by the tourist. These 2 realities coexist and represent the layers and superposition of cultural landscapes.

An important question was asked during the presentation: If a cultural landscape is a category, then what would be the difference or the differences between a cultural landscape and an historic district that has been recognized as cultural heritage?

During the discussion, different topics have been brought up, such as the training of architects and their role in decision-making in a committee. Nora brought the issue that we, at the table, have been using the same languages, either French or English, but we are operating with several concepts. Sometimes cultural landscapes are referred to as a category and other times as a process. This creates confusion that needs to be clarified. Another question was brought up. "Est-ce qu'on doit tout changer en paysage pour que ça soit reconnu comme patrimoine ou pour accorder une valeur patrimoniale à un



site?” Another issue that came up was the definition and expansion of the concept of landscapes. Landscapes, which were initially associated with art, poetry and paintings, are associated with heritage and the role of communities.

**Rapporteur : Christienne Uchiyama, Étudiant / Student, Carleton University**

**Session 5: Conserver les Paysages Culturels: Intégrer les Nouveaux Développements  
Conserving Cultural Landscapes: Accommodating New Developments**



**Christienne Uchiyama**  
(Photo : Iskra Latunova, 2010)

## 5. CONCLUSION

La Table Ronde de Montréal 2010 a examiné la protection, la conservation et la gestion des paysages culturels au Canada et à l'étranger. Quoique les définitions diffèrent légèrement, les participants de la Table ronde ont travaillé à partir de la définition des paysages culturels et humanisés en temps que lieux où les populations interagissent avec leur environnement naturel à travers le temps avec, pour résultat, des sites ayant des attributs physiques et immatériels distinctifs. Le sujet de la discussion s'est concentré en aval sur les défis de s'occuper de tels paysages une fois leurs valeurs patrimoniales identifiées. Le choix de ce sujet découle du fait que les paysages culturels ou humanisés sont des systèmes dynamiques avec les gens au centre de la protection du paysage. Les caractéristiques que requiert la conservation sont non seulement des attributs physiques mais également des attributs de valeur immatérielle comme le sentiment, la signification et les traditions culturelles qui influencent souvent le paysage patrimonial. Ce qu'exige la gestion est une interface entre les populations et la nature. La table ronde 2010 de Montréal a exploré la convenance des directives existantes et des outils pour gérer cette corrélation.



**Christina Cameron**  
(Photo: Sh. Inanloo Dailoo, 2010)

Catégorisés au début des années 20, les paysages culturels ont retenu l'attention internationale dans les années 70 avec l'implantation de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO (1972). Après le combat au sujet du concept des paysages ruraux dans la majeure partie des années 80, le Comité du patrimoine mondial a mené un processus qui a abouti à ces définitions typologiques courantes des paysages culturels en tant que paysages conçus, paysages reliques et organiquement évolués, et paysages associatifs. Un large éventail de valeurs a été attribué aux paysages avec le temps, y compris des valeurs de design et de beauté, de biodiversité, de source de nourriture, de plantes médicinales, de matériaux de construction, de support spirituel et de dépôt de la mémoire et de l'identité. La plupart des paysages culturels du patrimoine mondial sont organiquement évolués, distincts par leur grande taille et leurs valeurs superposées, leur rôle social et culturel actif, et leur nature en évolution.

Il y a relativement peu de conseils disponibles sur la façon de conserver les paysages culturels. Les livres et les documents de politique qui sont typiques se concentrent sur des cadres de gestion avec des principes directeurs pour une planification efficace d'utilisation de la terre et des stratégies pour impliquer ceux qui habitent ces endroits particuliers. Les participants de la Table ronde ont été incités à discuter de la légitimité de la catégorie elle-même et du besoin d'un régime distinct de conservation. Ils ont été également invités à considérer le défi d'équilibrer la conservation patrimoniale avec les autres besoins légitimes des communautés et des intervenants.

La Table ronde 2010 de Montréal a rassemblé 28 experts en provenance du Canada, des États-Unis d'Amérique et du Japon. Vingt-sept observateurs y ont assisté, y compris des étudiants de troisième cycle de l'Université de Montréal (18), de l'Université de Carleton (8) et de l'Université du Québec à Montréal (1). Elle s'est ouverte en soirée avec une cérémonie pour le lancement du guide, *Le campus : Le patrimoine architectural et paysager de l'Université de Montréal: the architectural and landscape heritage*, publié par Les presses de l'Université de Montréal en collaboration avec la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti. Écrit par trois participants de la Table ronde, Christina Cameron, Claudine Déom et Nicole Valois, le guide mets l'accent sur le paysage patrimonial et architectural du campus considéré constituer par certains un paysage culturel.

Le colloque lui-même a été organisé en six sessions conçues pour examiner la question sous diverses perspectives. Sous la forme de présentations courtes suivies de périodes de discussion, la Table ronde avait pour but de stimuler le débat. Le doyen de la Faculté de l'aménagement, Giovanni de Paoli a souhaité la bienvenue aux participants. Ensuite, Christina Cameron a introduit le sujet par une

analyse situationnelle. Après avoir présenté une définition de travail des termes « paysage culturel » et « paysage humanisé », elle a abordé le développement historique du concept et les publications clés rattachées à la conservation des paysages.<sup>1</sup> Elle a conclu en passant en revue les objectifs de la Table ronde et ses résultats attendus. La session 1 était composée d'un exposé d'orientation par l'architecte en conservation et professeure du Japon, Nobuko Inaba. Elle a présenté le développement historique du cadre légal et les politiques pour identifier les paysages japonais comme patrimoine; elle a également décrit une vue d'ensemble des approches en conservation et de gestion des paysages au Japon. La session 2 s'est penchée sur le rôle des gouvernements pour assurer les cadres de politique et prendre les actions concrètes afin de conserver les paysages culturels. La session 3 a examiné le rôle clé des intervenants dans la conservation des paysages culturels avec des exemples nationaux et internationaux. La session 4 a examiné comment négocier et donner la priorité aux diverses valeurs sociales, culturelles et patrimoniales qu'on retrouve habituellement dans les couches complexes des paysages culturels. La session 5 s'est penchée sur les cadres de politique et les études de cas spécifiques qui abordent l'enjeu stimulant sur la façon d'intégrer les nouveaux développements aux paysages culturels. La session 6 concluait la Table ronde avec les comptes-rendus des rapporteurs de sessions suivis d'une discussion ouverte qui a donné aux participants l'occasion de prendre un recul sur l'ensemble des sessions et d'explorer les attitudes et les tendances d'ensemble. La Table ronde s'est conclue sur le discours de clôture de la directrice de l'École d'architecture, Anne Cormier.

### **Observations Générales**

Un vif débat parmi les participants a soulevé plusieurs enjeux, en particulier, sur la définition du paysage culturel, si c'est une typologie et/ou une approche, sur les implications pour la conservation, sur la gestion et le rôle des experts. Voici quelques observations générales sur ces résultats clés.

### **Qu'est-ce que le Paysage Culturel?**

Les participants de Table ronde ont constaté que le terme « paysage culturel » provient de la discipline de la géographie culturelle en Allemagne au début du 20ème siècle et s'est répandue rapidement à d'autres pays européens et aux États-Unis. En effet, le concept a atteint le Japon dès 1919, comme le démontre sa loi pour protéger ses lieux d'une beauté pittoresque naturelle. Le terme « paysage culturel » est maintenant largement utilisé, dû principalement à l'influence puissante du système du patrimoine mondial. Certains participants ont estimé que le terme demeure mal défini. En

raison de l'influence dominante du patrimoine mondial, les praticiens à travers le monde ont adopté le terme quoique sa signification soit imprécise. Le patrimoine mondial met l'emphase sur les paysages qui représentent une interaction entre les êtres humains et leur environnement naturel. Il est intéressant de constater que jusqu'à environ 1990, le Comité du patrimoine mondial a discuté de ce phénomène en utilisant un terme différent, « le paysage rural ». De quelle façon ce terme est devenu « le paysage culturel » reste à être documenté. Herb Stovel a indiqué que le changement s'est apparemment produit pendant la délibération de Lake District du Royaume-Uni comme site du patrimoine mondial en 1990 et pendant la préparation qui s'ensuivit pour la réunion des experts de 1992 à La Petite Pierre en France. Stovel a également noté que le débat sur les paysages culturels en tant que lieu et en tant qu'approche avait été déjà engagé au cours de cette réunion, et qu'il est réapparu avec les efforts actuels de l'UNESCO pour rédiger une recommandation concernant les paysages urbains historiques.

Certains participants ont été tentés de favoriser l'usage du seul terme « paysage » pour décrire de grandes régions naturelles ou territoires. Il y a eu une discussion utile sur la distinction entre « un paysage historique » et « un paysage culturel ». On a argumenté que les paysages historiques ont souvent été définis par les experts des disciplines comme les architectes paysagistes, les géographes culturels et les anthropologues. Mais les paysages culturels sont différents comme beaucoup de gens – à la fois, les experts et les gens des communautés qui peuvent ne pas être des experts en patrimoine – ont le rôle de les définir. Les participants ont convenu que les paysages culturels sont des lieux qui reflètent des modèles de l'activité humaine façonnés par la géographie. Il est difficile d'en faire le tracé parce que leur signification se situe dans un sentiment partagé d'appartenance, d'identité et de continuité exigeant ainsi un processus participatif qui implique tous les intervenants clés. Tout en utilisant différents mots pour décrire le concept, les participants ont énoncé le principe que les paysages culturels devraient être compris en tant que constructions culturelles existant dans l'imagination des gens : terrains de l'imagination ou idées implantées dans l'espace. Les paysages historiques regardent vers l'arrière alors que les paysages culturels regardent aussi bien en avant qu'en arrière. Julian Smith a posé une question provocante: un paysage historique peut-il être protégé à l'intérieur d'un paysage culturel?

Une des difficultés – et opportunités - de traiter des paysages culturels est le chevauchement avec d'autres types de patrimoine, comme par exemple, les villes historiques, les sites archéologiques, les monuments historiques et les sites industriels. Le présentateur a expliqué comment les édifices historiques et les zones qui combinent la beauté historique et les valeurs environnementales peuvent

être considérés en vertu de plus d'une loi, incluant la loi du Japon de 2004 sur les paysages culturels. Dans l'approche japonaise, les paysages culturels incluent les sites qui sont indispensables à la compréhension des modes de vie et de la subsistance des peuples. Le problème est qu'une telle approche pourrait tout englober et, par conséquent, engendrer de la confusion. Un site industriel est-il également un paysage culturel? Dans cette perspective, les paysages culturels sont davantage considérés comme concept ou approche que comme catégorie. Comme Randall Mason l'a précisé, la théorie du paysage culturel est holistique contrairement à la spécialisation dans le domaine patrimonial héritée du 20<sup>e</sup> siècle.

Tous les participants ont convenu que l'identification des valeurs de paysage ne relève plus exclusivement du domaine patrimonial. Les valeurs des paysages inhabités incluent des dimensions sociales, environnementales, agricoles, économiques et spirituelles. Les valeurs incluses dans les paysages sont dynamiques, construites et couvrent un large spectre. Julian Smith a rappelé que l'identification des valeurs a évolué entre les années 1960 et 1980; durant cette période, les experts travaillant pour des institutions comme la Commission des lieux et monuments historiques du Canada et le Bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine ont évalué les sites historiques en utilisant des critères semblables à ceux présentés dans *Évaluation des bâtiments historiques* de Harold Kalman (Ottawa: Parcs Canada, 1980). Comme Christophe Rivet l'a expliqué le slogan utilisé dans le dossier de nomination au patrimoine mondial pour Grand-Pré -- *Une terre, beaucoup d'histoires, un héritage commun* – ce n'est pas seulement une question de patrimoine; il s'agit également de considérer la question du patrimoine à côté des autres valeurs et atouts d'une communauté. Les valeurs sont extrinsèques, non intrinsèques; le paysage est porteur des valeurs extérieurement construites. En ce qui concerne les paysages culturels, le pouvoir appartient aux gens; les valeurs sont définies par une multitude d'intervenants, y compris les résidents de ce paysage, les touristes, les fermiers, les forestiers, les intérêts commerciaux, les communautés traditionnelles et ainsi de suite. Les participants ont également noté que le changement est inhérent aux paysages; le défi est de comprendre ce changement dans toutes ses dimensions. Les paysages culturels sont des couches multiples de signification et de changement additif. De nouvelles valeurs continuent à être ajoutées aux paysages rendant ces lieux dynamiques et évolutifs.

### **Les Paysages Culturels: Une Catégorie ou une Approche?**

Un enjeu récurrent qui n'a pas été résolu est la question de savoir si les paysages culturels devraient, à proprement dit, être davantage considérés comme approche, plutôt que/aussi bien que comme typologie tel que décrit dans les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*. Quand ils sont traités comme typologie patrimoniale avec des frontières identifiées, les paysages culturels peuvent être vus comme ayant des valeurs statiques à protéger à tout prix. Le débat du patrimoine mondial au sujet du nouveau pont dans la vallée de l'Elbe en Allemagne illustre ce point. S'il est traité en tant qu'approche, la réflexion sur le paysage culturel assume les valeurs dynamiques du paysage sans frontières précises; cela défie la façon de penser au sujet de l'environnement en favorisant une amélioration des valeurs existantes. La superposition des paysages culturels est fondamentale dans ce processus.

### **Implications des Cadres Institutionnels**

L'expansion des intérêts du patrimoine à l'échelle du paysage défie les cadres institutionnels existants et le rôle des experts en matière de patrimoine. Les études de cas de Shabnam Inanloo Dailoo et de François Leblanc ont montré que la façon dont les paysages sont désignés influence la manière dont ils sont conservés. Les participants de la Table ronde ont discuté des difficultés à protéger et à conserver les paysages culturels dû en partie à la difficulté de les insérer dans les systèmes et les typologies patrimoniales existantes et dû aussi en partie aux valeurs immatérielles associées au processus et à l'interaction humaine avec la nature. Comme Randall Mason l'a fait remarquer dans sa présentation, la planification/conception/gestion du paysage est individuelle et situationnelle prenant ses consignes du lieu lui-même. Il n'y a pas de recette simple. Herb Stovel a soutenu qu'à la différence des pratiques passées, le véritable but de la conservation est la continuité prenant racine dans le passage du temps et non pas seulement dans le passé.

Il y a eu débat à savoir si les systèmes existants de désignation ont atteint ou non l'objectif de conserver les lieux historiques. Nora Mitchell a indiqué que, quand les espaces sont nommés et officiellement reconnus dans les registres patrimoniaux, une attention additionnelle leur est accordée pour la conservation de leurs valeurs. D'autres participants ont noté qu'une telle liste n'était qu'une partie de la stratégie de conservation; on doit également considérer les buts environnementaux et la durabilité, en particulier pour les paysages agricoles et vivants. Ils ont aussi discuté de la nécessité de regarder au-delà des cadres existants et des gouvernements seuls pour développer des stratégies intégrées impliquant d'autres départements et agences. La superposition complexe et la nature



dynamique des paysages culturels exigent l'harmonisation des cadres légaux et de gestion. À titre d'exemple, Nobuko Inaba a déclaré que la nouvelle loi sur les paysages culturels au Japon a rendu nécessaire la participation de trois ministères parce que les lois d'urbanisme n'étaient pas suffisamment solides pour protéger les paysages. Tandis que la participation d'autres ministères implique une perte de contrôle du secteur patrimonial, en compensation, les avantages se retrouvent dans la synergie créée par un engagement plus grand d'intérêts non-patrimoniaux, de l'accès à de nouveaux outils de la politique et de l'éligibilité pour un financement accru via les programmes incitatifs non directement liés au patrimoine.

De plus, les participants ont noté que la conservation des paysages culturels indique un mouvement vers le palier de gouvernement municipal. Les exemples d'instruments à caractère communautaire ont inclus les parcs régionaux français et l'approche de paysage proposée dans la nouveau projet de loi sur le patrimoine du Québec. En effet, un participant a soutenu le fait que le modèle pour une approche de paysage provient de la période antérieure à la Révolution Industrielle en Angleterre quand il y avait des « terrains communaux », lieux communs où la communauté travaillait ensemble. La Table ronde a observé que les outils nécessaires à la gestion des paysages culturels sont regroupés au niveau municipal, avec le soutien du gouvernement national via des règlements et des incitatifs financiers. Ceci implique un changement du rôle des gouvernements nationaux d'une action directe à un rôle de facilitateur. Les gouvernements doivent nécessairement exercer leur autorité légale et politique, mais dans le cas des paysages culturels, avec leur intendance diversifiée, les gouvernements peuvent avoir des rôles multiples de propriétaires, d'associés ou d'influenceurs. Marie Lessard a illustré le rôle de leadership de la ville de Montréal dans son étude de cas sur l'Arrondissement historique et naturel du Mont-Royal. En même temps, elle a souligné l'éparpillement de la responsabilité dans l'Arrondissement exigeant une gestion en réseaux représentés par le pacte Héritage Montréal avec quatorze établissements participants. L'éparpillement de la responsabilité a également été au coeur de l'étude de cas d'Alastair Kerr sur « The Land Conservancy » de la Colombie-Britannique.

### **Le Rôle des Experts en Patrimoine**

Les participants de la Table ronde ont discuté du rôle des praticiens en patrimoine et de leur attitude à ajouter de nouvelles couches aux lieux historiques. La conservation et le changement continuel ne font pas nécessairement bon ménage. Les participants ont réfléchi sur l'habitude des

activistes en patrimoine de dire non, d'être en opposition aux projets de développement. Même le langage de la défense du patrimoine - bataille ou campagne - tend à être négative. Ils ont discuté d'une approche différente et plus positive qui encouragerait les partisans du patrimoine à élargir leur travail pour créer des bénéfices économiques et culturels. Les nouvelles interventions sont-elles perçues comme des menaces pour les valeurs existantes ou comme des améliorations? Les nouvelles couches peuvent-elles en fait améliorer les valeurs existantes? La nouvelle tour à Port Dalhousie en Ontario est-elle une intrusion inacceptable ou une couche différente dans le paysage culturel? La même question se pose pour le projet de la tour Gazprom à Saint-Pétersbourg dans la Fédération de Russie. Gordon Fulton a précisé que beaucoup de réflexion est venue dans le choix de trois mots clés dans les *Normes et Lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada* : compatible, subalterne, perceptible. De tels mots peuvent fournir des conseils dans ce secteur. Ultimement le défi peut être sur la façon de conserver le changement lui-même, une idée liée au monde des écosystèmes et de la biodiversité.

Les participants ont abordé les préoccupations des praticiens du patrimoine qui ont l'impression de perdre leur rôle traditionnel en travaillant sur les paysages. Ils ont noté le passage nécessaire de l'expert vers le facilitateur, le convocateur ou le catalyseur afin de créer un processus décisionnel et de confirmer une vision extérieure. Un participant a suggéré que l'expert en tant que catalyseur puisse poser des questions mais ne pas assumer les résultats. Nora Mitchell a défié le groupe de voir comment les processus en patrimoine pourraient contribuer à l'autonomisation des gens sur la conservation de leurs lieux - processus patrimoniaux en tant que facilitateurs. Dans un contexte d'intervenants et de buts multiples, les praticiens du patrimoine peuvent contribuer en reconnaissant l'intendance des intervenants multiples et en proposant un processus pour faciliter les discussions entre eux afin d'atteindre un consensus sur des valeurs et des structures efficaces de gouvernance. Julian Smith a soutenu le fait qu'il est impossible que les experts en matière de patrimoine produisent une carte mentale du paysage culturel. Cela implique de demander à ceux qui sont le plus près du paysage de faire le tracé du site eux-mêmes. Comme exemple, il a noté que les différentes cartes mentales du Niagara-sur-le-Lac émergeraient en demandant aux experts, aux citoyens et aux touristes. Le défi est d'équilibrer les intérêts multiples de sorte que la gamme complète des valeurs et des stratégies de gouvernance puisse émerger.

## **La Voie à Suivre**

La table ronde 2010 de Montréal a réuni des chercheurs et des experts canadiens et internationaux dans le domaine de la conservation du patrimoine des secteurs public, privé et non gouvernemental. Elle a contribué à stimuler un échange en matière de recherche, d'expériences et d'observations au sujet de la conservation des paysages culturels. Ce large et riche sujet se reflète ultimement sur les impondérables du temps et du changement. Beaucoup reste à faire pour intégrer une éthique en conservation dans un monde transitoire. Comment les valeurs patrimoniales peuvent-elles être préservées et améliorées dans les sociétés en évolution où la durabilité est le but? Ce défi réclame de nouveaux modèles et des mécanismes qui rassemblent tous les intervenants dans un effort commun pour harmoniser les politiques et les processus disparates dans un système holistique à l'échelle du paysage. La Table ronde 2010 sur les paysages culturels a soulevé de nouvelles questions de recherche pour le domaine de la conservation dans le contexte d'un changement sociétal.

**Christina Cameron**  
**Chaire de Recherche du Canada en Patrimoine Bâti**  
**Mai 2010**

---

<sup>1</sup> U.S. *Secretary of Interior's Standards for the Treatment of Historic Properties and Guidelines for the Treatment of Cultural Landscapes* (1996); Adrian Phillips, *Management Guidelines for IUCN Category V Protected Areas Protected Landscapes/Seascapes* (2002); Nora Mitchell, Mechtild Rössler and Pierre-Marie Tricaud, *World Heritage Cultural Landscapes : A Handbook for Conservation and Management* (2009).

## 5. CONCLUSION

The 2010 Montreal Round Table examined the protection, conservation and management of cultural landscapes in Canada and abroad. While definitions differ slightly, the Round Table worked from a definition of cultural landscapes and humanised landscapes as places where people interact with their natural environment over time, resulting in sites with distinctive physical and intangible attributes. The topic focused on the downstream challenges of looking after such landscapes after their heritage values have been identified. The choice of this subject stems from the realization that cultural or humanised landscapes are dynamic systems with people at the centre of landscape protection. The characteristics that require conservation are not only physical attributes, but intangible attributes like feeling, meaning and cultural traditions that often influence landscape heritage. What requires management is the interface between people and nature. The 2010 Montreal Round Table explored the appropriateness of existing guidance and tools to manage this inter-relationship.

First categorized in the 1920s, cultural landscapes gained international attention in the 1970s with the implementation of UNESCO's World Heritage Convention (1972). After wrestling with the concept of rural landscapes for most of the 1980s, the World Heritage Committee led a process that culminated in its current typological definitions of cultural landscapes as designed landscapes, organically evolved and relict landscapes, and associative landscapes. A wide range of values has been attributed to landscapes over time, including values of design and beauty, biodiversity, food source, medicinal plants, building materials, spiritual support and repository of memory and identity. Most World Heritage cultural landscapes are organically evolved, distinguished by their large size, layered values, active social and cultural role, and evolving nature.

There is relatively little guidance available on how to conserve cultural landscapes. Books and policy documents that are available typically focus on management frameworks with guiding principles for effective land use planning and strategies to engage the participation of those who inhabit these special places. Round Table participants were encouraged to discuss the legitimacy of the category itself and the need for a distinct conservation regime. They were also asked to consider the challenge of balancing heritage conservation with other legitimate needs of communities and stakeholders.

The 2010 Montreal Round Table brought together 28 experts from across Canada, the United States of America and Japan. Twenty-seven observers were in attendance, including graduate students from Université de Montréal (18), Carleton University (8) and Université du Québec à Montréal (1). It

opened with an evening ceremony to launch *Le campus: Le patrimoine architectural et paysager de l'Université de Montréal: the architectural and landscape heritage* published by les Presses de l'Université de Montréal in collaboration with the Canada Research Chair on Built Heritage. Written by three participants at the Round Table, Christina Cameron, Claudine Déom and Nicole Valois, the guide highlights the architectural and landscape heritage of the campus, considered by some to constitute a cultural landscape.

The symposium itself was organized in six sessions designed to look at the question from various perspectives. Using a format of short presentations followed by discussion periods, the Round Table aimed at stimulating debate. Participants were welcomed to the event by the Dean of the Faculté de l'aménagement, Giovanni de Paoli. Following this welcome, Christina Cameron introduced the subject with a situation analysis. After presenting a working definition of the terms “cultural landscape” and “humanised landscape”, she touched on the historical development of the concept and key publications related to conservation of landscapes.<sup>1</sup> She concluded by reviewing the objectives of the Round Table and its anticipated results. Session 1 featured a keynote address by the Japanese conservation architect and teacher, Nobuko Inaba. She presented the historical development of legal and policy frameworks to identify Japanese landscapes as heritage; she also outlined an overview of landscape conservation and management approaches in Japan. Session 2 focussed on the role of governments in providing policy frameworks and in taking direct action to conserve cultural landscapes. Session 3 examined the key role of stakeholders in the conservation of cultural landscapes through national and international examples. Session 4 looked at how to mediate and prioritize the various social, cultural and heritage values that usually are found in the complex layers of cultural landscapes. Session 5 examined policy frameworks and specific case studies that address the challenging issue of how to introduce new developments into cultural landscapes. Session 6 was a wrap-up session, beginning with reports from the session rapporteurs and followed by an open discussion that gave participants an opportunity to step back from the specific sessions and explore the overall tendencies and trends. The Round Table finished with closing remarks from the Director of the School of Architecture, Anne Cormier.

## General Observations

Spirited debate among the participants ranged over many issues, in particular, the definition of cultural landscape, whether it is a typology or and/or an approach, implications for conservation and management, and the role of experts. What follows are some general observations on these key issues.

### What Is a Cultural Landscape?

Round Table participants noted that the term “cultural landscape” originated in the discipline of cultural geography in Germany at the beginning of the 20<sup>th</sup> century and soon spread to other European countries and to the United States. Indeed the concept reached Japan by 1919, as demonstrated through its law to protect places of natural scenic beauty. The term “cultural landscape” is now used globally, due in large measure to the powerful influence of the World Heritage system. Some participants felt that the term remains ill-defined. Because of the pervasive influence of World Heritage, practitioners around the world have adopted the term even though its meaning is unclear. World Heritage puts emphasis on landscapes that represent interaction between human beings and their natural environment. It is interesting to note that until about 1990, the World Heritage Committee discussed this phenomenon using a different term, “rural landscape”. How this was transformed into “cultural landscape” remains to be documented. Herb Stovel noted that the change apparently occurred in the aftermath of consideration of the United Kingdom’s Lake District as a World Heritage Site in 1990 and the ensuing preparation for the 1992 expert meeting at La Petite Pierre in France. Stovel also noted that the debate between cultural landscapes as place and as approach had already been joined during that meeting, and that it has re-emerged in current efforts by UNESCO to draft a Recommendation on Historic Urban Landscapes.

Some participants tended to favour using the simple term “landscape” to describe large natural areas or territories. There was a useful debate on the distinction between an “historic landscape” and a “cultural landscape”. It was argued that historic landscapes have often been defined by discipline experts like landscape architects, cultural geographers and anthropologists. But cultural landscapes are different as many people – both experts and people from communities that may not be heritage experts – have a role in defining them. Participants agreed that cultural landscapes are places that reflect the patterns of human activity shaped by geography. They are difficult to map because their significance lies in a shared sense of belonging, identity and continuity and thus requires a participatory process involving all key stakeholders. While using different words to describe the concept, participants posited

that cultural landscapes should be understood as cultural constructs existing in the imaginations of people: terrains of the imagination or ideas embedded in space. Historic landscapes look backwards whereas cultural landscapes look forward as well as backwards. Julian Smith posed a provocative question: can a historic landscape be protected within a cultural landscape?

One of the difficulties – and opportunities - of dealing with cultural landscapes is the overlap with other types of heritage, for example, historic cities, archaeological sites, historic monuments and industrial sites. The keynote speaker explained how historic buildings and districts which combine historic beauty and environmental values can be considered under more than one law, including the 2004 Japanese law on cultural landscapes. In the Japanese approach, cultural landscapes include places that are indispensable for understanding peoples' modes of life and livelihood. The problem is that such an approach could cover everything, and hence leads to confusion. Is an industrial site also a cultural landscape? From this perspective, cultural landscapes are better understood as a concept, an approach, rather than as a category. As Randall Mason pointed out, cultural landscape theory is holistic, in contrast to the 20<sup>th</sup>-century legacy of specialization in the heritage field.

All participants agreed that identification of landscape values no longer remained the exclusive purview of the heritage field. Values of inhabited landscapes include social, environmental, agricultural, economic and spiritual dimensions. The values embedded in landscapes are dynamic, constructed and cover a wide spectrum. Julian Smith recalled that the identification of values has evolved from the 1960s-1980s; in that period, experts working for institutions like the Historic Sites and Monuments Board of Canada and the Federal Heritage Buildings Review Office evaluated historic places using criteria similar to those presented in Harold Kalman's *The Evaluation of Historic Buildings* (Ottawa: Parks Canada, 1979). Many jurisdictions still use this methodology. As Christophe Rivet explained the tagline used in the World Heritage nomination file for Grand-Pré -- *One land, many stories, a shared legacy* -- it is not just about heritage; it is about considering heritage alongside other community values and assets. Values are extrinsic, not intrinsic; the landscape is the bearer of externally constructed values. For cultural landscapes, power belongs to the people; values are defined by a multitude of stakeholders, including residents within the landscape, tourists, farmers, foresters, commercial interests, traditional communities and so forth. Participants also noted that change is inherent in landscapes; the challenge is to understand this change in all its dimensions. Cultural landscapes are about multiple layers of meaning and additive change. New values continue to be added to landscapes, making them dynamic and evolving places.

## **Cultural Landscapes: A Category or an Approach?**

A recurrent issue that was not resolved concerns the question of whether cultural landscapes should more properly be considered as an approach, rather than/as well as a typology as described in the *Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention*. When treated as a heritage typology with identified boundaries, cultural landscapes can be seen as having static values and attributes to be protected at all costs. The World Heritage debate over the new bridge in the Elbe Valley, Germany illustrates this point. If treated as an approach, cultural landscape thinking assumes dynamic values in a landscape without clear boundaries; it challenges the way one thinks about the environment, allowing for the enhancement of existing values. Overlapping cultural landscapes are fundamental to the process.

## **Implications for Institutional Frameworks**

An expansion of heritage interests to the landscape scale challenges existing institutional frameworks and the role of heritage experts. The case studies by Shabnam Inanloo Dailoo and François Leblanc showed that the way landscapes are designated influences the way they are conserved. Participants at the Round Table discussed the difficulties in protecting and conserving cultural landscapes due in part to the difficulty of fitting them into existing heritage systems and typologies, and due in part to the intangible values associated with processes and human interaction with nature. As Randall Mason noted in his presentation, landscape planning/design/management is individual and situational, taking its cue from the place itself. There are no simple recipes. Herb Stovel argued that, in contrast to some past practices, the real goal of conservation is continuity, rooted in the passage of time, not just in the past.

There was debate over whether existing designation systems have met the goal of conserving historic places. Nora Mitchell indicated that when spaces are named and officially recognized on heritage registers, they are given additional consideration for conservation of their values. Other participants noted that such listing was only part of the strategy of conservation; one must also consider environmental and sustainability goals, particularly for living and working landscapes. They also discussed the need to look beyond existing frameworks and single governmental focal points to develop integrated strategies involving other departments and agencies. The complex layering and dynamic nature of cultural landscapes require the harmonization of legal and management frameworks. By way of example, Nobuko Inaba stated that the new cultural landscapes law in Japan necessitated the



involvement of three ministries because urban planning laws alone were not strong enough to protect landscapes. While the involvement of other ministries implies a loss of control for the heritage sector, the compensating advantages were seen to lie in the synergy created by greater engagement of non-heritage interests, access to new policy tools and eligibility for increased funding through incentive programs not directly related to heritage.

Participants further noted that conservation of cultural landscapes implies a shift towards the municipal level of government. Examples of community-based instruments included French regional parks and the landscape approach in the proposed Quebec heritage bill. Indeed, one participant argued that the model for a landscape approach stems from the period before the Industrial Revolution in England when there were “commons”, shared places where the community worked together. The Round Table observed that the tools needed to manage cultural landscapes come together at the municipal level, with national government support through enabling by-laws and financial incentives. This implies a change in the role of national governments from direct action to enabler. Governments must necessarily exercise their legal and policy authority, but in the case of cultural landscapes with their diversified stewardship, governments may have multiple roles as owner, partner and influencer. Marie Lessard illustrated the leadership role of the city of Montreal in her case study on the historic and natural district of Mont-Royal. At the same time, she underlined the dispersed accountability within the district, requiring management through networks as represented by the Montreal heritage pact with fourteen participating institutions. Dispersed accountability was also at the heart of Alastair Kerr’s case study on The Land Conservancy of British Columbia.

### **The Role of Heritage Experts**

Round Table participants discussed the role of heritage practitioners and their attitude to introducing new layers into historic places. Conservation and continual change do not necessarily sit comfortably together. Participants mused on the habit of heritage activists to say no, to be in opposition to development projects. Even the language of heritage advocacy – battle or campaign – tends to be negative. They discussed a different, more positive approach that would encourage heritage proponents to broaden their work to create economic and cultural benefits. Are new interventions perceived as threats to existing values or as enhancements? Can new layers in fact enhance existing values? Is the new tower at Port Dalhousie, Ontario an unacceptable intrusion or another layer in the cultural landscape? The same question arises for the proposed Gazprom tower in St. Petersburg, Russian

Federation. Gordon Fulton pointed out that much reflection went into the choice of three key words in the *Standards and Guidelines for the Conservation of Historic Places in Canada*: compatible, subordinate, distinguishable. Such words could provide guidance in this area. Ultimately the challenge may be how to conserve change itself, an idea related to the world of ecosystems and biodiversity.

Participants addressed the concerns of heritage practitioners who sense that they lose their traditional role when working with landscapes. They noted a necessary shift from expert to facilitator, convenor, or catalyst in order to create a decision-making process and support an external vision. One participant suggested that the expert as catalyser may ask questions but not assume the outcomes. Nora Mitchell challenged the group to see how heritage processes might become part of the empowerment of people for conservation of their places – heritage processes as enablers. In the context of multiple stakeholders and multiple goals, heritage practitioners can contribute by acknowledging the stewardship of multiple stakeholders and offering a process for facilitating discussions among them in order to reach consensus on values and effective governance structures. Julian Smith argued that it is impossible for heritage experts to produce a mental map of a cultural landscape. That requires asking those who are closest to the landscape to map the place themselves. As an example, he noted that different mental maps of Niagara-on-the-Lake would emerge from asking experts, citizens and tourists. The challenge is to balance the multiple interests so that the full range of values and governance strategies emerge.



**Table Ronde 2010 Chaire de Recherche du Canada en Patrimoine Bâti**  
**Round Table 2010 Canada Research Chair on Built Heritage** (Photo: Sh. Inanloo Dailoo)

**Institut de Statistique de l'UNESCO / UNESCO Institute of Statistics**

## **The Way Forward**

The 2010 Montreal Round Table brought together Canadian and international researchers and experts in heritage conservation from the public, private and non-governmental sectors. It served to

foster an exchange of research, experience and observations about the conservation of cultural landscapes. This broad and rich subject ultimately reflects on the imponderables of time and change. Much remains to be done to integrate a conservation ethos into a transitional world. How can heritage values be preserved and enhanced within evolving societies where sustainability is the goal? This challenge calls for new models and mechanisms that bring all stakeholders together in an effort to harmonize disparate policies and processes into a holistic system at the landscape scale. The 2010 Round Table on cultural landscapes raised new research questions for the field of conservation in the context of societal change.

**Christina Cameron**  
**Canada Research Chair on Built Heritage**  
**May 2010**

---

<sup>1</sup> U.S. Secretary of Interior's *Standards for the Treatment of Historic Properties and Guidelines for the Treatment of Cultural Landscapes* (1996); Adrian Phillips, *Management Guidelines for IUCN Category V Protected Areas Protected Landscapes/Seascapes* (2002); Nora Mitchell, Mechtild Rössler and Pierre-Marie Tricaud, *World Heritage Cultural Landscapes : A Handbook for Conservation and Management* (2009).

## 6. LISTE DES PARTICIPANT(E)S

### **Gordon Bennett**

Ottawa  
[gordon.bennett@magma.ca](mailto:gordon.bennett@magma.ca)

### **Susan Buggey**

Consultante en Patrimoine  
Ottawa  
[Susan.buggey@sympatico.ca](mailto:Susan.buggey@sympatico.ca)

### **Natalie Bull**

Directrice Exécutive  
Fondation Héritage Canada  
Ottawa  
[nbull@heritagecanada.org](mailto:nbull@heritagecanada.org)

### **Jean Bissonnette**

Directeur  
Direction du Patrimoine et de la Muséologie  
Ministère de la Culture, des Communications et  
de la Condition Féminine  
Gouvernement du Québec  
Québec  
[jean.bissonnette@mcccf.gouv.qc.ca](mailto:jean.bissonnette@mcccf.gouv.qc.ca)

### **Dinu Bumbaru**

Directeur des Politiques, Héritage Montréal  
Président, ICOMOS Canada  
Montréal  
[dbumbaru@heritagemontreal.qc.ca](mailto:dbumbaru@heritagemontreal.qc.ca)

### **Christina Cameron**

Professeure, École d'architecture  
Titulaire, Chaire de Recherche du Canada en  
Patrimoine Bâti  
Faculté de l'aménagement, Université de  
Montréal  
Montréal  
[christina.cameron@umontreal.ca](mailto:christina.cameron@umontreal.ca)

### **Claude Charbonneau**

Conseiller Principal  
Direction des Politiques des Lieux Historiques  
Nationaux  
Parcs Canada  
Gatineau  
[claudie.charbonneau@pc.gc.ca](mailto:claudie.charbonneau@pc.gc.ca)

### **Anne Cormier**

Directrice  
École d'architecture  
Faculté de l'aménagement, Université de  
Montréal  
Montréal  
[anne.cormier@umontreal.ca](mailto:anne.cormier@umontreal.ca)

### **Claudine Déom**

Professeure Adjointe  
École d'architecture  
Faculté de l'aménagement, Université de  
Montréal  
Montréal  
[claudine.deom@umontreal.ca](mailto:claudine.deom@umontreal.ca)

### **Giovanni de Paoli**

Doyen  
Faculté de l'aménagement, Université de  
Montréal  
Montréal  
[Giovanni.de.paoli@montreal.ca](mailto:Giovanni.de.paoli@montreal.ca)

### **Mario Dufour**

Président  
Commission des Biens Culturels du Québec  
Gouvernement du Québec  
Québec  
[mario.dufour@cbcq.gouv.qc.ca](mailto:mario.dufour@cbcq.gouv.qc.ca)

### **Gordon Fulton**

Directeur  
Services Historiques  
Parcs Canada  
Gatineau  
[gordon.fulton@pc.gc.ca](mailto:gordon.fulton@pc.gc.ca)

**Gérald Grandmont**

Consultant en Patrimoine  
[geraldgrandmont@videotron.ca](mailto:geraldgrandmont@videotron.ca)

**Nobuko Inaba**

Professeure  
Programme des Études du Patrimoine Mondial  
Graduate School of Comprehensive Human  
Sciences  
University of Tsukuba  
Tokyo, Japon  
[nobuko.inaba@nifty.com](mailto:nobuko.inaba@nifty.com)

**Shabnam Inanloo Dailoo**

Post-doctorante  
Chaire de Recherche du Canada en Patrimoine  
Bâti  
École d'architecture  
Faculté de l'aménagement, Université de  
Montréal  
Montréal  
[shabnam.inanloo.dailoo@umontreal.ca](mailto:shabnam.inanloo.dailoo@umontreal.ca)

**Alastair Kerr**

Directeur de la Coordination Stratégique  
Ministère du Tourisme, de la Culture et des  
Arts  
Gouvernement de la Colombie-Britannique  
Professeur Adjoint, Université de Victoria  
Victoria  
[awkerr@shaw.ca](mailto:awkerr@shaw.ca)  
[alastair.kerr@gov.bc.ca](mailto:alastair.kerr@gov.bc.ca)

**Iskra Latunova**

Doctorante  
Faculté de l'aménagement, Université de  
Montréal  
Montréal  
[alcedari@yahoo.com](mailto:alcedari@yahoo.com)

**François LeBlanc**

Architecte et Consultant en Patrimoine  
Ottawa  
[fleblanc2000@hotmail.com](mailto:fleblanc2000@hotmail.com)

**Marie Lessard**

Présidente du Conseil du Patrimoine à Montréal  
Professeure Titulaire  
Institut d'urbanisme  
Faculté de l'aménagement, Université de  
Montréal  
Montréal  
[marie.lessard@umontreal.ca](mailto:marie.lessard@umontreal.ca)

**Jean-Claude Marsan**

Professeur Émérite  
École d'architecture  
Faculté de l'aménagement, Université de  
Montréal  
Montréal  
[jeanclaude.marsan@sympatico.ca](mailto:jeanclaude.marsan@sympatico.ca)

**Tania Martin**

Professeure, École d'Architecture  
Titulaire, Chaire de Recherche du Canada en  
Patrimoine Religieux  
Université Laval  
Québec  
[tania.martin@arc.ulaval.ca](mailto:tania.martin@arc.ulaval.ca)

**Randall Mason**

Professeur Agrégé  
École de Design  
Programme d'études Supérieures de la  
Préservation Historique  
Université de Pennsylvanie  
Philadelphie  
[rfmason@design.upenn.edu](mailto:rfmason@design.upenn.edu)

**Nora J. Mitchell**

Directrice, Institut pour l'étude de la  
Conservation, USNPS  
Professeure Adjointe, Université du Vermont  
Woodstock  
[nora\\_mitchell@nps.gov](mailto:nora_mitchell@nps.gov)

**Christophe Rivet**

Planificateur  
Centre de Service de Halifax  
Parcs Canada  
Directeur de Projet, Nomination Grand-Pré  
Halifax  
[christophe.rivet@pc.gc.ca](mailto:christophe.rivet@pc.gc.ca)

**Julian Smith**

Directeur exécutif  
The School of Restoration Arts at Willowbank  
Queenston  
[julsmith3@gmail.com](mailto:julsmith3@gmail.com)

**Herb Stovel**

Professeur Agrégé  
Programme de Conservation du Patrimoine  
École des Études Canadiennes, Université de  
Carleton  
Ottawa  
[hstovel@gmail.com](mailto:hstovel@gmail.com)

**Nicole Valois**

Professeure Agrégée  
École d'architecture de Paysage  
Faculté de l'aménagement, Université de  
Montréal  
Montréal  
[Nicole.valois@umontreal.ca](mailto:Nicole.valois@umontreal.ca)

**John E. Zvonar**

Architecte de la Sauvegarde du Paysage  
Direction de la Conservation du Patrimoine  
Travaux Publics et Services Gouvernementaux  
Canada  
Gatineau  
[zvonar@magma.ca](mailto:zvonar@magma.ca)  
[john.zvonar@pwgsc.gc.ca](mailto:john.zvonar@pwgsc.gc.ca)

**Étudiants****Université de Montréal**

Sofiène Ayadi  
Michel de Blois  
Anne-Gisèle Bossé-April  
Olivier Craig-Dupont  
Stéphanie Gravel  
Yolène Handabaka  
Jacinthe Inkel  
Philippe Pierre Joncas  
Roha Kalaf  
Élyse Levasseur  
Isabelle Lévesque  
Andrea Pukteris  
Catherine S. Grignon  
Marie-Andrée Thiffault  
Myriam St-Denis  
Marlène St-Denis  
Marianne Trottier-Tellier  
Catherine Vallières

**Carleton University**

Amy Barnes  
Christienne Uchiyama  
Davene Palvetzian  
Kelly Black  
Madonna M. Keates  
Mitsa Montaser Koohsari  
Nancy Oakley  
Stephen Jarrett

## 6. LIST OF PARTICIPANTS

### **Gordon Bennett**

Ottawa  
[gordon.bennett@magma.ca](mailto:gordon.bennett@magma.ca)

### **Susan Buggey**

Heritage Consultant  
Ottawa  
[Susan.buggey@sympatico.ca](mailto:Susan.buggey@sympatico.ca)

### **Natalie Bull**

Executive Director  
Heritage Canada Foundation  
Ottawa  
[nbull@heritagecanada.org](mailto:nbull@heritagecanada.org)

### **Jean Bissonnette**

Director  
Direction du Patrimoine et de la Muséologie  
Ministère de la Culture, des Communications et  
de la Condition Féminine  
Gouvernement du Québec  
Québec  
[jean.bissonnette@mcccf.gouv.qc.ca](mailto:jean.bissonnette@mcccf.gouv.qc.ca)

### **Dinu Bumbaru**

President ICOMOS Canada  
Director Héritage Montréal  
Montréal  
[dbumbaru@heritagemontreal.qc.ca](mailto:dbumbaru@heritagemontreal.qc.ca)

### **Christina Cameron**

Professor and Chair  
Canada Research Chair on Built Heritage  
School of Architecture  
Faculty of Environment Design, Université de  
Montréal  
Montréal  
[christina.cameron@umontreal.ca](mailto:christina.cameron@umontreal.ca)

### **Claude Charbonneau**

Senior Advisor, NHS Policy Branch  
Parks Canada  
Gatineau  
[claud.charbonneau@pc.gc.ca](mailto:claud.charbonneau@pc.gc.ca)

### **Anne Cormier**

Director  
School of Architecture  
Faculty of Environmental Design, Université de  
Montréal  
Montréal  
[anne.cormier@umontreal.ca](mailto:anne.cormier@umontreal.ca)

### **Giovanni de Paoli**

Dean  
Faculty of Environmental Design, Université de  
Montréal  
Montréal  
[Giovanni.de.paoli@montreal.ca](mailto:Giovanni.de.paoli@montreal.ca)

### **Claudine Déom**

Associate Professor  
School of Architecture  
Faculty of Environmental Design, Université de  
Montréal  
Montréal  
[claudine.deom@umontreal.ca](mailto:claudine.deom@umontreal.ca)

### **Mario Dufour**

President  
Commission des Biens Culturels du Québec  
Gouvernement du Québec  
Québec  
[mario.dufour@cbcq.gouv.qc.ca](mailto:mario.dufour@cbcq.gouv.qc.ca)

### **Gordon Fulton**

Director  
Historical Services  
Parks Canada, Gatineau  
Gatineau  
[gordon.fulton@pc.gc.ca](mailto:gordon.fulton@pc.gc.ca)

### **Gérald Grandmont**

Heritage Consultant  
[geraldgrandmont@videotron.ca](mailto:geraldgrandmont@videotron.ca)

**Nobuko Inaba**

Professor  
World Heritage Studies Program  
Graduate School of Comprehensive Human  
Sciences  
University of Tsukuba  
Tokyo, Japan  
[nobuko.inaba@nifty.com](mailto:nobuko.inaba@nifty.com)

**Shabnam Inanloo Dailoo**

Postdoctoral Fellow  
Canada Research Chair on Built Heritage,  
School of Architecture  
Faculty of Environmental Design, Université de  
Montréal  
Montréal  
[shabnam.inanloo.dailoo@umontreal.ca](mailto:shabnam.inanloo.dailoo@umontreal.ca)

**Alastair Kerr**

Director, Strategic Coordination, Tourism,  
Government of British Columbia and  
Adjunct Professor, University of Victoria  
Victoria  
[awkerr@shaw.ca](mailto:awkerr@shaw.ca)  
[alastair.kerr@gov.bc.ca](mailto:alastair.kerr@gov.bc.ca)

**Iskra Latunova**

(Candidate) Ph.D Aménagement  
Faculty of Environmental Design, Université de  
Montréal  
Montréal  
[alcedari@yahoo.com](mailto:alcedari@yahoo.com)

**François LeBlanc**

Architect and Heritage Consultant  
Ottawa  
[fleblanc2000@hotmail.com](mailto:fleblanc2000@hotmail.com)

**Marie Lessard**

President, Conseil du Patrimoine à Montréal  
Professor, Institut d'urbanisme  
Faculty of Environmental Design, Université de  
Montréal  
Montréal  
[marie.lessard@umontreal.ca](mailto:marie.lessard@umontreal.ca)

**Jean-Claude Marsan**

Professor Emeritus  
School of Architecture  
Faculty of Environmental Design, Université de  
Montréal  
Montréal  
[jeanclaude.marsan@sympatico.ca](mailto:jeanclaude.marsan@sympatico.ca)

**Tania Martin**

Professor and Chairholder  
Chaire de Recherche du Canada en Patrimoine  
Religieux  
School of Architecture, Université Laval  
Québec  
[tania.martin@arc.ulaval.ca](mailto:tania.martin@arc.ulaval.ca)

**Randall Mason**

Associate Professor, School of Design  
Graduate Program in Historic Preservation  
University of Pennsylvania  
Philadelphia  
[rfmason@design.upenn.edu](mailto:rfmason@design.upenn.edu)

**Nora J. Mitchell**

Director, Conservation Study Institute  
United States National Park Service  
Associate Professor  
University of Vermont  
Woodstock  
[nora\\_mitchell@nps.gov](mailto:nora_mitchell@nps.gov)

**Christophe Rivet**

Planner, Parks Canada  
Project Manager, Nomination Grand Pré  
Halifax  
[christophe.rivet@pc.gc.ca](mailto:christophe.rivet@pc.gc.ca)

**Julian Smith**

Executive Director  
The School of Restoration Arts at Willowbank  
Queenston  
[julsmith3@gmail.com](mailto:julsmith3@gmail.com)



**Herb Stovel**

Associate Professor  
Heritage Conservation Program  
School of Architecture, Carleton University  
Ottawa  
[hstovel@gmail.com](mailto:hstovel@gmail.com)

**Nicole Valois**

Professor  
School of Landscape Architecture  
Faculty of Environmental Design, Université de  
Montréal  
Montréal  
[Nicole.valois@umontreal.ca](mailto:Nicole.valois@umontreal.ca)

**John E. Zvonar**

Landscape Conservation Architect  
Heritage Conservation Branch  
Public Works and Government Services  
Canada  
Gatineau  
[zvonar@magma.ca](mailto:zvonar@magma.ca)  
[john.zvonar@pwgsc.gc.ca](mailto:john.zvonar@pwgsc.gc.ca)

**Students****Université de Montréal**

Sofiène Ayadi  
Michel de Blois  
Anne-Gisèle Bossé-April  
Olivier Craig-Dupont  
Stéphanie Gravel  
Yolène Handabaka  
Jacinthe Inkel  
Philippe Pierre Joncas  
Roha Kalaf  
Élyse Levasseur  
Isabelle Lévesque  
Andrea Pukteris  
Catherine S. Grignon  
Marie-Andrée Thiffault  
Myriam St-Denis  
Marlène St-Denis  
Marianne Trottier-Tellier  
Catherine Vallières

**Carleton University**

Amy Barnes  
Christienne Uchiyama  
Davene Palvetzian  
Kelly Black  
Madonna M. Keates  
Mitsa Montaser Koohsari  
Nancy Oakley  
Stephen Jarrett